

Expédition dans le Nord : activités et ambitions de la Chine dans l'Arctique

Rush Doshi, Alexis Dale-Huang et Gaoqi Zhang

Brookings Institution, avril 2021

Contenu

Résumé : douze points à retenir.....	3
I. Introduction.....	7
II. Développement et institutions de la Chine en Arctique	9
III. Le double discours de la Chine sur l'Arctique	11
Ambitions : devenir une « grande puissance polaire »	11
Perceptions : « les nouvelles frontières stratégiques de la Chine »	13
Militaire : « les nouvelles places fortes de la stratégie militaire »	14
Science : « le droit de parole »	19
Diplomatie : la Chine en tant qu'« État proche de l'Arctique ».....	20
IV. Études de cas sur la coercition et l'influence	23
Suède : « pour nos ennemis, nous avons des fusils »	23
Norvège : « ils doivent payer le prix de leur arrogance »	26
Islande : « ils sont malades » et « faibles ».....	27
Coercition par le biais du commerce : évaluer la dépendance de l'Arctique vis-à-vis de la Chine	29
V. Activités diplomatiques de la Chine	34
Visites de haut niveau et Conseil de l'Arctique	34
Initiatives diplomatiques menées par la Chine.....	37
VI. Activités militaires de la Chine.....	39
Visites et construction de brise-glaces de l'Armée populaire de libération	39
Activités à double vocation	41
VII. Activités scientifiques de la Chine	43
Expéditions de recherche en Arctique.....	43
Bases de recherche en Arctique	45
Initiatives et discussions en matière de recherche arctique.....	46
VIII. Activités économiques de la Chine.....	47
La route polaire de la soie.....	47
Infrastructures et craintes de double vocation	49

Investissements de la Chine dans le domaine des matières premières	50
IX. Conclusion.....	58
À propos des auteurs	59
Remerciements	59
Notes	60

Résumé : douze points à retenir

Ce rapport explore le discours interne des autorités chinoises sur l'Arctique ainsi que les activités et les ambitions de la Chine dans toute cette région. Il fait le constat que la Chine a parfois un double discours concernant l'Arctique : l'un extérieur destiné aux publics étrangers et l'autre interne, plus cynique, mettant l'accent sur la concurrence et les ambitions de Beijing dans l'Arctique. En examinant l'activité politique, militaire, scientifique et économique de la Chine ainsi que sa pression sur les États de l'Arctique, le rapport démontre également que les ambitions de la Chine à devenir une « grande puissance polaire » sont bien réelles¹. La Chine a envoyé des représentants de haut niveau dans la région 33 fois au cours des deux dernières décennies, s'est engagée dans la plupart des grandes institutions arctiques ou en est devenue membre, a créé une demi-douzaine d'installations scientifiques dans les États arctiques, a poursuivi une série de projets économiques vraisemblablement à double objectif, a élargi sa flotte de brise-glaces et a même envoyé ses navires dans la région. Les huit États souverains de l'Arctique, soit le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Russie, la Suède et les États-Unis, exercent une grande influence sur l'Arctique et sa géographie stratégiquement intéressante. La Chine aspire à une place parmi eux.

1. **La Chine cherche à devenir une « grande puissance polaire », mais relativise publiquement cet objectif.** Les discours du président Xi Jinping et des hauts dirigeants chinois responsables de la politique arctique montrent clairement que le premier objectif polaire de la Chine est de devenir une « grande puissance polaire » d'ici 2030. Malgré la prédominance de cet objectif dans ces discours, les documents de la Chine destinés à l'extérieur (y compris ses livres blancs) ne le mentionnent que rarement, voire jamais, ce qui suggère que la Chine veut nuancer les perceptions externes quant à ses ambitions arctiques, d'autant plus que ses activités dans l'Arctique font l'objet d'une attention internationale accrue.
2. **La Chine décrit l'Arctique comme l'une des « nouvelles frontières stratégiques » du monde, propices à la rivalité et à l'extraction².** La Chine considère l'Arctique, ainsi que l'Antarctique, les fonds marins et l'espace, comme des espaces non gouvernés ou sous-gouvernés. Tandis que certains de ses discours extérieurs soulignent la nécessité de contraindre la concurrence dans ces domaines, plusieurs autres révèlent une position plus cynique, insistant sur la nécessité de se préparer à la compétition sur ces espaces et sur leurs ressources. Un chef de l'Institut de recherche polaire de la Chine, par exemple, a qualifié ces types d'espaces publics de « trésors de ressources les plus compétitifs ». La loi chinoise sur la sécurité nationale crée la capacité juridique de protéger les droits de la Chine sur ces derniers, et les hauts responsables du Parti communiste chinois (PCC) ont suggéré que la part de la Chine sur ces ressources soit égale à sa proportion de la population mondiale³.

3. **Les textes militaires chinois considèrent l'Arctique comme une zone de rivalité militaire future.** Bien que plusieurs textes chinois destinés à l'extérieur minimisent le risque de rivalité militaire dans l'Arctique, qui serait probablement préjudiciable aux objectifs chinois, les textes militaires adoptent le point de vue opposé. Ils notent que « le jeu des grandes puissances » va « de plus en plus se concentrer sur la lutte et le contrôle des espaces publics mondiaux » comme l'Arctique et l'Antarctique et avancent que la Chine « ne peut exclure la possibilité d'utiliser la force » dans cette « ruée vers de nouveaux espaces stratégiques »⁴. Les diplomates chinois décrivent la région comme les « nouvelles places fortes » de la rivalité militaire mondiale, tandis que les universitaires suggèrent de la contrôler pour obtenir « l'avantage géographique des trois continents et des deux océans » sur l'hémisphère Nord⁵.
4. **Les propos chinois font clairement comprendre que ses investissements scientifiques en Arctique visent à y renforcer son influence et sa position stratégique.** Bien que les déclarations faites à l'extérieur expriment le souhait de la Chine de poursuivre des recherches scientifiques pour son propre intérêt et pour le bien-être de l'humanité, les principaux scientifiques chinois et les membres de haut niveau du PCC affirment clairement que la science est également motivée par la volonté d'obtenir le « droit de parole », de cultiver « l'identité » de la Chine en tant qu'État arctique et de s'assurer des ressources et un accès stratégique⁶. Les expéditions polaires de la Chine et ses diverses stations de recherche aident Beijing à extraire des ressources, à accéder à l'Arctique et à acquérir de l'expérience dans le climat arctique.
5. **La Chine soutient publiquement les mécanismes de gouvernance existants en Arctique, mais se plaint d'eux en privé.** Plusieurs textes chinois témoignent de la frustration suscitée par les mécanismes de gouvernance de l'Arctique et de la crainte que le pays soit exclu des ressources de la région. Les textes officiels suggèrent gentiment que l'importance de la région transcende désormais « ses États interarctiques d'origine », alors que les chercheurs craignaient à une époque que les États arctiques instaurent une « alliance des huit États de la région polaire », certes improbable, ou institutionnalisent le Conseil de l'Arctique de manière à « renforcer leur position dominante » aux dépens de la Chine⁷. Ces textes soulignent la poursuite par la Chine d'une « diplomatie de l'identité », qui consiste à qualifier la Chine d'« État proche de l'Arctique » du fait qu'elle est affectée par le changement climatique⁸. Ils manifestent également un intérêt à promouvoir des concepts alternatifs de gouvernance chinoise, dans certains cas pour se joindre au Conseil de l'Arctique et dans d'autres pour lui échapper, y compris une « route polaire de la soie » et la « communauté pour l'avenir commun de l'humanité » de la Chine, bien que les précisions fassent souvent défaut⁹.

6. **La prise en compte des ambitions arctiques de la Chine suscite rarement une bienveillance durable.** La Norvège a été le premier pays à autoriser la Chine à construire une station scientifique dans l'Arctique et la Suède a été le premier pays au monde à autoriser la Chine à construire sa propre station satellite entièrement détenue par la Chine. Ces deux efforts, amplement applaudis par la Chine à l'époque, n'ont pas mis ces deux pays à l'abri d'une coercition économique ultérieure et d'une condamnation sévère par la Chine. Dans les deux cas, la Chine a puni ces pays non seulement pour les actes de leurs gouvernements, mais aussi pour les actes indépendants de leurs sociétés civiles, qui ont permis de décerner le prix Nobel de la paix au dissident chinois Liu Xiaobo et d'enquêter sur l'enlèvement par la Chine du citoyen suédois Gui Minhai. Les efforts déployés par la Norvège et la Suède pour inverser la tendance (la Suède gardant relativement le silence sur la disparition de son citoyen et la Norvège soutenant vigoureusement les efforts de la Chine pour obtenir le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique) se sont heurtés à des restrictions sur les importations de poisson norvégien et à de lourdes menaces de coercition à l'encontre de la Suède.
7. **La dépendance de l'Arctique à l'égard du commerce avec la Chine est souvent surestimée, ces échanges commerciaux étant plus faibles qu'avec d'autres puissances.** Certains en Arctique et dans le monde entier craignent la stratégie économique chinoise, mais la dépendance de la région vis-à-vis de la Chine est remarquablement faible. Pour les cinq plus petites économies de l'Arctique, soit la Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande et l'Islande, la Chine ne représente en moyenne que 4 % de leurs exportations, *moins* que les États-Unis (6,2 %) et *beaucoup moins* que les économies de l'UE et de l'OTAN sans les États-Unis (70,3 %) ¹⁰.
8. **La Chine a investi de manière significative dans la diplomatie arctique pour renforcer son influence régionale.** La Chine a envoyé des représentants de haut niveau (président, premier ministre, vice-président, ministre des Affaires étrangères et ministre de la Défense) pour visiter des pays de l'Arctique autres que les États-Unis et la Russie, 33 fois au cours des 20 dernières années. Beijing a exercé de fortes pressions pour devenir un observateur du Conseil de l'Arctique, a été très présente dans de nombreux autres forums régionaux de diplomatie parallèle et a déployé ses propres efforts en matière de diplomatie régionale parallèle, notamment un forum arctique Chine-Russie et le Centre de recherche Chine-Arctique nordique, pour approfondir les relations avec les gouvernements et les acteurs infranationaux.
9. **Le positionnement militaire de la Chine dans l'Arctique a augmenté, et ses efforts scientifiques lui confèrent également des avantages stratégiques.** La Chine a envoyé des navires de guerre dans l'Arctique à deux reprises, notamment en Alaska et plus tard au Danemark, en Suède et en Finlande, pour des visites de prestige. Elle a construit son premier brise-glace de fabrication nationale, prévoit de construire des brise-glaces lourds plus classiques et envisage également des investissements dans des brise-glaces à propulsion nucléaire.

- 10. Les activités scientifiques de la Chine dans l'Arctique lui confèrent une plus grande expérience opérationnelle et un meilleur accès.** La Chine a envoyé 10 expéditions scientifiques dans la région à bord de son brise-glace *Xuelong* (comptant en général plus de 100 membres d'équipage) dont les hauts responsables reconnaissent qu'elles lui confèrent une expérience opérationnelle et navigationnelle appréciable. La Chine a également établi des installations scientifiques et satellites en Norvège, en Islande et en Suède, tout en cherchant à en établir d'autres au Canada et au Groenland, sa station en Norvège étant capable d'accueillir plus de deux douzaines de personnes et d'assurer le ravitaillement. Enfin, la Chine a utilisé l'Arctique comme terrain d'essai pour de nouvelles technologies, qu'il s'agisse de la couverture par satellites, d'aéronefs à voilure fixe, de planeurs sous-marins autonomes, de balises et même d'une « station glaciaire non habitée » destinée à la recherche.
- 11. Les investissements en infrastructures de la Chine dans l'Arctique semblent parfois à double vocation.** Plusieurs projets d'infrastructure chinois présentant peu d'intérêt économique ont suscité des inquiétudes quant à leurs motivations stratégiques et à leurs fonctions à double vocation. Il s'agit notamment des efforts déployés par un ancien responsable de la propagande chinoise pour acheter 250 kilomètres carrés en Islande afin d'y construire un terrain de golf et un aéroport dans une zone où il est improbable de jouer au golf, puis pour acheter 200 kilomètres carrés de l'archipel norvégien de Svalbard. Des entreprises chinoises ont également cherché à acheter une ancienne base navale au Groenland, à construire trois aéroports au Groenland, à construire le plus grand port de Scandinavie en Suède, à acquérir (avec succès) une base sous-marine suédoise, à relier la Finlande et l'Arctique à la Chine par le rail, et à faire de même avec un grand port et une voie ferrée à Arkhangelsk en Russie.
- 12. Les investissements de la Chine dans le domaine des matières premières en Arctique ont un bilan mitigé.** Malgré quelques succès importants, un grand nombre d'investissements chinois ont échoué. Par exemple, une grande entreprise chinoise a abandonné une mine de zinc canadienne, refusé de payer ses créanciers et laissé les gouvernements locaux payer pour nettoyer la pollution environnementale. Une autre entreprise déçue par son investissement a ensuite intenté un procès, affirmant qu'elle avait trop payé. Au Groenland, un conglomérat chinois a abandonné sa mine de fer après avoir subi des problèmes juridiques en Chine. En Islande, une société chinoise s'est retirée d'un partenariat d'exploration de l'Arctique en raison de mauvaises estimations initiales des ressources.

I. Introduction

En 2010, en marge d'un important conclave politique chinois souvent appelé les « Deux sessions », Yin Zhuo, contre-amiral de la marine chinoise à la retraite, a fait une série de déclarations remarquablement franches sur les ambitions arctiques de la Chine.

« J'ai dit à maintes reprises que la population chinoise représente un cinquième de la population mondiale, alors pourquoi ne pourrions-nous pas bénéficier d'un cinquième des intérêts dans l'Antarctique et l'Arctique? » a-t-il demandé. Après tout, « c'est le patrimoine commun de l'humanité, donc tout le monde a droit à sa part », a-t-il expliqué, citant un concept du droit international appliqué à diverses parties du patrimoine mondial commun, comme l'Antarctique, la lune et les grands fonds marins. Dans l'imagination de Yin Zhuo, la part de la Chine serait lucrative. L'Arctique et l'Antarctique sont « très riches en diverses ressources » et leurs « voies maritimes seront également importantes à l'avenir ». Pour revendiquer ces intérêts, Yin Zhuo a-t-il averti, la Chine devra lutter avec acharnement : « Si on ne le défend pas, si on ne se bat pas pour, alors on n'a pas voix au chapitre... Nous ne pouvons pas tout laisser aux autres; le peuple chinois y a des droits¹¹. »

La conviction de Yin Zhuo selon laquelle la Chine a des « droits » sur peut-être un cinquième de l'Arctique pourrait être qualifiée comme propos de l'un des faucons militaires chinois à la retraite, connus pour dépasser parfois les bornes. Mais Yin Zhuo, fils d'un vétéran de la Longue Marche et commissaire politique militaire de haut rang, a fait ces commentaires en tant que membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois qui se réunissait dans le cadre des « Deux sessions ». Ses commentaires font partie d'une entrevue accordée aux médias d'État, qui, aujourd'hui encore, est publiée sur l'un des principaux sites web du Bureau d'Information du Conseil des affaires de l'État chinois. Même si Yin Zhuo a dépassé les bornes, son point de vue sur l'Arctique trouve également une expression dans les textes chinois.

Ce rapport explore le discours intérieur de la Chine sur l'Arctique ainsi que les efforts diplomatiques, militaires, scientifiques et économiques de la Chine dans toute la région. Il note que la Chine a parfois un double discours concernant l'Arctique : l'un destiné aux publics étrangers, qui met l'accent sur la science et la coopération, et l'autre interne, souvent cynique, qui met l'Arctique en avant en tant que frontière pour l'exploitation des ressources et la compétition entre les grandes puissances, la science et la diplomatie servant souvent de supports aux ambitions militaires et économiques de Beijing.

En ce qui concerne le comportement de la Chine dans l'Arctique, le rapport souligne les tentatives de coercition de celle-ci à l'égard des États arctiques et note la dépendance limitée de la plupart des États à l'égard du commerce avec la Chine par rapport au commerce avec l'Europe et les États-Unis. Il retrace également les investissements diplomatiques de la Chine, qui se traduisent par des dizaines de visites officielles de haut niveau et des efforts pour rejoindre ou créer des organismes multilatéraux en Arctique. Il explore les efforts militaires de la Chine, qu'il s'agisse de l'envoi occasionnel de navires de surface dans l'Arctique ou encore des essais de plateformes à double vocation, et sa quête d'accès à l'Arctique. Il examine de près les activités scientifiques de la Chine, en notant les façons dont elles renforcent l'influence diplomatique de la Chine, l'aident à cultiver une identité arctique et peuvent parfois se révéler utiles pour obtenir des ressources et un accès stratégique. Enfin, le rapport examine les investissements économiques de la Chine et sa poursuite de la « route polaire de la soie ».

L'Arctique a souvent été au centre de la politique des grandes puissances, comme les personnalités politiques chinoises se plaisent à le souligner¹². Beaucoup de pays, d'îles et de littoraux si importants pendant la Seconde Guerre mondiale et la Guerre froide conservent une importance géostratégique aujourd'hui, la Chine œuvrant désormais pour exercer une plus grande influence. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne avait envisagé d'occuper l'Islande et avait effectivement construit des installations secrètes au Groenland et dans l'archipel norvégien du Svalbard. Les alliés avaient occupé ces trois territoires, le Groenland et l'Islande continuant à héberger des bases de l'OTAN pendant la Guerre froide et le Svalbard restant dénué d'installations militaires afin de rassurer l'Union soviétique. Dans le même temps, toute la région était cruciale pour les satellites américains et soviétiques, les missiles balistiques intercontinentaux envoyés par les deux superpuissances en cas de conflit nucléaire qui la survoleraient, et les sous-marins nucléaires envoyés par celles-ci qui y ont circulé.

Aujourd'hui, comme de nouvelles opportunités économiques et stratégiques résultent du réchauffement de l'Arctique, la Chine cherche à exercer sa propre influence dans cette région. Elle a établi des stations scientifiques au Svalbard (avec d'autres pays) ainsi qu'en Islande, en a brigué au Canada et au Groenland, a construit des stations satellites en Suède, a envoyé plus de 10 expéditions dans la région, et a considérablement accru son influence économique et politique dans toute la région. Les huit États souverains de l'Arctique, soit le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Russie, la Suède et les États-Unis, exercent une grande influence sur l'Arctique et sa géographie stratégiquement intéressante. La Chine, en quête du statut de « grande puissance polaire », souhaite en faire partie aussi.

II. Développement et institutions de la Chine en Arctique

La présence de la Chine dans l'Arctique peut sembler soudaine, mais elle a été soigneusement préparée depuis les années 1980, à peu près au moment où Beijing a commencé à défendre ses intérêts dans l'Antarctique. En conséquence directe, les capacités polaires de la Chine, malgré son manque de proximité polaire, sont considérées comme parmi les plus puissantes au monde et en phase avec le statut de grande puissance qu'elle recherche¹³. Dans un discours sur la planification à long terme de la stratégie arctique de la Chine prononcé en 2014 par Liu Cigui, directeur de l'Administration océanique d'État, les efforts de la Chine en Arctique ont été organisés en trois grandes périodes¹⁴.

- La première, de 1980 à 2000, était la « phase initiale de préparation ». Au cours de cette période, qui a débuté après l'avènement de la réforme et de l'ouverture sous Deng Xiaoping, la Chine a commencé à envoyer ses premiers scientifiques aux pôles, a acquis un brise-glace auprès de l'Ukraine, a construit ses premières stations et a ratifié les traités multilatéraux pertinents.
- La deuxième, de 2000 à 2015, était la « phase de développement ». Au cours de cette période, la Chine a considérablement accru sa présence polaire en construisant davantage de stations aux pôles, en construisant son premier brise-glace national, en organisant davantage d'expéditions, en investissant dans des aéronefs polaires à voilure fixe et des plateformes autonomes, et en renforçant considérablement son rôle politique dans la région, rejoignant le Conseil de l'Arctique en tant qu'observateur.
- La troisième phase, qui doit s'étendre de 2015 à 2030, est la « phase de grande puissance polaire ». Les dirigeants du PCC comme le président Xi Jinping et des sommités polaires comme Liu Cigui affirment que la Chine est au « point de départ d'une nouvelle phase historique de construction d'une grande puissance polaire [极地强国]¹⁵ ». Le concept inclut probablement la puissance matérielle, mais la transcende également, et cette ère verra une présence plus significative de la Chine en Arctique, avec encore plus d'expéditions, davantage de stations, de nouveaux aéronefs à voilure fixe et de brise-glaces, davantage de capacités autonomes, une « flotte d'étude polaire », davantage d'investissements technologiques, une route polaire de la soie, des efforts accrus pour défendre les droits et les intérêts polaires de la Chine, et davantage de déploiements militaires dans la région¹⁶.

Plusieurs organes du parti et de l'État joueront un rôle dans la mise en œuvre de ces efforts, notamment le ministère des Affaires étrangères et l'Armée populaire de libération (APL). Parmi les plus importants, citons l'ancienne Administration océanique d'État (SOA, State Oceanic Administration), reconstituée et désormais rattachée au ministère chinois des Ressources naturelles. C'est dans cette structure que se trouvent la plupart des infrastructures et des compétences polaires de la Chine, notamment l'Institut de recherche polaire de Chine (PRIC, Polar Research Institute of China), créé en 1989 pour coordonner et superviser les recherches de la Chine dans l'Arctique et l'Antarctique sous l'égide de la SOA, avant de devenir un institut, puis un centre, pour refléter sa stature croissante¹⁷.

Connu sous le nom de « centre d'affaires » des expéditions polaires chinoises, le PRIC gère le brise-glace *Xuelong*, en plus de diverses stations polaires chinoises dans l'Arctique et l'Antarctique¹⁸. Il ne se contente pas de s'occuper des subtilités de la science arctique, il a également un objectif stratégique. En 2009, le PRIC a créé sa Division des études stratégiques, qui « assure le traçage et l'analyse des conditions polaires, ainsi que la recherche sur les questions stratégiques dans les domaines de la politique, de l'économie, de la science et de la technologie, ainsi que de la sécurité polaires¹⁹ ». Il devrait « fournir des conseils pour la prise de décision nationale concernant les régions polaires et construire la réputation d'un groupe de réflexion influent en matière d'études stratégiques polaires²⁰ ».

D'autres organes jouent également un rôle dans la politique en Arctique. Le Comité consultatif chinois pour la recherche polaire [中国极地考察咨询委员会] « est chargé de conseiller les dirigeants et l'administration de la Chine sur les questions polaires, d'organiser des conférences scientifiques sur les thèmes polaires et d'évaluer le programme polaire chinois et ses résultats²¹ ». L'Administration chinoise de l'Arctique et de l'Antarctique (CAA, China Arctic and Antarctic Administration) [国家海洋局极地考察办公室] supervise les expéditions polaires de la Chine et l'adhésion à des organisations régionales²².

III. Le double discours de la Chine sur l'Arctique

Dans les discours sur les régions polaires destinés à l'extérieur, la Chine tend à mettre l'accent sur la science et la coopération. Dans ses discours intérieurs, c'est-à-dire dans les médias à vocation nationale, les rapports gouvernementaux, les commentaires des officiels et des chercheurs du domaine arctique, les discours universitaires et les discours des dirigeants, Beijing a tendance à mettre également l'accent sur les considérations stratégiques. Ces thèmes sont manifestes malgré un recentrage des discours intérieurs et arctiques de la Chine observé par certains chercheurs. Comme Linda Jakobson et Jingchao Peng l'ont noté dans un rapport de 2012 sur les ambitions arctiques de la Chine :

« Avant 2011, il était courant pour les analystes chinois d'exprimer des opinions tranchées, voire belliqueuses. Depuis la fin de 2011, après le deuxième report par le Conseil de l'Arctique des décisions relatives aux demandes d'adhésion à titre d'observateur permanent [impliquant la Chine], les chercheurs chinois du domaine arctique sont devenus plus modérés en public. La crainte que des déclarations trop volontaristes puissent offenser les États arctiques et, par conséquent, de saper la position de la Chine en Arctique, façonne aujourd'hui le visage public de la réflexion chinoise²³. »

Les sections suivantes explorent les thèmes prédominants dans le discours intérieur de la Chine. Elles se concentrent sur la manière dont la Chine se considère comme une grande puissance polaire en devenir, sur sa perception de l'Arctique comme une nouvelle frontière stratégique, sur sa vision de la valeur militaire de l'Arctique, sur sa conviction quant à la nécessité d'utiliser la science arctique pour s'assurer une influence géopolitique et sur sa vision de la valeur commerciale de la région.

Ambitions : devenir une « grande puissance polaire »

La Chine considère non seulement qu'elle a des intérêts dans l'Arctique, mais aussi qu'elle est en passe de devenir, entre 2015 et 2030, une « grande puissance polaire ». Ce concept (qui, comme le démontre cette section, est au cœur de la politique arctique de la Chine, a été invoqué par Xi Jinping et a même été subtilement intégré à divers plans quinquennaux chinois) semble néanmoins être délibérément exclu des communications de la Chine sur l'Arctique destinées à l'étranger, notamment des livres blancs, des conférences de presse et de la propagande. Par exemple, le Livre blanc sur l'Arctique publié par la Chine en 2018 ne fait absolument aucune mention de ce concept, alors qu'il est clairement au centre de la stratégie arctique de la Chine²⁴. Certains éléments indiquent que ce livre blanc a été longtemps différé, peut-être précisément en raison des préoccupations quant à la manière dont les ambitions arctiques de la Chine pourraient être perçues à l'étranger.

Malgré l'omission de ce concept dans les textes chinois destinés à l'étranger, il est clair que des personnalités chinoises de premier plan soulignent depuis longtemps la volonté de la Chine de devenir une « grande puissance polaire ». Comme le note Anne-Marie Brady dans son livre sur les ambitions polaires de la Chine, c'est « en 2005 que le plus grand scientifique polaire chinois a mentionné pour la première fois publiquement l'aspiration de la Chine à devenir une “grande puissance polaire”²⁵ ». Au fil du temps, de hauts représentants de plus en plus importants ont réitéré ce concept, ce qui témoigne de son importance croissante.

- En 2011, le directeur adjoint de l'Administration océanique d'État, Chen Lianzeng, a déclaré que le 12e plan quinquennal de la Chine visait à « réaliser progressivement la transformation [de la Chine] d'un grand pays polaire en une grande puissance polaire²⁶ ».
- En 2012, le président Hu Jintao a déclaré que la Chine avait pour objectif de devenir une « puissance maritime », ce qui impliquait également les affaires polaires²⁷.
- En 2013, comme le fait remarquer Anne-Marie Brady, de hauts responsables chinois ont déclaré que c'était « la première fois que l'objectif de la Chine de devenir une grande puissance polaire était un élément clé de la stratégie maritime de Beijing²⁸ ».
- En 2014, le directeur de l'Administration océanique d'État Liu Cigui a déclaré que devenir une « grande puissance polaire » ferait partie du 13e plan quinquennal de la Chine et a également souligné que « faire de la Chine une grande puissance polaire est une étape importante pour faire de la Chine une grande puissance maritime²⁹ ».
- En 2014, Xi Jinping a prononcé le discours polaire le plus important de la Chine et a engagé la Chine à devenir une « grande puissance polaire ». Le discours, comme le note Anne-Marie Brady, était « un signal à l'ensemble du système politique chinois que les affaires polaires étaient devenues une priorité politique³⁰ ».

Xi Jinping a prononcé son discours à bord du brise-glace chinois *Xuelong* alors que celui-ci était amarré à Hobart, en Australie. Il situe le contexte des origines et des objectifs des ambitions polaires de la Chine. Selon les commentaires sur ce discours, Xi Jinping aurait souligné que « c'est une période critique où notre pays passe d'un grand pays polaire à une grande puissance polaire³¹ ». Un extrait signalait que « la situation internationale en profonde mutation nous oblige à mieux réaliser le projet polaire³² ». Quant à la mutation en cours, l'auteur note que « la géopolitique de l'Arctique et ses relations économiques avec d'autres régions du monde connaissent des changements importants » et que d'autres pays introduisent leurs propres « mesures stratégiques » pour étendre leur influence sur les pôles³³. « Compte tenu de cette situation », affirme-t-il, « la Chine devait de toute urgence... entrer dans le rang des grandes puissances polaires de la planète », avec une insistance renouvelée sur la science, l'économie et la défense des droits polaires de la Chine³⁴. Il a également souligné que « les affaires polaires jouent un rôle unique dans notre stratégie de développement maritime, et le processus visant à devenir une grande puissance polaire est une composante importante du processus de la Chine visant à devenir une grande puissance maritime³⁵ ».

Les responsables de l'Administration océanique d'État ont encouragé à plusieurs reprises le personnel à étudier ce discours³⁶. Comme l'a dit le directeur de l'Administration océanique d'État, Liu Cigui : « Nous devons étudier en profondeur l'esprit des directives importantes du président Xi Jinping, et continuer à apporter de nouvelles contributions plus grandes afin de devenir une grande puissance polaire et une grande puissance maritime³⁷. » Liu Cigui a mis l'accent sur les changements environnementaux et géopolitiques importants dans l'Arctique et a souligné la nécessité pour la Chine de « renforcer la recherche stratégique, clarifier les objectifs stratégiques, concevoir des politiques polaires nationales et des plans de développement à long terme, et améliorer les dispositifs de travail polaires », tout en se concentrant sur l'objectif de devenir « une puissance maritime et polaire » au cours du 13e Plan quinquennal³⁸. D'autres ont associé cet objectif au 12e plan quinquennal de la Chine. Il est donc clair que l'ambition de la Chine d'être une grande puissance polaire remonte à au moins une décennie, que cette ambition s'est exprimée dans les documents de planification à long terme et s'est accentuée vers 2014 lorsque défendue pour la première fois par Xi Jinping, et pourtant passée sous silence dans les textes les plus importants de la Chine destinés à l'étranger.

Perceptions : « les nouvelles frontières stratégiques de la Chine »

Dès 2011, des sources chinoises ont commencé à désigner les régions polaires comme étant de « nouvelles frontières stratégiques » [战略新疆域] ou plus simplement comme une « nouvelle frontière » [新疆域], de nombreux universitaires chinois notant que de telles frontières deviennent des zones de compétition entre les grandes puissances³⁹. Le concept de « nouvelles frontières stratégiques » (région prétendument non gouvernée ou sous-gouvernée, mûre pour l'exploitation et la compétition) fait généralement référence à ce que d'autres textes faisant autorité appelaient autrefois les espaces publics internationaux : les pôles, les grands fonds marins, l'espace et les cyberdomaines. Xi Jinping a largement utilisé cette expression dans un discours de janvier 2017 à Genève, soulignant que les pays doivent « faire des grands fonds, des régions polaires, de l'espace intersidéral et de l'Internet une nouvelle frontière de coopération entre toutes les parties, plutôt qu'une arène de jeux mutuels⁴⁰ ».

Le langage de Xi Jinping s'adressant à un public des Nations unies, était mesuré comme il se doit. Mais la Chine a parfois un double discours sur ce concept, et en interne il est beaucoup plus clair qu'elle considère aussi ces domaines comme des arènes de compétition et d'exploitation, même si elle encourage les autres à ne pas le faire. Il est peu probable que ces phrases soient destinées à séduire un public national; bon nombre de ces textes ne sont pas destinés à la lecture populaire, mais plutôt à la coordination de la sphère bureaucratique.

L'idée que l'Arctique constitue une « nouvelle frontière », comme d'autres concepts clés concernant l'Arctique en Chine, est apparue pour la première fois vers 2011 et a ensuite pris de l'ampleur. En 2015, la loi chinoise sur la sécurité nationale a mis l'accent sur les intérêts de la Chine vis-à-vis des « nouvelles frontières », énumérant les domaines concernés dans ce qui semblait être la première fois que le droit chinois mentionnait l'Arctique dans un contexte de sécurité, généralement dans le but de poser une base juridique pour protéger les droits de la Chine dans cette région⁴¹. Comme l'a déclaré un législateur chinois de haut rang lors d'une discussion sur les raisons pour lesquelles les « frontières » ont été incluses dans la loi sur la sécurité nationale, « tout gouvernement se montrera ferme et veillera à ce qu'il n'y ait pas de place pour les litiges, les compromis ou les interférences lorsqu'il s'agit de protéger ses intérêts fondamentaux⁴² ».

Quelques mois plus tard, un collectif d'universités et de groupes de réflexion chinois de premier plan étudiant l'Arctique a publié son premier « Rapport sur le développement de la région arctique » [北极地区发展报告], qui soutenait que « la région polaire est devenue une partie importante de la « nouvelle frontière stratégique » de la Chine⁴³ ». En outre, il est clair que la Chine souhaite établir des règles à ce sujet. Par exemple, le 13^e plan quinquennal de la Chine indiquait que la Chine « jouera un rôle actif dans la formulation de règles internationales dans des domaines comme Internet, les grands fonds marins, les régions polaires et l'espace⁴⁴ ». Comme l'a fait remarquer Wang Chuanxing, expert polaire à l'université de Tongji, « les régions polaires, tout comme les océans, l'Internet et l'exploration spatiale, sont devenues des domaines nouveaux et non moins stratégiques où la Chine cherche à se développer à l'avenir⁴⁵ ».

Ce concept est désormais un élément incontournable du discours de la Chine sur l'Arctique, mais les idées qui le sous-tendent, à savoir que la Chine devra sécuriser ces zones, y défendre ses intérêts et les exploiter, sont anciennes et transparaissent dans d'autres documents chinois. Les sections suivantes explorent cette perspective plus en détail.

Militaire : « les nouvelles places fortes de la stratégie militaire »

Bien que les textes de la Chine destinés à l'extérieur décrivent l'Arctique comme faisant partie des « nouvelles frontières » ou des « espaces publics mondiaux » qui devraient être soumis au droit plutôt qu'à la compétition, les textes militaires officiels de la Chine destinés à l'intérieur sont généralement clairs sur le fait qu'il s'agit de domaines de compétition géopolitique, voire militaire.

La Chine dispose d'un vaste éventail de publications militaires de niveau de fiabilité variable, de sorte qu'il est parfois difficile de savoir par où commencer. L'un des textes faisant le plus autorité à cet égard est la « Science de la stratégie militaire » de 2013. M. Taylor Fravel, professeur au Massachusetts Institute of Technology, décrit ce texte comme « une source essentielle pour comprendre l'évolution de la pensée de la Chine en matière de stratégie militaire⁴⁶ ». Bien que le texte ne soit pas une explication officielle de la stratégie ou de la doctrine opérationnelle militaire, il « transmet les points de vue des stratèges de l'Académie des sciences militaires, une organisation qui abrite certains des plus importants penseurs militaires de l'APL, dont certains jouent un rôle beaucoup plus direct dans le développement de la stratégie militaire de la Chine que leurs homologues » occidentaux, et donc « constitue le sommet de la littérature militaire professionnelle de l'APL sur l'étude de la guerre »⁴⁷.

Ce texte clé est très clair sur sa vision de la compétition relative à ce que l'on pourrait appeler les « nouvelles frontières » et qu'il désigne plutôt comme « espaces publics mondiaux » tels que l'Arctique et l'Antarctique, les grands fonds marins, l'espace et les cyberdomaines. Il mérite donc un examen.

Tout d'abord, le texte note que la compétition relative à l'Arctique est susceptible d'être une lutte pour des emplacements stratégiques :

« À l'époque moderne, les batailles géopolitiques internationales se manifestent depuis longtemps par des conflits de puissance maritime et de puissance terrestre. L'essence de cette lutte est la course aux emplacements stratégiques, aux ressources stratégiques et aux voies stratégiques... Dans le même temps, les nouvelles batailles géopolitiques pour le contrôle des océans, des régions polaires, de l'espace, d'Internet et d'autres espaces publics mondiaux deviendront féroces et auront certainement un impact majeur de longue portée sur les stratégies militaires des grandes puissances⁴⁸. »

Deuxièmement, le texte souligne par endroits l'importance des moyens militaires et du prépositionnement militaire pour garantir l'accès à l'Arctique.

« La compétition pour les nouveaux espaces stratégiques est devenue une forte tendance dans le développement militaire de tous les pays. Le processus de développement humain se résume, dans un certain sens, à un processus d'expansion continue de la terre à la mer, à l'air et à d'autres espaces. À l'heure actuelle, chaque pays accélère l'expansion de ses intérêts et de ses actions dans les espaces publics internationaux tels que l'espace intersidéral, l'Internet, les grands fonds marins et les régions polaires. L'espace public international est devenu un point névralgique de la compétition stratégique entre les pays. Certains pays développés utilisent leurs propres avantages pour tenter de monopoliser et de contrôler les espaces publics internationaux, en créant des obstacles pour les retardataires qui voudraient y entrer et les utiliser. Dans la course aux nouveaux espaces stratégiques, la préparation et le prépositionnement militaires sont importants non seulement pour garantir la libre utilisation des espaces publics internationaux par un pays, mais aussi pour lutter pour les nouvelles places fortes de la stratégie militaire, et ont suscité une grande attention de la part des principaux pays du monde⁴⁹. »

Troisièmement, le document associe le « grand renouveau » de la nation chinoise à l'expansion des intérêts de la Chine, notamment dans l'Arctique et dans d'autres espaces publics mondiaux. « Construire une société prospère de manière globale et concrétiser le grand renouveau de la nation chinoise sont des objectifs stratégiques nationaux pour la première moitié du XXI^e siècle. La sécurité, la stabilité et l'expansion continue des intérêts nationaux sont les conditions fondamentales et les principales façons d'atteindre cet objectif », affirme-t-il.

Quatrièmement, il note que les pays occidentaux entravent parfois l'expansion des intérêts de la Chine, ce qui oblige cette dernière à se réserver l'option de la force militaire.

« À mesure que l'ampleur et la profondeur de l'expansion des intérêts nationaux de mon pays continuent de progresser, les contraintes des règles et réglementations internationales sous la direction de l'Occident deviendront de plus en plus grandes, les pressions géopolitiques mondiales et régionales augmenteront également, et (parce que les conflits d'intérêts peuvent être difficiles à concilier et que les intérêts à l'extérieur du pays font face à des menaces majeures) nous ne pouvons exclure la possibilité de recourir à la force de manière adaptée⁵⁰. »

Dans les lignes qui suivent, le texte relie cet état d'esprit à la compétition pour les espaces publics mondiaux comme l'Arctique, qui nécessitera à son tour des capacités militaires :

« En dernière analyse, le jeu des grandes puissances est une compétition visant à maximiser les intérêts nationaux. À l'avenir, cette compétition sera de plus en plus axée sur la lutte pour le contrôle des espaces publics mondiaux tels que les océans, les régions polaires, l'espace et l'Internet. Dans ce contexte, notre armée doit élargir sa vision stratégique militaire et, dans un domaine beaucoup plus vaste, fournir un soutien stratégique fort pour la sauvegarde des intérêts nationaux⁵¹. »

Cinquièmement, les documents font référence aux espaces publics mondiaux tels que l'Arctique comme des régions qui pourraient être utilisées pour menacer la Chine. Bien que cette section ne l'aborde pas explicitement, il est bien entendu que les missiles balistiques intercontinentaux de la Chine vers les États-Unis, et vice versa, sont susceptibles de traverser l'espace aérien arctique. Le document relie également les espaces publics mondiaux tels que les pôles aux propres intérêts de sécurité de la Chine, et souligne la nécessité de pouvoir y maintenir une certaine influence militaire à mesure que la concurrence s'intensifie :

« L'espace de souveraineté est fortement lié à l'espace public mondial. Le résultat inévitable de la mondialisation économique et du développement technologique est que les intérêts d'un pays en matière de sécurité et de développement vont au-delà des territoires traditionnels que constituent les terres, les eaux territoriales et l'espace aérien, et continuent de s'étendre aux espaces publics mondiaux tels que les océans, l'espace, les régions polaires et l'Internet. La large application de la reconnaissance à longue portée et du commandement d'alerte précoce, de la projection rapide de forces à longue portée et des frappes de précision à longue portée rend également nécessaire le maintien de la sécurité de l'espace souverain avec la capacité militaire requise pour mener des confrontations offensives et défensives dans les espaces publics mondiaux. L'espace de souveraineté des différents pays étant fondamentalement stable, le monde entre dans une ère de compétition pour développer, utiliser et contrôler les espaces publics mondiaux... L'espace public mondial est un bien commun de l'humanité, et il est lié au destin commun de l'humanité à l'avenir. Le développement, l'utilisation et la protection de l'espace public mondial, ainsi que la prévention des attaques contre la souveraineté nationale à partir de l'espace public mondial, sont devenus des facteurs de plus en plus importants dans la planification stratégique des pays⁵². »

Ces extraits ne sont pas exclusivement axés sur l'Arctique, mais ils mentionnent explicitement les pôles. Les sentiments qu'ils expriment se retrouvent également dans des ouvrages un peu moins officiels rédigés par des représentants du gouvernement chinois, des universitaires et des analystes qui soulignent également la valeur stratégique de l'Arctique.

Par exemple, l'ancien ambassadeur de Chine en Norvège Tang Guoqiang a fait remarquer que « la région arctique a également une valeur stratégique militaire importante. La région arctique est une pierre angulaire stratégique pour l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord. Les experts militaires estiment que si vous dominez la région arctique, vous pouvez occuper les “places fortes” militaires du monde⁵³ ». Les commentaires de Tang Guoqiang s'inscrivent dans le droit fil de l'histoire de l'Arctique en tant que zone de compétition stratégique et militaire. Comme il l'a expliqué :

« Pendant la Seconde Guerre mondiale, certains passages dans l'océan Arctique constituaient des voies stratégiques importantes pour les Alliés dans le combat contre l'Allemagne. Une partie considérable des équipements d'aide occidentaux a été transportée en Union soviétique par l'océan Arctique. Pendant la Guerre froide, l'océan Arctique est devenu la ligne de front de la confrontation américano-soviétique, la voie privilégiée par les avions de chasse et les missiles à longue portée pour s'attaquer mutuellement, et la meilleure base d'essai pour les sous-marins nucléaires. Après la fin de la guerre froide, la confrontation militaire dans l'Arctique s'est apaisée⁵⁴. »

Tang Guoqiang a également affirmé que l'Arctique est désormais une zone importante pour la politique et l'économie mondiales, et que les pays de la région, ainsi que de nombreux pays extérieurs, luttent pour la contrôler. Il affirme que « les pays considèrent désormais l'Arctique comme le “nouveau Moyen-Orient” des ressources énergétiques, la “nouvelle planche de salut” de l'économie mondiale et les “nouvelles places fortes” des armées mondiales. Ils ont augmenté leurs investissements scientifiques, politiques, économiques et militaires, s'efforçant de s'emparer de la domination sur les futures affaires arctiques⁵⁵ ».

D'autres, notamment les spécialistes de l'Arctique et les stratèges militaires chinois qui écrivent à plein temps sur ces questions, avancent des arguments similaires. Guo Peiqing, de l'Université océanique de Chine, a noté dans une discussion sur la géographie stratégique que « si vous contrôlez la région arctique, vous serez en mesure d'obtenir l'avantage géographique des “trois continents et deux océans” et de contrôler les principaux pays de l'hémisphère Nord⁵⁶ ». Li Zhenfu, chercheur à l'Université maritime de Dalian, a déclaré que « celui qui occupe l'Arctique... est susceptible d'avoir le leadership stratégique du monde à l'avenir⁵⁷ ». Dans une entrevue de 2017, Cheng Xiao, doyen du Collège des sciences du changement global et du système terrestre de l'Université normale de Beijing, a affirmé que l'Arctique « présente des avantages stratégiques majeurs pour mon pays; les possibilités de développement futur de mon pays se trouvent dans l'Arctique et les principales menaces militaires proviennent de l'Arctique⁵⁸ ». Ces déclarations considèrent implicitement l'Arctique comme *terra nullius*, minimisant le rôle du droit international dans l'avenir de la région.

Certains experts militaires n'hésitent pas à dire que l'armée chinoise doit opérer plus régulièrement dans l'Arctique. Yang Zhirong, chercheur associé à l'Institut de recherche académique militaire navale, a souligné que la Marine de l'Armée populaire de libération (MAPL) « doit exploiter pleinement les avantages d'un service stratégique international, prendre pleinement en charge l'armement et l'équipement, les zones de combat naval, la formation du personnel, la diplomatie militaire et d'autres aspects du travail, et assumer courageusement la mission historique de pionnier de l'Arctique ». Il a également affirmé que les activités futures potentielles pourraient inclure l'envoi de sous-marins nucléaires pour augmenter les forces stratégiques, en plus de l'envoi de troupes dans l'océan Arctique pour des voyages et des formations qui « élargiraient continuellement l'espace de nos activités navales et protégeraient efficacement nos intérêts économiques et sécuritaires dans l'Arctique⁵⁹ ».

Les inquiétudes de Beijing quant à l'implication croissante des États-Unis et aux appels à contrer l'influence de la Chine en Arctique sont également à l'origine de ce changement stratégique. La Chine critique les États-Unis et attire l'attention sur ce qu'elle considère comme des tentatives américaines visant à créer de l'instabilité en Arctique, autant d'éléments qui discréditent la politique arctique des États-Unis. Après le discours du secrétaire d'État Mike Pompeo lors de la réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique de 2019, qui avait critiqué l'implication de la Chine en Arctique, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Geng Shuang a souligné que la Chine ne « joue pas à un petit abaque de jeux géopolitiques, et nous [la Chine] ne nous engageons pas dans des cercles fermés et exclusifs⁶⁰ ». En réponse aux affirmations de M. Pompeo selon lesquelles la Chine a renforcé sa sécurité et sa présence militaire dans l'Arctique par le biais d'infrastructures et d'activités scientifiques dans la région, Chen Zinan, chercheur adjoint à l'Institut chinois des relations internationales contemporaines, a fait valoir que la pratique a prouvé que la Chine n'a pas une posture de « fauteur de troubles » en Arctique, mais de « créateur d'opportunités », en énumérant des exemples de coopération chinoise réussie dans la région⁶¹. Hu Xin, chercheur à l'Université nationale de technologie de défense, a également écrit : « Il n'est pas difficile pour la communauté internationale de voir ce que font la Chine et les États-Unis dans l'Arctique, lequel des deux défend les intérêts communs de la communauté internationale, et lequel fait de la contrebande et de la diffamation⁶². »

La Chine a aussi souvent deux discours quant aux déploiements militaires en Arctique. Des sources chinoises ont critiqué les récentes manœuvres des États-Unis dans l'Arctique, qui sont similaires à celles de la Chine par le passé. Dans un article publié en 2019 dans le *Liberation Army Daily*, l'auteur affirme que le déploiement par les États-Unis du brise-glace Healy et de robots sous-marins dans l'océan Arctique démontre que « l'accélération de la marche des États-Unis dans l'Arctique a rendu la compétition militaire dans la région de plus en plus féroce. Cela va à l'encontre de la tendance générale de paix et de coopération dans la région arctique⁶³ ». Et ce, bien que la Chine ait envoyé son propre groupe d'action de surface dans l'Arctique, déployé des robots sous-marins dans la région et, bien sûr, envoyé ses propres brise-glaces à plusieurs reprises.

Science : « le droit de parole »

Les textes chinois destinés à l'extérieur présentent l'intérêt du pays pour l'Arctique comme étant motivé en grande partie par une véritable recherche scientifique. L'argument est que la Chine est directement touchée par les changements environnementaux en Arctique, et que ses efforts scientifiques sont donc dans l'intérêt de la Chine et contribuent aussi noblement à la connaissance humaine.

Les textes internes sont parfois plus francs, expliquant que la recherche scientifique chinoise est importante pour augmenter l'influence régionale de la Chine aux pôles et pour faciliter sa capacité à opérer dans la région, tant à des fins militaires qu'économiques.

Le discours de la Chine sur la recherche dans l'Antarctique donne souvent un aperçu de la manière dont elle envisage les initiatives scientifiques dans l'Arctique, qui sont toutes deux placées sous les auspices des activités de recherche polaire de l'Administration océanique d'État. Yang Huigen, l'un des principaux responsables des questions polaires en Chine, a déclaré un jour : « Selon le Traité mondial sur la gestion des ressources minérales de l'Antarctique, la part des ressources dont les pays pourront bénéficier lorsque l'Antarctique pourra être développé sera déterminée par leur contribution aux recherches et aux entreprises scientifiques en Antarctique⁶⁴. » Yang Huigen était sans équivoque sur la manière dont cela fournirait des avantages à long terme à la Chine, puisque le bien commun mondial serait transformé en quelque chose de plus exploitable par les États : « À l'heure actuelle, l'Antarctique est le dernier endroit de la planète doté de ressources abondantes. Un territoire vierge non développé. C'est pourquoi nous devons porter haut l'étendard de la recherche scientifique, trouver un point d'ancrage en Antarctique et y jeter l'ancre⁶⁵. » Yang Huigen a ajouté que « les trois trésors de ressources les plus convoités au monde sont les fonds marins, la lune et l'Antarctique. Afin de prendre davantage part à la question de l'Antarctique, certains petits pays font également tout leur possible pour installer des stations en Antarctique afin d'y “planter des drapeaux”. On peut dire que le manque de base de recherche scientifique en Antarctique signifie la perte d'espace pour la valorisation des ressources⁶⁶ ». De même, un autre éminent spécialiste chinois des questions polaires, qui a également occupé un poste de direction à la SOA, a déclaré : « En vertu du principe de coopération internationale en matière de recherche scientifique, conformément au traité sur l'Antarctique, nous devons protéger nos intérêts nationaux. La capacité de construire davantage de stations de recherche scientifique... renforce le droit de parole de la Chine dans les affaires internationales de l'Antarctique⁶⁷. »

L'Arctique n'est pas aussi ouvert que l'Antarctique, comme le savent bien les responsables chinois, mais l'idée que la science puisse aider à établir une base d'influence est claire et est une notion que d'autres puissances ont parfois partagée. Guo Peiqing, de l'Université océanique de Chine, affirme que le niveau d'activité de recherche scientifique d'un pays dans l'Arctique « détermine directement son “droit de parole” [话语权] dans les affaires arctiques⁶⁸ ». Les représentants du gouvernement font des remarques similaires. Lors d'une visite du brise-glace *Xuelong* au Chili, Wan Gan, alors vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois, a également souligné que « mener des investigations scientifiques dans les “nouvelles frontières”... comme les régions polaires... contribue à la transformation de la Chine

d'un grand pays maritime en une grande puissance maritime⁶⁹ ». Lors d'une réunion du Comité consultatif chinois pour la recherche polaire (CACPR, China Advisory Committee for Polar Research), créé en 1994 avec l'approbation du ministère des Sciences et Technologies et faisant partie de la SOA, le directeur adjoint de la SOA de l'époque, Chen Lianzeng, a déclaré : « Les membres du comité estiment que les recherches et les entreprises scientifiques polaires de la Chine sont une vitrine qui reflète la puissance nationale et renvoie l'image d'une grande puissance, et que cela revêt une grande importance [pour la Chine] ⁷⁰. »

Les expéditions contribuent également à des aspects pratiques. La SOA s'est vantée du fait que certaines de ses expéditions scientifiques en Arctique ont permis à la Chine « d'acquérir des techniques de navigation et de l'expérience dans l'environnement compliqué et gelé de l'Arctique... et d'obtenir des informations de première main sur ses voies de navigation », ce qui montre les motivations commerciales qui sous-tendent les efforts scientifiques⁷¹. De même, dans une entrevue de 2017, le directeur adjoint de la SOA, Lin Shanqing, remarquait que les expéditions scientifiques de la Chine, notamment la cinquième expédition arctique qui a traversé le Passage du Nord-Est, ont permis à la Chine non seulement d'obtenir « une grande quantité d'informations de première main pour mon pays afin de comprendre le changement climatique dans l'Arctique, mais aussi de jeter les bases pour que mon pays explore et utilise les voies navigables de l'Arctique et participe au développement durable de l'économie arctique⁷² ».

Les installations chinoises en Arctique sont parfois explicitement décrites comme servant également les intérêts économiques de la Chine. Par exemple, lorsque la Chine a cherché à établir une installation arctique au Canada (pour compléter les installations existantes en Islande, en Norvège et en Suède) un scientifique et géologue polaire affilié au projet a déclaré que l'emplacement proposé « serait un bon endroit », car il s'agissait d'une zone riche en énergie. « Nous nous intéressons non seulement à la science, mais aussi aux marchés techniques comme le pétrole et le gaz », a-t-il déclaré⁷³.

La Chine ne serait pas la première grande puissance à poursuivre des intérêts stratégiques et économiques sous la bannière de la recherche scientifique internationale, mais souvent, les États de la région ont jusque-là écarté tout scepticisme à l'égard des motivations de la Chine alors que certains textes internes du pays sont assez clairs quant à ses intentions. Souvent, ces motivations sont explicitement minimisées dans les textes destinés à l'extérieur de la Chine.

Diplomatie : la Chine en tant qu'« État proche de l'Arctique »

Xi Jinping a déclaré un jour que les problèmes de l'Asie devraient être résolus par les États asiatiques⁷⁴. Pourtant, Beijing applique depuis longtemps une logique différente en ce qui concerne l'Arctique, soulignant que des États comme la Chine méritent un droit de parole.

Il y a dix ans, la Chine a commencé à se désigner comme un « État proche de l'Arctique » [近北极国家]. La raison en a été énoncée, du moins nominale, par le vice-ministre des Affaires étrangères Zhang Ming lors de l'assemblée du cercle arctique de 2015, qui a fait valoir que « l'évolution de l'environnement naturel et l'exploration des ressources de l'Arctique ont un impact direct sur le climat, l'environnement, l'agriculture, la navigation, le commerce ainsi que le développement social et économique de la Chine⁷⁵ ». Le concept a trouvé sa plus forte expression en 2018, lorsque la Chine a publié son Livre blanc sur l'Arctique, affirmant que la Chine est un « État proche de l'Arctique » car elle est directement affectée par les conditions naturelles de la région.

Si la Chine utilise l'expression « État proche de l'Arctique », ce n'est pas simplement pour indiquer que la Chine est affectée par les facteurs environnementaux et climatiques liés à l'Arctique. C'est également lié à la méfiance de la Chine à l'égard des États de l'Arctique, à savoir qu'ils empêcheront Beijing d'accéder aux ressources et aux opportunités de la région. Beijing exprime cette préoccupation de manière diplomatique dans le Livre blanc sur l'Arctique de 2018, où elle fait valoir que « la situation de l'Arctique va désormais au-delà des États interarctiques ou de sa nature régionale d'origine, puisqu'elle a une incidence vitale sur les intérêts des États extérieurs à la région... [ainsi que sur] l'avenir commun de l'humanité⁷⁶ ». Mais parfois, les points de vue sont exprimés de manière beaucoup plus tranchante dans les discours internes, y compris dans les écrits universitaires.

D'éminents spécialistes de l'Arctique en Chine avertissent souvent que les huit États arctiques « tentent d'institutionnaliser le Conseil [de l'Arctique] pour renforcer leur position dominante dans la gouvernance de l'Arctique... et faire du Conseil de l'Arctique un mécanisme de gouvernance de l'Arctique hautement exclusif⁷⁷ ». Guo Peiqing a par exemple averti en 2007 que « les choses qui se passent en Arctique et en Antarctique concernent les droits et les intérêts de la Chine. Au cours de ce processus, nous devons veiller à ce que certains États ne tiennent pas la Chine à l'écart et ne [se] consultent pas en privé sur l'établissement d'un système de traités multilatéraux régionaux, ce qui porterait atteinte aux droits et aux intérêts polaires de la Chine⁷⁸ ». Il a ajouté que « cette inquiétude n'est pas du tout déraisonnable, car les universitaires russes réclament l'établissement d'une "Alliance des huit États de la région polaire"⁷⁹ ». Lui et d'autres universitaires chinois se sont particulièrement insurgés contre le fait que la Russie ait planté son drapeau sur le fond de l'océan Arctique en 2007 : « La manœuvre de la Russie de planter son drapeau vise les angles morts du droit international... D'un point de vue juridique, cela n'a aucune valeur⁸⁰. » En fin de compte, ces préoccupations ont conduit la Chine à faire pression pour devenir un observateur au sein du Conseil de l'Arctique et, plus tard, à se qualifier d'« État proche de l'Arctique ».

Les universitaires chinois craignent particulièrement que les États de l'Arctique collaborent pour étendre leurs plateaux continentaux et revendiquer une plus grande part des ressources de la région. Comme l'affirme Guo Peiqing, « même si les pays de l'Arctique parviennent à étendre leurs plateaux continentaux, les étendues d'eau sus-jacentes resteront la haute mer internationale » que la Chine pourrait très bien exploiter⁸¹. « La Chine n'a pas de territoire dans l'Arctique », note-t-il, « mais elle y a sa part de profits⁸². »

La crainte de la Chine d'être exclue apparaît clairement dans la plupart des textes et des déclarations sur l'Arctique faites par de hauts responsables. Comme l'explique Chen Mingming, ancien ambassadeur de Chine en Suède, dans une entrevue de 2017 : « L'Arctique n'est pas comme l'Antarctique, qui est ouvert à tous les pays du monde. Si d'autres pays veulent participer à l'exploration et au développement de l'Arctique, ils doivent coopérer avec les pays qui l'entourent, et les pays d'Europe du Nord... sont des partenaires idéaux pour permettre à la Chine de frayer son chemin vers l'Arctique⁸³. »

Les universitaires chinois voient également dans les « nouvelles frontières » comme l'Arctique des opportunités de mettre en avant la propre gouvernance de la Chine. Yang Jian et Zheng Yingqin, des Instituts d'études internationales de Shanghai (SIIS, Shanghai Institutes for International Studies), ont souligné que la gouvernance actuelle des nouvelles frontières, comme les régions polaires, se heurte à un « déficit de consensus en matière de gouvernance », et que le concept chinois de « communauté pour l'avenir commun de l'humanité » [人类命运共同体] « fournit un nouveau modèle de valeur pour la gouvernance mondiale »⁸⁴.

De tels niveaux d'engagement ont également conféré à la Chine une plus grande autorité dans les affaires de l'Arctique. Des documents chinois comme le Livre blanc sur l'Arctique de 2018 soulignent que la Chine « soutient le système actuel de gouvernance de l'Arctique » et « s'engage à faire progresser résolument la coopération internationale en Arctique ». Toutefois, les responsables et les universitaires chinois ont également exprimé des inquiétudes quant à la structure de gouvernance actuelle de l'Arctique et à son inclusivité. Lors de son discours de 2018 au BRICS Business Forum, Xi Jinping a souligné que lorsqu'il s'agit de traiter des questions relatives à la région polaire, « nous [la communauté internationale] devons pleinement écouter les opinions des pays émergents et des pays en développement, tenir compte de leurs intérêts et de leurs demandes, et veiller à leur développement⁸⁵ ». Les sources chinoises non officielles, en revanche, ont été plus explicites dans la critique. Zhang Yao, directeur du Centre d'études sur les régions maritimes et polaires des SIIS, a fait valoir que la coopération arctique est confrontée à un certain nombre de défis, notamment l'absence de mécanismes de gouvernance internationale efficaces et l'incapacité des pays non arctiques à faire entendre leur voix dans la gouvernance arctique⁸⁶. Ces critiques reflètent les arguments avancés par les responsables chinois dans leurs déclarations de politique étrangère lorsqu'ils abordent les défauts du système international actuel dirigé par les États-Unis et démontrent le vif intérêt de la Chine sur cette « nouvelle frontière ».

Le Livre blanc sur l'Arctique de 2018 indique que le principal objectif de la Chine pour ses activités en Arctique est « d'explorer et de comprendre l'Arctique ». Peu après la publication du livre blanc, le ministère des Affaires étrangères a expliqué qu'il pensait que sa publication aiderait à orienter la politique relative aux activités de la Chine dans l'Arctique, permettrait aux autres pays de mieux comprendre les propositions de la Chine concernant l'Arctique et favoriserait une meilleure coopération⁸⁷. Cependant, étant donné que le document relie l'Arctique à l'initiative « la Ceinture et la Route » (ICR) de la Chine et souligne les droits de la Chine en matière de recherche et d'activités commerciales dans la région, il est peu probable que la stratégie de la Chine en Arctique soit uniquement destinée à la protection et à la recherche environnementales⁸⁸.

IV. Études de cas sur la coercition et l'influence

Suède : « pour nos ennemis, nous avons des fusils »

La Suède entretient depuis longtemps des relations chaleureuses avec la Chine, se montrant souvent prête à accommoder les ambitions de la Chine concernant l'Arctique, l'espace et la technologie. Rien de tout cela n'a empêché Beijing de s'en prendre à la Suède ces deux dernières années avec une campagne de propagande chargée de menaces incendiaires.

Les relations entre la Suède et la Chine avaient bien commencé. En 1950, la Suède a été le premier pays occidental à reconnaître la République populaire de Chine, ce qui a conduit Mao Zedong, enthousiasmé par ce geste, à recevoir en personne, fait inhabituel, l'ambassadeur de Suède quand celui-ci a présenté ses accréditations⁸⁹. Durant les décennies qui ont suivi, la Suède s'est montrée ouverte aux investissements chinois, permettant à un consortium chinois de faire une offre pour construire le plus grand port de Scandinavie, à un homme d'affaires de Hong Kong d'acheter une installation sous-marine suédoise et de la louer à la marine suédoise, et à des sociétés chinoises d'acheter trois entreprises suédoises de semi-conducteurs⁹⁰. Les relations se sont même étendues à certains domaines à double vocation. Depuis 2011, la Sweden Space Corporation a permis à Beijing d'accéder à ses antennes en Suède, au Chili et en Australie⁹¹. Et dans ce qui s'est avéré être un succès majeur pour la Chine, la Suède a même été le premier État au monde à proposer à la Chine sa première station terrienne de satellites à l'étranger en pleine propriété qui a été achevée en 2016, une décision dont les décideurs chinois ont dit qu'elle pourrait « s'avérer tout aussi importante politiquement pour Beijing que les avantages technologiques de l'installation » en raison de son pouvoir de faire précédent⁹². Pour Beijing, la Suède était un partenaire idéal parce qu'elle ne faisait pas partie de l'OTAN, avait une tradition de neutralité et était perçue comme ayant une certaine indépendance vis-à-vis de Washington. Et pour sa part, la Suède s'est souvent efforcée d'éviter de provoquer des offenses. Interrogé en 2015 sur le fait de savoir si la Chine était une dictature, le Premier ministre suédois Stefan Löfven a refusé de répondre⁹³.

La façon dont la Suède ménage la Chine, sa relative indépendance stratégique entre Washington et Beijing et son importante géographie arctique ne l'ont pas empêchée de devenir soudainement la cible de la coercition économique chinoise et de certaines des menaces verbales les plus brutales de Beijing. La rupture totale a commencé lorsque Beijing, malgré des liens bilatéraux relativement chaleureux avec la Suède, a envoyé ses agents kidnapper un libraire suédois nommé Gui Minhai en Thaïlande, l'amener en Chine continentale et l'emprisonner après des aveux télévisés forcés. Ces agissements étaient choquants et sans précédent, mais M. Löfven a œuvré avec diligence pour éviter la rupture. Lors d'une visite en Chine en 2017, il a déclaré qu'il évoquerait le cas de Gui Minhai « de la manière qui serve au mieux la cause » et a par ailleurs mis l'accent sur les affaires et les investissements⁹⁴.

Au bout de deux ans, Gui Minhai a été brièvement libéré et autorisé à se déplacer librement en Chine. Mais alors qu'il se trouvait dans un train à destination de Beijing, accompagné de diplomates suédois, il a de nouveau été arrêté, cette fois par des agents en civil qui n'ont donné aucune explication. Gui Minhai a été contraint de faire de nouveaux aveux télévisés et a été

condamné à 10 ans de prison au début de 2020. Malgré les efforts de la Suède pour entretenir des relations bilatérales, la Chine a interdit aux représentants suédois de rencontrer Gui Minhai ou de suivre son procès⁹⁵. Il était devenu évident que la tentative de la Suède d'adopter une approche plus clémentine avec la Chine avait échoué.

En 2019, la Chine avait commencé à menacer plus ouvertement le gouvernement et les médias suédois pour avoir ne serait-ce que mentionné le cas de Gui Minhai. Ces menaces ont atteint leur paroxysme lorsqu'une organisation non gouvernementale d'écrivains, de journalistes et d'autres personnes, Svenska PEN, a décerné à Gui Minhai son prix Tucholsky, la cérémonie s'étant déroulée en présence du ministre suédois de la Culture. Dans une entrevue accordée le 30 novembre à la radio suédoise, l'ambassadeur de Chine en Suède, Gui Congyou, a mis en garde les médias suédois : « Pour nos amis, nous avons du bon vin. Pour nos ennemis, nous avons des fusils » [朋友来了有好酒,坏人来了有猎枪], stupéfiant son interlocuteur⁹⁶. Même selon les nouveaux standards de la diplomatie chinoise, les déclarations de Gui Congyou, dont plusieurs exemples sont repris ci-dessous, ont été choquantes :

- 14 novembre 2019 : « Certains en Suède ont persisté à mentir et à mal agir dans cette affaire, et ils en subissent déjà les conséquences... les échanges et la coopération normaux seront gravement compromis. Vous êtes suffisamment intelligent pour savoir ce que je veux dire par “conséquences”⁹⁷. »
- 14 novembre 2019 : « Nous sommes encore plus résolument opposés à ce que des représentants du gouvernement suédois assistent à la cérémonie de remise des prix. Cela aura de graves retombées négatives sur notre coopération amicale bilatérale et nos échanges habituels. Nous allons certainement prendre des contre-mesures⁹⁸. »
- 14 novembre 2019 : « S'ils ignorent les fortes oppositions du côté chinois et maintiennent quand même [l'événement], nous devons prendre des mesures. Certaines personnes en Suède ne devraient pas espérer se sentir à l'aise après avoir blessé les sentiments du peuple chinois et les intérêts de la partie chinoise... Nous demandons à Svenska PEN de faire preuve d'un minimum de respect envers la Chine et les 1,4 milliard de Chinois et d'arrêter les agissements fautifs avant qu'il ne soit trop tard. Attendons de voir⁹⁹. »
- 5 décembre 2019 : « Personne ne peut prétendre nuire aux intérêts de la Chine d'une part et faire de gros profits en Chine d'autre part¹⁰⁰. »
- 5 décembre 2019 : « Nous ne nous contenterons pas d'introduire des restrictions dans le domaine de la culture, mais nous limiterons également les échanges et la coopération en matière d'économie et de commerce... Nous informerons les collègues de votre ministère des Affaires étrangères¹⁰¹. »

- 19 décembre 2020 : « Il ne fait aucun doute que la partie suédoise doit assumer l'entière responsabilité et en subir les conséquences¹⁰². »
- 17 janvier 2020 : « Les fréquentes attaques virulentes contre [le PCC] et le gouvernement chinois par certains médias et journalistes suédois m'ont fait penser à un scénario dans lequel un boxeur de 48 kg ne cesse de défier un boxeur de 86 kg pour un combat. Le boxeur de 86 kg, par bonne intention de protéger le boxeur poids léger, lui conseille de partir et de s'occuper de ses affaires, mais ce dernier refuse d'écouter, et va jusqu'à s'introduire au domicile du boxeur poids lourd. Quel choix croyez-vous que le boxeur poids lourd ait¹⁰³? »

Les paroles enflammées de Gui Congyou se sont accompagnées de quelques mesures limitées. La Chine a interdit au ministre suédois de la Culture d'entrer sur son territoire, a déclaré que les autres représentants du ministère ne seraient plus les bienvenus et qu'elle bannirait les journalistes qui critiquent la Chine. Beijing a continué à dénoncer publiquement certains journalistes et les médias suédois. Elle a également interdit la projection de deux films suédois en Chine¹⁰⁴.

En réponse à ce tournant, la Suède a adopté des mesures plus sévères. Son agence de défense a mis en garde contre le fait que la station satellite chinoise puisse servir l'armée chinoise, étant donné la nature militarisée du programme spatial du pays¹⁰⁵. La Sweden Space Corporation a finalement résilié l'accès aux antennes suédoises situées en Suède, au Chili et en Australie qu'elle avait fourni à la Chine, en précisant que « la situation géopolitique a changé depuis la signature de ces contrats au début des années 2000¹⁰⁶ ». La Suède a fermé les Instituts Confucius, a mis fin aux accords de jumelage de villes, a renforcé la surveillance des investissements chinois à l'étranger et a effectivement banni le géant chinois des télécommunications Huawei.

En réponse à ce durcissement, la Chine n'a pas encore pris de mesures de rétorsion, bien qu'elle ait proféré plusieurs menaces, notamment à l'encontre de la famille suédoise Wallenberg et d'entreprises comme Ericsson et Ikea, entre autres¹⁰⁷. Après le bannissement de Huawei, par exemple, la Chine a laissé entendre qu'elle pourrait punir les entreprises suédoises¹⁰⁸. Même si elle a effectivement riposté, les retombées sont susceptibles d'être limitées. Si la propagande d'état chinoise en langue anglaise insiste sur le fait que la Suède a besoin de la Chine, soulignant que la Chine est le principal partenaire de la Suède en Asie mais que la Suède « ne représente qu'une petite partie du commerce extérieur de la Chine », cette prétendue dépendance est sérieusement exagérée¹⁰⁹. La Chine est le huitième ou neuvième partenaire commercial de la Suède, et la Suède a beaucoup plus d'échanges commerciaux avec l'Union européenne et les États-Unis qu'avec la Chine. En outre, l'adhésion de la Suède à l'UE lui confère une certaine protection. Après les menaces de Gui Congyou, les responsables de l'UE se sont engagés à faire preuve d'une « solidarité totale » avec la Suède, suggérant qu'une coordination plus étroite des États arctiques avec les États-Unis, l'UE et l'OTAN pourrait compliquer les efforts de la Chine visant à les contraindre, en particulier s'ils montrent clairement que la coercition exercée sur un État entraînera une réponse de tous¹¹⁰.

Norvège : « ils doivent payer le prix de leur arrogance »

Les liens historiquement chaleureux entre la Norvège et la Chine n'ont pas protégé Oslo de la coercition chinoise. La Norvège a été l'un des premiers pays à reconnaître le gouvernement communiste chinois en 1950, l'un des premiers à établir des relations diplomatiques officielles avec la Chine en 1954, le premier pays à signer un accord culturel avec la Chine en 1963 et le premier à accorder à la Chine un accès permanent à l'Arctique en 2003¹¹¹. En effet, le gouvernement norvégien a autorisé la Chine à construire sa première station de recherche arctique sur l'archipel norvégien de Svalbard, situé si loin au nord qu'il se trouve à l'intérieur du cercle polaire, un triomphe pour les ambitions arctiques de la Chine, station qui s'est avérée essentielle pour les expéditions scientifiques chinoises dans l'Arctique. La Norvège était également en passe d'offrir à la Chine son premier accord de libre-échange (ALE) européen. Et pourtant, malgré cet historique positif, en 2010, la Norvège a été la cible d'une intense campagne de coercition et de critiques de la part de Beijing.

Le gouvernement norvégien n'avait rien fait pour offenser la Chine, mais il a été, comme celui de la Suède, tenu responsable des agissements de la société civile du pays. En 2010, le comité Nobel norvégien avait décidé de décerner le prix Nobel de la paix à Liu Xiaobo, un écrivain chinois emprisonné pour avoir rédigé un manifeste prodémocratie. Le comité n'est pas contrôlé par le gouvernement norvégien et, selon certains de ses membres, le gouvernement norvégien, dans une intervention sans précédent, a tenté de les dissuader de décerner le prix à Liu Xiaobo¹¹². Ni cet effort, ni l'accommodation passée de la Norvège vis-à-vis des ambitions arctiques de la Chine n'ont cependant fait le poids, et la Chine a pris une série de mesures d'escalade contre la Norvège pendant les années qui ont suivi l'incident. La Chine a tenu le gouvernement norvégien pour responsable de son incapacité à empêcher la remise du prix, estimant que le comité Nobel, qui est choisi par le parlement et influencé par le gouvernement, n'était pas véritablement indépendant.

Après l'attribution du prix, la Chine a convoqué l'ambassadeur norvégien pour protester contre cette décision, a cessé tout contact de haut niveau et a interrompu les négociations d'un accord de libre-échange presque achevé, qui étaient en cours depuis deux ans. La Chine a également entamé un boycott du saumon norvégien, et la part de marché direct de la Norvège sur le marché chinois du saumon a chuté de 90 % avant 2010 à 30 % à la mi-2014, bien que des exportations soient probablement entrées en Chine par d'autres voies. La Chine a également durci sa politique en matière de visas pour les Norvégiens qui se rendent en Chine, empêchant même un ancien Premier ministre de se rendre en Chine, et a délibérément rendu la procédure pour les Norvégiens beaucoup plus lourde que pour les autres Européens¹¹³. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi la Norvège était traitée différemment en matière de politique des visas, un haut responsable de Beijing n'a pas répondu directement, mais a déclaré que certains pays étaient « de piètre niveau » et « se comportaient mal »¹¹⁴. Et bien que le journal chinois Global Times ne soit pas nécessairement un reflet officiel de la ligne du gouvernement chinois, il a semblé capturer l'attitude du gouvernement dans un éditorial sur la Norvège publié la même année : « Ils doivent payer le prix de leur arrogance », a-t-il déclaré. « C'est aussi de cette façon que la Chine peut construire son autorité sur la scène internationale¹¹⁵. »

La Norvège a tenté d'inverser la tendance, mais les concessions qu'elle a faites à la suite de l'incident du Nobel n'ont pas été réciproques et se sont parfois heurtées au maintien des sanctions chinoises. La Norvège a soutenu avec enthousiasme la candidature de la Chine au statut d'observateur du Conseil de l'Arctique pendant des années, ses dirigeants ont refusé de rencontrer le Dalai-Lama et elle a rejoint la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures de la Chine, ce qui a conféré à cette banque une plus grande légitimité¹¹⁶. L'année même où la Chine a obtenu le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique avec le soutien de la Norvège, le gouvernement chinois a néanmoins renforcé ses restrictions sur le saumon norvégien, le déclarant dangereux¹¹⁷. Il a également continué à refuser de normaliser ses relations, alors que l'une des conditions de son statut d'observateur était de poursuivre un « dialogue ouvert et transparent » avec les États membres du Conseil de l'Arctique¹¹⁸. En définitive, ce n'est que des années après les concessions de la Norvège que la Chine a commencé à normaliser à nouveau ses relations avec ce pays.

Comme l'a exprimé le Global Times dans un éditorial consacré à la normalisation des relations bilatérales : « La Norvège a profondément réfléchi à la question et en a tiré la leçon... La Norvège compte à peine 4 millions d'habitants, mais elle a tenté de donner une leçon à la Chine, un pays de 1,4 milliard d'habitants, en 2010. C'était une histoire ridicule... Il est difficile pour la société chinoise d'oublier notre colère d'il y a six ans¹¹⁹. »

Islande : « ils sont malades » et « faibles »

En 2011, Huang Nubo (黄怒波), fonctionnaire de la propagande chinoise devenu homme d'affaires milliardaire, a cherché à acheter 100 miles carrés de terres islandaises avec le soutien de la Banque nationale de développement de la Chine. Le plan défiait toute logique économique de base. Huang Nubo espérait construire un complexe de loisirs de 200 millions de dollars, qui comprendrait un terrain de golf, des villas et, curieusement, un aéroport privé sur les terres les plus froides, les plus éloignées et les plus venteuses d'Islande. Les habitants de la région se sont moqués de l'idée que l'on puisse jouer au golf sur un terrain aussi rude et balayé par les vents, qui détenait d'ailleurs le record de la température la plus basse jamais enregistrée dans le pays¹²⁰. Et l'entreprise de Huang Nubo, bien qu'établie en Chine, n'avait jamais réalisé un tel projet à l'étranger auparavant.

La proposition a suscité des remous en Islande, et certains hauts responsables s'y sont opposés. Le ministre de l'Intérieur de l'Islande trouvait le plan de Huang Nubo étrange : « Cela n'a jamais semblé un projet commercial très convaincant », a-t-il fait remarquer, concluant qu'« il faut considérer cela d'un point de vue géopolitique et s'interroger sur les motivations¹²¹. »

La proposition de Huang Nubo arrivait à un moment où la Chine cherchait à établir des relations étroites avec l'Islande. Reykjavik se trouvait en grande difficulté après la crise financière mondiale et Beijing semblait constituer une solution partielle. Depuis, la Chine a envoyé le Premier ministre Wen Jiabao pour une visite de deux jours, signé un accord de libre-échange avec Reykjavik, créé une station de recherche en Islande et construit la plus grande ambassade étrangère du pays. Tout cela en dépit du fait que le PIB de l'Islande n'était que de 20 milliards de dollars, ce qui laisse penser que, comme pour l'investissement de Huang Nubo, des motivations plus qu'économiques se cachaient derrière la cour que faisait la Chine à l'Islande.

Huang Nubo affirme que son intérêt pour l'Islande (et pour l'Arctique) a commencé des dizaines d'années plus tôt, lorsqu'il était étudiant à l'université et partageait une chambre avec Hjörleifur Sveinbjörnsson, un étudiant islandais de 26 ans participant à un programme d'échange. Les deux hommes se sont apparemment perdus de vue pendant trois décennies, jusqu'en 2007, date à laquelle Huang Nubo a mis fin à sa carrière de neuf ans au sein du département de la propagande et est devenu un riche homme d'affaires. Hjörleifur Sveinbjörnsson, quant à lui, avait acquis de bonnes relations politiques : sa femme, Ingibjörg Sólrún Gísladóttir, était à la tête de l'Alliance sociale-démocrate islandaise, puis a été ministre des Affaires étrangères du pays. Huang Nubo s'est rendu en Islande et a commencé à cultiver les relations un an avant son projet d'investissement. Il a créé un fonds culturel Chine-Islande, faisant don d'un million de dollars pour le soutenir¹²². Hjörleifur Sveinbjörnsson est devenu l'un des plus ardents défenseurs de Huang Nubo en Islande, et des rapports ont suggéré qu'une grande partie de l'Alliance sociale-démocrate soutenait la proposition d'investissement de Huang Nubo, tandis que des membres éminents du Parti vert s'y opposaient généralement¹²³.

Lorsque Huang Nubo a cherché à construire son centre de villégiature, il s'est rapidement heurté à une loi qui interdit aux étrangers, dans la plupart des cas, d'acheter des terrains en Islande. Il a d'abord cherché à obtenir une dérogation à ces règles, mais malgré le soutien de nombreux membres du gouvernement islandais, n'y est pas parvenu. Puis, pour contourner les obstacles, sa société et les habitants locaux favorables à l'opération ont trouvé un arrangement intéressant. Sept municipalités autour du terrain créeraient une société privée pour acheter le terrain, avec l'aide d'un prêt chinois. Le terrain serait ensuite loué à une société islandaise que Huang Nubo contrôlerait, ce qui lui permettrait de construire son complexe¹²⁴. Ce projet a également échoué en raison de diverses contraintes gouvernementales et d'une forte pression politique interne.

Ayant échoué dans ces projets, Huang Nubo a été sans détour dans ses évaluations de l'Islande, qu'il considérait comme fragile après la crise financière mondiale. « Ils sont malades, et comme ils sont faibles, un homme jeune et robuste qui arrive les effraie¹²⁵. » Au sujet de ses liens avec le Parti communiste, qui avaient suscité quelques inquiétudes, il a déclaré : « Je suis fier d'être membre du Parti communiste¹²⁶. » Huang Nubo a dénoncé avec colère l'investigation dont il a fait l'objet, la qualifiant de « discrimination raciale », mais l'Islande est depuis longtemps stricte en matière d'investissements étrangers et avait fait échouer les projets d'un gros investisseur canadien quelques années auparavant¹²⁷. Comme l'a fait remarquer le ministère de l'Intérieur, la proposition de Huang Nubo se remarquait par son ampleur : « Il n'y a aucun précédent qu'une si grande partie du territoire islandais soit placée sous contrôle étranger¹²⁸. » Et bien sûr, il y avait aussi des inquiétudes légitimes quant aux intentions de Huang Nubo. « Je ne comprends pas pourquoi ils brandissent à nouveau des termes comme sécurité régionale et emplacement stratégique », a déclaré Huang Nubo¹²⁹. Évidemment, ce sont les manières dont Beijing elle-même parle de l'Arctique. Et bien que les activités de Huang Nubo aient pu être innocentes, le fait qu'il n'ait jamais pu rendre pleinement compte de son projet économique, même au bout de trois ans, soulève des questions sur ses motivations.

Nombre de ceux qui ont travaillé avec Huang Nubo sur son investissement malencontreux sont restés actifs dans d'autres projets chinois en Islande. Le porte-parole et représentant de Huang Nubo, Halldor Johansson, a également travaillé à la création d'une station d'observation pour l'Institut de recherche polaire de Chine en Islande¹³⁰. Son organisation, Arctic Portal, a facilité la vente d'une parcelle de terrain pour l'installation. Reinhard Reynisson, un ancien maire qui a participé aux efforts visant à aider Huang Nubo à surmonter les lois contre la propriété foncière étrangère, était impliqué dans l'achat du terrain pour l'observatoire et dirigeait une entreprise participant à sa construction¹³¹. Comme le propriétaire initial l'a déclaré au Monde : « J'essayais de vendre depuis quatre ans, mais il n'y avait pas d'acheteur. Puis un jour, des universitaires chinois sont arrivés. Ils ont étudié le terrain, observé le ciel, et ils ont décidé d'acheter, sans discuter du prix¹³². » Ce qui devait être à l'origine une modeste station d'observation des aurores boréales est devenu bien plus que cela : un observatoire conjoint Chine-Islande des sciences de l'Arctique de quatre étages. Comme l'a dit Halldor Johansson, « ils [les Chinois] ont fondamentalement payé pour tout cela¹³³ ». Lors de l'événement de lancement, Yang Huigen, le directeur de l'Institut de recherche polaire de Chine, cité précédemment dans ce rapport, a également fait une apparition¹³⁴. Malgré certaines inquiétudes en Islande sur le fait que l'installation pourrait servir les ambitions stratégiques de la Chine, notamment en matière de renseignement électromagnétique, Yang Huigen a néanmoins déclaré que la Chine espérait « construire davantage de bâtiments et installer davantage de capteurs et de détecteurs » sur le site¹³⁵. Les responsables réunis ont parlé de la présence de la Chine dans cette région comme d'une initiative strictement scientifique, mais comme Yang Huigen et ses collègues l'ont fait savoir par le passé, la science arctique est un outil de géopolitique et d'accès.

Coercition par le biais du commerce : évaluer la dépendance de l'Arctique vis-à-vis de la Chine

Certains redoutent la stratégie économique chinoise en Arctique et dans le monde entier. Beijing a parfois clairement fait savoir aux États qu'elle cible l'ampleur de son économie par rapport à la leur et la faible marge de manœuvre dont ceux-ci disposent par conséquent. Mais les idées reçues sur la dépendance de l'Arctique vis-à-vis de la Chine sont exagérées, et les économies les plus vulnérables de l'Arctique exportent en fait davantage vers les États-Unis que vers la Chine, et nettement plus vers l'Europe.

L'Arctique comprend huit États, mais trois d'entre eux, soit les États-Unis, la Russie et le Canada, ont des économies importantes qui pourraient résister à un certain degré de coercition économique chinoise. En revanche, les plus petites économies de l'Arctique comprennent le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède. Ces États, appelés ici les « Cinq de l'Arctique » ont vraisemblablement moins de moyens de pression vis-à-vis de la Chine et seraient donc théoriquement plus dépendants.

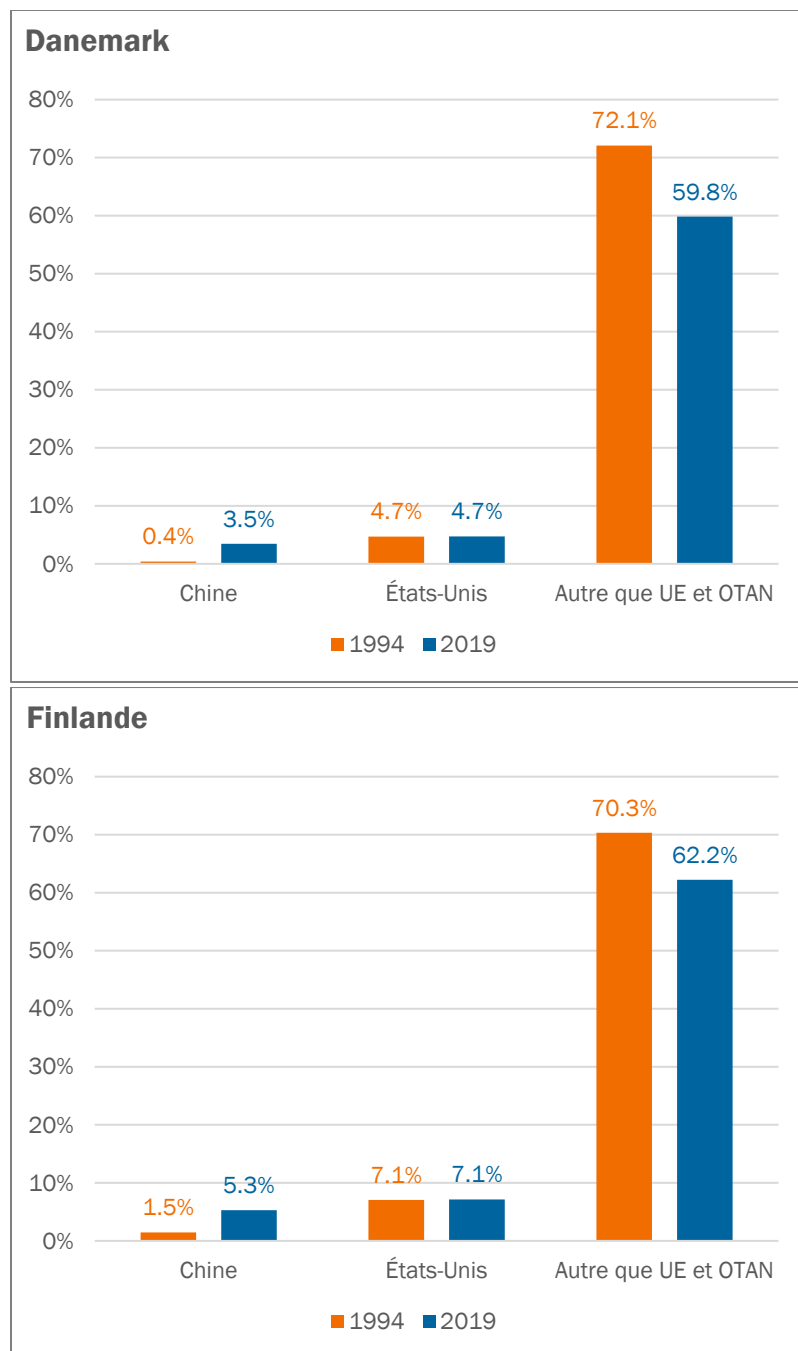
Cependant, les données commerciales disponibles suggèrent que cette dépendance est limitée¹³⁶. Le pourcentage des exportations des « Cinq de l'Arctique » vers la Chine est bien inférieur à celui vers les États-Unis et de ses alliés et partenaires européens.

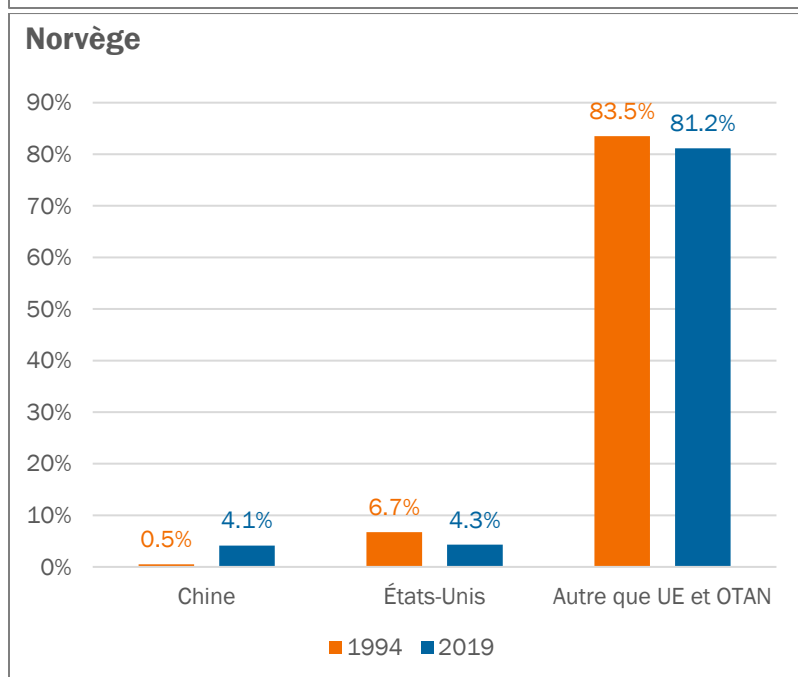
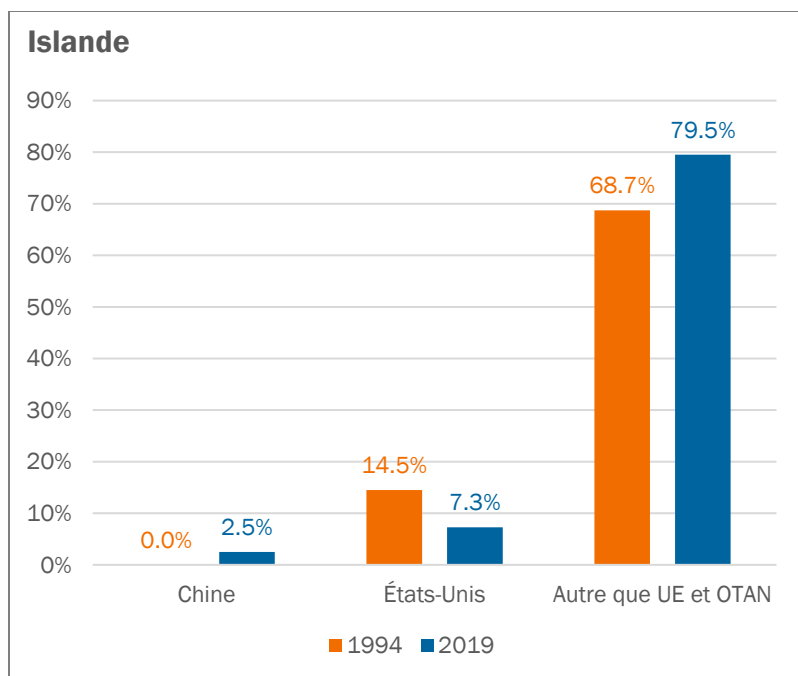
En 2019, la Chine représentait en moyenne 4,0 % des exportations des « Cinq de l'Arctique » (allant de 2,5 % pour l'Islande à 5,3 % pour la Finlande), soit moins que les États-Unis (en moyenne 6,2 %, allant de 4,3 % pour la Norvège à 7,6 % pour la Suède) et bien moins que les autres États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et/ou de l'Union européenne réunies (en moyenne 70,3 %, allant de 59,8 % pour le Danemark à 81,2 % pour la Norvège)¹³⁷.

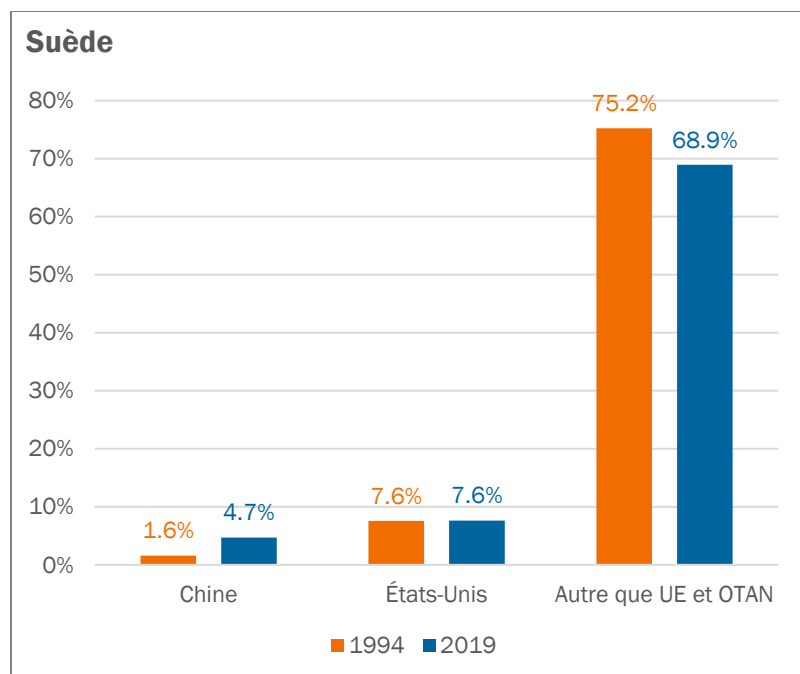
En outre, ce qui est particulièrement intéressant, c'est que la dépendance à l'exportation des « Cinq de l'Arctique » vis-à-vis des États-Unis et des États de l'UE et de l'OTAN sans les États-Unis n'a guère changé depuis 25 ans. En 1994, par exemple, la Chine représentait en moyenne 0,8 % des exportations des « Cinq de l'Arctique » (allant de 0,02 % pour l'Islande à 1,6 % pour la Suède). La part de la Chine a depuis augmenté de cinq fois¹³⁸. Les États-Unis représentaient en moyenne 8,1 % des exportations des « Cinq de l'Arctique » en 1994 (allant de 4,7 % pour le Danemark à 14,5 % pour l'Islande), un niveau légèrement supérieur à celui d'aujourd'hui. Plus important encore, les membres actuels de l'UE et de l'OTAN représentaient en moyenne 74,0 % des exportations des « Cinq de l'Arctique » en 1992 (allant de 68,7 % pour l'Islande à 83,5 % pour la Norvège)¹³⁹.

Cela montre que si la Chine peut avoir des moyens de pression bilatérale importants sur les États de l'Arctique, ces moyens sont en fait assez modestes comparés au commerce de l'Arctique avec d'autres États. En outre, si les États de l'UE et de l'OTAN répondent de concert à la stratégie chinoise, les moyens de pression de la Chine deviennent pratiquement nuls.

Figure 1 : Dépendance à l'exportation des « Cinq de l'Arctique », 1994 par rapport à 2019







Les autres États de l'UE et de l'OTAN comprennent tous les membres actuels des deux organisations, à l'exception du pays exportateur et des États-Unis : Albanie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Chypre, République tchèque, Estonie, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monténégro, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Turquie, Royaume-Uni, ainsi que les quatre autres membres des « Cinq de l'Arctique ». Source : Base de données des Nations Unies sur le commerce commun¹⁴⁰

V. Activités diplomatiques de la Chine

La Chine est devenue plus active dans les institutions arctiques afin de légitimer son rôle de puissance régionale et de jeter les bases d'une future participation chinoise aux affaires arctiques. La Chine se décrit comme un pays « proche de l'Arctique », une formulation qu'elle a choisie elle-même et qui n'a pas de statut officiel au sein de la région et de ses institutions diplomatiques. Pour justifier son rôle régional, elle n'a cessé de souligner à quel point l'évolution des conditions en Arctique « a un impact direct sur le système climatique de la Chine » ainsi que sur « les intérêts économiques de la Chine dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et des océans¹⁴¹ ». Ces dernières années, Beijing a donc considérablement augmenté sa participation aux discussions régionales sur l'Arctique et aux événements de diplomatie parallèle, a envoyé plusieurs hauts représentants du PCC dans la région et a intégré l'Arctique à ses projets de politique étrangère les plus importants, comme l'initiative « la Ceinture et la Route ».

Les sources chinoises soulignent souvent la longue tradition d'engagement diplomatique du pays avec les États et les institutions de l'Arctique pour justifier la présence de la Chine dans la région. Des sources chinoises officielles et non officielles soulignent souvent la signature par la Chine du Traité de Spitzberg en 1925 comme le début des initiatives du pays dans l'Arctique¹⁴². Si le traité a permis à la Chine de commencer à envoyer des navires pour des activités de pêche et de commerce dans la région, il a également été cité comme l'un des principaux documents autorisant les activités de recherche et de commerce actuelles de la Chine en Arctique¹⁴³. Après 1925, les activités chinoises en Arctique sont restées limitées pendant plusieurs décennies. Selon Liu Jin, assistant de recherche de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS, China Institute of International Studies) : « La Chine n'a entrepris aucune activité significative en Arctique pendant plus de 60 ans après 1925¹⁴⁴. »

Visites de haut niveau et Conseil de l'Arctique

Des décennies plus tard, la Chine est finalement devenue plus active dans la diplomatie arctique. Liu Jin fait remarquer que « avec la politique de réforme et d'ouverture qui se poursuivait de manière globale et le processus de désécurisation de la région arctique après la Guerre froide, la Chine a renouvelé son intérêt pour l'Arctique » et a soumis sa demande d'adhésion en tant qu'observateur au Conseil de l'Arctique en 2007¹⁴⁵. La demande initiale de la Chine a été rejetée en 2009 « en grande partie en raison de débats internes entre les huit gouvernements membres sur la manière de s'assurer que de nouveaux observateurs, y compris de grandes entités comme la Chine, le Japon et l'Union européenne, puissent participer en tant qu'observateurs sans risque de dénaturer l'organisation elle-même¹⁴⁶ ».

De nombreux chercheurs chinois pensaient que la non-participation au forum revenait à être exclu de la région. Beijing voulait aussi pouvoir façonner les mécanismes de gouvernance de l'Arctique. Même la Russie était perçue comme peu disposée à aider la Chine à étendre son empreinte arctique, sans parler des autres États de la région¹⁴⁷. Comme l'écrit Marc Lanteigne, « malgré le renforcement des relations économiques et diplomatiques sino-russes, le gouvernement de Vladimir Poutine craignait néanmoins que l'engagement de la Chine au sein

du Conseil ne nuise à la politique arctique russe », point de vue partagé par une grande partie de la communauté politique arctique chinoise¹⁴⁸.

Malgré cela, la Chine a continué de poursuivre une stratégie active d'engagement auprès des pays membres du Conseil de l'Arctique entre 2010 et 2013. Les visites chinoises de haut niveau ont constitué une composante clé de cette stratégie. Bien que les représentants américains aient également profité de voyages au sommet pour engager le dialogue avec les pays de l'Arctique, les efforts de Beijing ont dépassé ce à quoi s'attendre normalement dans les fluctuations habituelles de toute activité diplomatique, montrant ainsi que l'Arctique était une priorité stratégique clé pour les dirigeants chinois.

En 2010 seulement, plusieurs responsables chinois ont visité les pays membres du Conseil de l'Arctique lors de visites de haut niveau. Par exemple, le vice-président de l'époque, Xi Jinping, s'est rendu en Finlande et en Suède, le président de l'époque, Hu Jintao, s'est rendu au Canada, et l'ancien membre du Comité permanent du bureau politique, He Guoqiang, s'est rendu en Islande pour signer trois accords économiques bilatéraux¹⁴⁹. Poussé par un intérêt pour l'établissement de liens économiques avec le Groenland, Hu Jintao a également visité le Danemark en 2012.

Tableau 1 : Visites chinoises de haut niveau aux « Cinq de l'Arctique » plus Canada et Groenland (2000-2020)

	Président	Premier ministre ou vice-président	Ministre des Affaires étrangères ou conseiller d'État aux Affaires étrangères	Ministre de la Défense nationale	Total
2000		1		1	2
2001					0
2002	1	1		1	3
2003		1			1
2004					0
2005	1		1	1	3
2006		1	1		2
2007	1		1		2

	Président	Premier ministre ou vice-président	Ministre des Affaires étrangères ou conseiller d'État aux Affaires étrangères	Ministre de la Défense nationale	Total
2008					0
2009		1	1		2
2010	1	2	1		4
2011			1		1
2012	1	2	2		5
2013					0
2014					0
2015				1	1
2016		1	2		3
2017	1				1
2018		1	1		2
2019					0
2020			1		1
TOTAL	6	11	12	4	33

Décompte de l'auteur. Sources : Ministère des Affaires étrangères et diverses ambassades et consulats de la République populaire de Chine, China Daily, China Internet information Centre, Global Times, Le Quotidien du peuple et Xinhua

La Chine a combiné ces visites avec des démarches visant à s'attirer des faveurs, parfois avec succès. Lorsque Liu Qi, membre du Comité central du Bureau politique, s'est rendu en Islande pour une visite de haut niveau en 2010, le président islandais de l'époque, Ólafur Ragnar Grímsson, aurait déclaré que « le gouvernement et le peuple islandais apprécient sincèrement le soutien précieux apporté par la Chine à l'Islande pour faire face à [la] crise financière¹⁵⁰ ». La visite de l'ancien Premier ministre chinois Wen Jiabao en Islande en 2012 est considérée comme l'événement déclencheur des négociations de l'accord de libre-échange entre les deux pays (qui

est devenu le premier accord de la Chine avec un pays européen) et a abouti à un protocole d'accord sur « la coopération scientifique maritime et arctique conjointe, notamment dans les domaines du changement climatique et de la surveillance marine¹⁵¹ ». Les observateurs de l'époque pensaient que l'accord de libre-échange Chine-Islande renforcerait l'influence régionale de la Chine et favoriserait sa candidature au statut d'observateur au sein du Conseil de l'Arctique¹⁵².

En mai 2013, les visites de haut niveau de la Chine ont porté leurs fruits, et Beijing est officiellement devenue observateur du Conseil de l'Arctique, aux côtés de l'Inde, de l'Italie, du Japon, de Singapour et de la Corée du Sud. En réponse à cette nouvelle, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hong Lei, a déclaré : « La Chine apprécie et salue la décision du Conseil de l'Arctique d'accepter la Chine en tant qu'observateur officiel... Les décisions susmentionnées du Conseil aideront la Chine à renforcer les échanges et la coopération avec les parties concernées par les affaires arctiques dans le cadre du Conseil, à contribuer aux travaux du Conseil et à promouvoir la paix, la stabilité et le développement durable dans la région arctique¹⁵³. » Un article du Quotidien du peuple publié à la suite de la nouvelle a également exposé les plans de la Chine en matière de coopération arctique, notamment le renforcement des connaissances et des recherches sur l'Arctique, la protection de l'environnement arctique et la mise en œuvre du développement et de la valorisation durables¹⁵⁴. Sun Kai et Wu Junhan, chercheurs à l'Université océanique de Chine ont souligné que ce changement démontrait que « la participation de la Chine aux affaires arctiques est entrée dans une nouvelle phase, et ce grâce à la “diplomatie de l'identité” pour obtenir le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique et le droit fondamental de participer aux affaires arctiques¹⁵⁵ ».

Initiatives diplomatiques menées par la Chine

Sous la présidence de Xi Jinping, la Chine s'est considérablement appuyée sur les efforts de l'administration de Hu Jintao pour devenir un acteur plus actif de la diplomatie arctique. Si les hauts responsables chinois ont fait des déclarations et publié des documents relatifs aux intérêts de la Chine en Arctique, ils ont également entretenu des discussions plus régionales et positionné l'Arctique comme une composante essentielle de l'initiative « la Ceinture et la Route ». Chaque initiative mérite d'être examinée brièvement ci-dessous.

Depuis qu'elle a rejoint le Conseil de l'Arctique en tant qu'observateur, la Chine a redoublé d'efforts pour renforcer ses relations diplomatiques avec les pays de l'Arctique et réformer le système de gouvernance de l'Arctique à sa convenance. En prenant part aux débats régionaux, en signant des accords de haut niveau avec les pays de l'Arctique et en critiquant les mécanismes actuels de gouvernance de l'Arctique, la Chine promeut activement des politiques qui soutiennent et favorisent une plus grande participation chinoise à la gouvernance de l'Arctique. Comme l'affirme Guo Peiqing, compte tenu de l'évolution de la situation arctique, « l'opportunité pour la Chine d'une avancée décisive dans la création du système international arctique prend également forme¹⁵⁶ ».

Ces dernières années, la Chine a contribué à instaurer et à participer à plusieurs discussions régionales sur les questions arctiques. La Chine et la Russie participent toutes deux au Forum annuel Chine-Russie sur l'Arctique [中俄北极论坛], coparrainé par l'Université océanique de Chine et l'Université d'État de Saint-Pétersbourg depuis 2012. Ce dernier est devenu une plateforme d'échange institutionnalisée entre les universitaires des deux pays et comprend des discussions et des échanges approfondis sur la coopération dans la région arctique¹⁵⁷. La Chine a également créé le Centre de recherche Chine-Arctique nordique (CNARC, China-Nordic Arctic Research Center) en 2013 pour promouvoir la sensibilisation et la connaissance des questions arctiques et coordonner la recherche entre les instituts membres de la région¹⁵⁸. Des chercheurs comme Marc Lanteigne estiment que ces initiatives de diplomatie parallèle ont été utilisées par la Chine « comme moyens pour recueillir davantage d'informations et approfondir les relations avec les acteurs sous-gouvernementaux et non gouvernementaux¹⁵⁹ ». Ces initiatives de diplomatie parallèle permettent à Beijing de contourner certaines restrictions du Conseil de l'Arctique, et l'engagement de la Chine vis-à-vis du Code polaire (ensemble de règles adoptées par l'Organisation maritime internationale pour les navires opérant dans les eaux polaires) et de l'interdiction de la pêche dans l'océan Arctique central (interdiction convenue par neuf États et l'UE) est parfois le fruit de ces forums. Tous ces efforts permettent à la Chine de renforcer son identité en tant que partenaire régional¹⁶⁰. En outre, en 2016, la Chine, le Japon et la Corée du Sud ont également entamé des discussions annuelles de haut niveau sur les questions arctiques « afin de promouvoir les échanges sur les politiques, les pratiques et les expériences concernant la coopération internationale, la recherche scientifique et la coopération commerciale dans l'Arctique », quoique peu de progrès tangibles en soient ressortis¹⁶¹.

La Chine a également signé des accords de haut niveau avec plusieurs pays de l'Arctique. En 2015, la Commission nationale du Développement et des Réformes chinoise (NDRC, National Development and Reform Commission) a signé un protocole d'accord sur la route maritime du Nord (RMN) avec le ministère russe du Développement de l'Extrême-Orient russe¹⁶². En avril 2017, la Chine et la Finlande ont signé une déclaration commune encourageant la coopération dans des domaines tels que l'industrie maritime et la protection de l'environnement¹⁶³. En outre, la Chine et la Norvège sont en train de négocier un accord de libre-échange, même après les six ans de gel diplomatique à cause de l'attribution d'un prix Nobel de la paix à Liu Xiaobo par le Comité Nobel norvégien¹⁶⁴.

VI. Activités militaires de la Chine

Le comportement militaire de la Chine dans l'Arctique suggère que des motivations stratégiques sous-tendent en partie son activisme arctique. Ces intérêts sont probablement sur du long terme, puisqu'un conflit militaire arctique est peu probable dans un avenir proche. Après s'être surtout concentrée sur les activités de recherche scientifique au cours des dernières décennies, Beijing augmente ses investissements dans des capacités militaires régionales qui renforcent son statut d'« État proche de l'Arctique » et protègent ses intérêts croissants en matière de sécurité et de commerce dans l'Arctique.

L'intérêt de Beijing est bien sûr en partie lié aux changements environnementaux dans l'Arctique, notamment la fonte des glaces, qui ont accru l'appétit de la Chine pour l'exploration et la mise à profit des avantages stratégiques et commerciaux de l'Arctique. De nombreuses sources chinoises ont exprimé leur intérêt pour l'exploration des voies navigables stratégiques de la région, en particulier celles qui bénéficieraient au secteur maritime chinois. En utilisant la route maritime du Nord le long des côtes russes et norvégiennes, la Chine pourrait « réduire de moitié le temps nécessaire au transport des marchandises de la Chine vers les marchés européens¹⁶⁵ ». La voie de l'Arctique central, qui intéresse aussi les chercheurs chinois, pourrait être ouverte beaucoup plus tôt¹⁶⁶. Les spécialistes chinois de l'Arctique ont également exprimé leurs inquiétudes quant au durcissement de la compétition en matière de sécurité dans l'Arctique, notamment entre les pays arctiques comme les États-Unis et la Russie¹⁶⁷. Et bien que des sources chinoises aient affirmé que les activités de la Chine dans l'Arctique ont pour seul but la recherche scientifique et la préservation de l'environnement, son comportement dans l'Arctique est parfois plus problématique. L'envoi de navires de la Marine de l'Armée populaire de libération dans la région, l'installation de stations de réception de satellites chinois, le déploiement de nouvelles technologies militaires dans la région et la quête probable d'accès à l'Arctique laissent penser que des motivations stratégiques pourraient guider le comportement de la Chine. Ces développements montrent l'intérêt de la Chine à utiliser potentiellement son armée pour protéger ses intérêts commerciaux et ses opportunités de recherche scientifique, deux raisons qui légitiment le besoin de la Chine d'être présente en Arctique.

Visites et construction de brise-glaces de l'Armée populaire de libération

L'armée chinoise est de plus en plus fière de ses propres capacités en Arctique, comme en témoigne la décision de la Marine de l'Armée populaire de libération d'envoyer des navires aux États-Unis et dans les pays de l'Arctique. En septembre 2015, l'Armée populaire de libération a envoyé des navires dans les eaux américaines au large de la côte de l'Alaska. Considérée comme la « toute première incursion de navires de la marine chinoise dans la région arctique », elle comprenait « trois navires de combat de surface, un navire de guerre amphibie et un pétrolier ravitailleur » et venait de participer à un exercice militaire conjoint avec l'armée russe au large de la côte pacifique de la Russie et de la mer du Japon¹⁶⁸.

Quelques semaines après l'entrée de la flotte chinoise dans les eaux de l'Alaska, la force opérationnelle 152 de la flotte de l'Armée populaire de libération s'est également rendue dans plusieurs pays de l'Arctique, dont le Danemark, la Suède et la Finlande, lors de visites de prestige. La flotte, qui comprenait « le destroyer à missiles guidés *Jinan*, la frégate à missiles guidés *Yiyang* et le navire de ravitaillement complet *Qiandaohu* », a démontré le renforcement des capacités navales et l'intérêt pour l'Arctique de la Chine¹⁶⁹.

En outre, la Chine a investi dans la construction d'une flotte de brise-glaces. Le développement et le lancement en 2018 du *Xuelong 2*, le premier brise-glace chinois construit en Chine, démontrent l'intérêt soutenu de la Chine pour la présence en Arctique¹⁷⁰. La Chine a participé à plus de dix expéditions dans l'Arctique au moyen de ces brise-glaces, ce qui lui a permis non seulement de tester et de démontrer l'efficacité de sa technologie, mais aussi de renforcer sa position en tant qu'« État proche de l'Arctique »¹⁷¹. Certains indices laissent également penser que la Chine envisage d'investir dans des brise-glaces à propulsion nucléaire, avec une certaine possibilité que, outre cette capacité, l'expérience et le savoir-faire de conception de ce projet dans le domaine civil puissent être aussi transférés à des navires militaires. Par exemple, la Compagnie nucléaire nationale chinoise (CNNC, China National Nuclear Corporation) a lancé un appel d'offres pour la fourniture de services sur le premier brise-glace nucléaire de la Chine, et a décrit en détail les objectifs et les caractéristiques du navire. L'université Jiaotong de Shanghai, qui a un programme de génie naval et nucléaire, semble avoir remporté ce contrat¹⁷². D'autres ont laissé entendre que le brise-glace serait construit au chantier naval chinois de Jiangnan, qui a également construit le *Xuelong 2*. Pendant ce temps, alors même que la Chine détermine quand et comment poursuivre cette mission, elle continue à investir dans des brise-glaces lourds conventionnels.

Tableau 2 : La flotte de brise-glaces chinoise

	Date de lancement	Origine	Organisation	Expéditions en Arctique	Remarques
<i>Xuelong</i> [雪龙]	1994	Ukraine	PRIC	1-9	Utilisé sur la plupart des expéditions de recherche en Arctique
<i>Xuelong 2</i> [雪龙 2]	2018	Chine	PRIC	11	Premier brise-glace chinois construit en Chine
<i>Haibing</i> 722 (type 272) [海冰 722 破冰船]	2015	Chine	PLAN	Aucune	Utilisé pour les études de la glace, le bris des glaces et les opérations de recherche et de sauvetage

	Date de lancement	Origine	Organisation	Expéditions en Arctique	Remarques
<i>Haibing 723</i> (type 272) [海冰 722 破冰船]	2015	Chine	PLAN	Aucune	Utilisé pour les études de la glace, le bris des glaces et les opérations de recherche et de sauvetage
<i>Haibing 723</i> (type 210) [海冰 723]	1982	Chine	PLAN	Aucune	
<i>Haibing 721</i> (type 071) [海冰 721]	1969	Chine	PLAN	Aucune	Actuellement en réserve
<i>Haibing 722</i> (type 071) [海冰 722]	1972	Chine	PLAN	Aucune	Mis hors service en 2013
<i>Haibing 519</i> (type 071) [海冰 519]	Années 80	Chine	PLAN	Aucune	Actuellement actif

Sources : CCTV, China Military, The National Interest, Wikipedia et Xinhua¹⁷³

Activités à double vocation

Tout en trouvant des occasions de coopérer avec d'autres États arctiques dans le domaine de la recherche et de la protection de l'environnement, la Chine a également utilisé ces engagements pour tester ses nouvelles technologies militaires dans l'environnement arctique. Plusieurs activités ostensiblement civiles pourraient avoir des implications militaires. En 2007, par exemple, le satellite chinois de test du système de navigation par satellite BeiDou (BDS) a été lancé et s'est révélé « capable de réception dans les régions polaires¹⁷⁴ ». En 2014, la Chine a utilisé son système de navigation par satellite BeiDou pour secourir le navire *Xuelong* alors que ce dernier s'efforçait de secourir un navire de recherche russe en Antarctique. Comme l'écrit Anne-Marie Brady, « un satellite militaire chinois en orbite polaire, faisant partie du système BeiDou, a été utilisé pour identifier les conditions de la glace afin de guider le passage du *Xuelong* à travers la banquise. La SOA et l'APL ont conjointement coordonné la sortie réussie du *Xuelong* de son piège de glace¹⁷⁵ ». En 2015, la Chine a entrepris de construire une station terrienne de satellites en Suède; en 2017, elle a tenté de le faire au Groenland. En outre, le

premier satellite d'observation polaire Ice Pathfinder (BNU-1) de la Chine a commencé sa première mission d'observation dans l'Arctique en juin 2020 après des essais en orbite en 2019. Selon les médias d'état chinois, le satellite « devrait assurer une couverture complète de l'Arctique en sept jours », soutenir les expéditions chinoises dans l'Arctique et réduire la dépendance à l'égard des satellites étrangers pour la collecte de données¹⁷⁶.

La Chine a également testé toute une série de moyens différents, éventuellement à double vocation, dans la région, qui vont au-delà de l'envoi régulier de son principal brise-glace, le *Xuelong*, dans la région afin d'acquérir un savoir-faire utile pour opérer dans le climat arctique. Par exemple, en 2008, la Chine a également développé et déployé des « robots sous-marins » qui permettraient de prédire les changements de la glace de mer au cours de l'une de ses expéditions dans l'Arctique¹⁷⁷. En 2012, la Chine a déployé pour la première fois des balises dans l'Arctique pour observer les interactions air-mer en mer de Norvège¹⁷⁸. Au cours de l'expédition du *Xuelong* en 2015-2016 dans l'Antarctique, la Chine a également testé le Xueying-601, un « aéronef à voilure fixe conçu spécifiquement pour les vols polaires » en Antarctique et en Arctique¹⁷⁹. En novembre 2015, la Chine a dévoilé sa première plateforme de forage semi-sousmersible, le Viking Dragon, adaptée aux conditions arctiques. Le Viking Dragon a été construit pour la Norvège par CICM Raffles Offshoring Engineering Co., Ltd¹⁸⁰. La Chine a déployé le planeur sous-marin autonome Haiyi et installé la première « station de glace non habitée de la région » de la Chine lors de sa neuvième expédition en 2018¹⁸¹. Elle a inauguré son navire de recherche océanographique *Xiangyanghong 01* [向阳红 01] lors de son expédition suivante, l'année d'après¹⁸².

Enfin, comme le rapport l'aborde plus en détail ailleurs, la Chine a également démontré son intérêt à établir dans la région des installations scientifiques et autres, susceptibles de l'aider à maintenir son accès à l'Arctique. La Yellow River Station chinoise, située dans l'archipel norvégien du Svalbard, peut accueillir plus de 25 personnes; des désaccords de relativement faible ampleur ont eu lieu entre la Chine et la Norvège concernant l'utilisation de cette installation par Beijing. Quelques années après sa construction, Huang Nubo, fonctionnaire de la propagande devenu homme d'affaires milliardaire, a tenté d'acheter des terrains en Islande pour y construire un centre de villégiature et un aéroport. Il a échoué et s'est tourné vers le Svalbard, puis vers la Norvège elle-même pour des projets qui n'avaient guère de sens sur le plan économique, mais qui auraient entraîné le transfert de terrains d'une superficie sans précédent à une société liée à l'État¹⁸³. En Suède, la Chine a construit sa première station de réception de données par satellite de télédétection, entièrement détenue par la Chine, couvrant l'Europe et l'Arctique¹⁸⁴. En Islande, la Chine a par la suite construit une importante station arctique qui pourrait bien être agrandie¹⁸⁵. Et au Groenland, la société minière chinoise General Nice Group a tenté d'acheter une base navale abandonnée. Craignant de compromettre potentiellement les relations de leur pays avec les États-Unis, les responsables danois ont finalement rejeté l'offre de General Nice Group¹⁸⁶. Cependant, il a été rapporté que la Chine a discrètement mis en service une station de réception terrestre satellitaire au Groenland juste un an plus tard¹⁸⁷.

VII. Activités scientifiques de la Chine

La recherche scientifique est une composante essentielle de l'engagement de la Chine en Arctique¹⁸⁸. La Chine a également renforcé la coopération scientifique avec les pays de l'Arctique. Bien que ces activités puissent apparaître comme « une approche relativement discrète, indirecte et axée sur la recherche » des affaires de la région, elles ne se limitent pas à la science¹⁸⁹. Yun Sun, chercheur au Stimson Center, écrit : « La Chine comprend que la recherche scientifique lui offre non seulement un accès légitime à l'Arctique, mais aussi une voie diplomatique pour renforcer la coopération avec les différents États arctiques¹⁹⁰. » Elle conclut que ces engagements servent « un objectif stratégique afin de légitimer les intérêts et le rôle croissants de la Chine¹⁹¹ ». Des sources chinoises le signalent aussi régulièrement, comme en témoignent les précédentes sections de ce rapport, et beaucoup soutiennent que le niveau d'activité de recherche scientifique d'un pays dans l'Arctique « détermine directement son “droit de parole” [话语权] dans les affaires arctiques¹⁹² ».

Bien que ces activités de recherche dans l'Arctique aient donné à la Chine un canal par lequel elle pouvait communiquer et coopérer avec les pays de l'Arctique, elles lui ont également permis de justifier son rôle croissant dans l'Arctique, en invoquant « la nécessité de plus de connaissances et d'une approche scientifique » pour lutter contre les défis environnementaux communs¹⁹³. S'affirmant souvent comme un « État proche de l'Arctique » directement touché par le changement climatique arctique, la Chine a exploité les possibilités de recherche dans l'Arctique pour légitimer son implication croissante dans la région et obtenir un accès plus important qui comporte parfois des implications à double vocation¹⁹⁴. En envoyant des expéditions de recherche, en testant de nouvelles compétences et en établissant des installations de recherche, la Chine acquiert les informations et l'expérience sur le terrain nécessaires pour instaurer une présence qui lui permettra de préserver ses intérêts dans la région à l'avenir.

Expéditions de recherche en Arctique

Les expéditions de recherche scientifique constituent l'un des exemples les plus marquants de l'activité scientifique croissante de la Chine en Arctique. Depuis l'achat du brise-glace *Xuelong* [雪龙] à l'Ukraine en 1993 et sa rénovation pour les conditions polaires (et, plus récemment, le lancement du brise-glace *Xuelong 2*) la Chine a envoyé ses chercheurs scientifiques dans plusieurs expéditions de recherche dans la région¹⁹⁵. Entre juin et septembre 1999, la Chine a lancé sa première expédition arctique dans les mers de Béring et des Tchouktches, envoyant plus de 50 scientifiques polaires chinois, ce qui « a pleinement démontré le sens aigu des responsabilités des scientifiques chinois face aux changements mondiaux et aux problèmes environnementaux¹⁹⁶ ». En 2003, la Chine a lancé sa deuxième expédition en Arctique avec des scientifiques canadiens pour mener des « recherches océaniques et météorologiques ». Le directeur adjoint du Bureau national d'océanographie, Chen Lianzeng, a déclaré que le succès de ce voyage marquait « la technologie de pointe de la Chine dans les expéditions en Arctique¹⁹⁷ ». En juillet et août 2012, le *Xuelong* a traversé le Passage du Nord-Est et l'océan Arctique central pour un essai de navigation¹⁹⁸. Pendant ce temps, en 2016, la Chine a mené sa première expédition conjointe Chine-Russie en Arctique¹⁹⁹. Selon le Livre blanc sur l'Arctique de 2018,

« à la fin de 2017, la Chine a effectué huit expéditions scientifiques dans l’océan Arctique. En utilisant ses navires et stations de recherche comme plateformes, la Chine a progressivement mis en place un système d’observation pluridisciplinaire couvrant la mer, la glace et la neige, l’atmosphère, ainsi que le système biologique et géologique de l’Arctique²⁰⁰ ». Le tableau ci-dessous contient la liste de toutes les expéditions chinoises en Arctique et leur ampleur :

Tableau 3 : Expéditions chinoises en Arctique, 1999-2020

	Dates	Vaisseau	Taille de l’expédition
Expédition 1	Juin à septembre 1999	<i>Xuelong</i>	124 personnes
Expédition 2	Juillet à septembre 2003	<i>Xuelong</i>	109 personnes
Expédition 3	Juin à septembre 2008	<i>Xuelong</i>	113 personnes
Expédition 4	Juillet à septembre 2010	<i>Xuelong</i>	122 personnes
Expédition 5	Juin à septembre 2012	<i>Xuelong</i>	118 personnes
Expédition 6	Juillet à septembre 2014	<i>Xuelong</i>	128 personnes
Expédition 7	Juillet à septembre 2016	<i>Xuelong</i>	128 personnes
Expédition 8	Juillet à octobre 2017	<i>Xuelong</i>	96 personnes
Expédition 9	Juillet à septembre 2018	<i>Xuelong</i>	131 personnes
Expédition 10	Août à septembre 2019	<i>Xiangyanghong 01</i>	78 personnes
Expédition 11	Juillet à septembre 2020	<i>Xuelong 2</i>	Pas encore public

Sources : China Daily, China Internet Information Center, ChinaNews, Gate to the Poles, Global Times, South China Morning Post et Xinhua²⁰¹

La Chine a également exprimé son intérêt à améliorer et à tester ses technologies de recherche en Arctique au cours de ses expéditions. Dans le Livre blanc sur l’Arctique de 2018, la Chine a déclaré que « la Chine s’est engagée à améliorer sa capacité d’expédition et de recherche en Arctique, à renforcer la construction, la maintenance et les fonctions des stations de recherche, des navires et d’autres plateformes de soutien en Arctique, et à promouvoir la construction de brise-glaces à des fins scientifiques²⁰² ». Comme la section militaire du présent rapport l’examine plus en détail, la Chine a testé toute une série de capacités sous les auspices généraux de la recherche scientifique. Il s’agit notamment de robots sous-marins en 2008, de diverses balises pour la surveillance des interactions air-mer en 2012, d’aéronefs polaires à voilure fixe de 2015 à 2016, d’un planeur sous-marin autonome et même d’une « station de glace » entièrement automatisée en 2018, entre autres capacités²⁰³.

Bases de recherche en Arctique

L'intérêt soutenu de la Chine pour l'Arctique se manifeste également par l'établissement de bases de recherche scientifique dans la région. La Chine a construit son premier centre de recherche arctique, la Yellow River Station [北极黄河站], à Ny-Ålesund en Norvège, en 2004. Largement considérée comme l'une des plus grandes réalisations de la Chine en Arctique, cette installation comprend un laboratoire, des bureaux et des dortoirs pour 25 personnes²⁰⁴.

En 2010, l'Administration météorologique chinoise a construit une station de réception au sol pour ses satellites à Kiruna, en Suède²⁰⁵. En outre, la Chine a par la suite ouvert la station terrestre polaire nord de satellite de télédétection de la Chine près de Kiruna en 2016, la toute première station satellite appartenant à la Chine dans le monde. Dans une entrevue accordée au South China Morning Post après l'inauguration, un scientifique chinois de l'espace, dont l'identité n'a pas été révélée, aurait déclaré à Beijing : « Les Américains ont longtemps considéré l'Europe occidentale comme leur arrière-cour, strictement inaccessible à la Chine... [La station] offre désormais à la Chine une voie d'accès officielle²⁰⁶. » La Chine a également coopéré avec les pays de l'Arctique pour faire avancer son programme de recherche et étendre sa présence dans la région. En 2012, la Chine a négocié avec succès la construction de l'Observatoire conjoint Chine-Islande Aurora (CIAO, China-Iceland Joint Aurora Observatory) à Kárhóll, dans une région reculée du nord de l'Islande²⁰⁷. La Chine a ouvert la station, l'a rebaptisée Observatoire des sciences arctiques Chine-Islande, en 2018²⁰⁸. La Chine a également essayé, sans succès, de construire des stations scientifiques supplémentaires au Canada. Yang Huigen a déclaré : « C'est l'espoir de tous les scientifiques chinois que dans la vaste zone de la région arctique canadienne, nous puissions construire un observatoire; une installation au Canada²⁰⁹. » Certains suggèrent cependant que Beijing cherchait seulement à collaborer avec une installation canadienne existante, bien que les commentaires de Yang Huigen soient difficiles à concilier avec cette interprétation. De toute évidence, Beijing a également cherché à installer une station similaire au Groenland. Yu Yong, chargé de recherche à l'Institut de recherche polaire de Chine, a manifestement déclaré à l'Assemblée du cercle arctique en 2017 que la Chine souhaitait ouvrir une station de recherche terrestre permanente au Groenland « dès que possible » et a fourni une carte avec deux emplacements possibles pour cette installation, bien que le Danemark soit opposé à cette proposition²¹⁰. Plus tard dans l'année, la Chine a visiblement organisé une petite cérémonie au Groenland pour marquer le lancement d'un projet de construction d'une station terrestre de satellites à Nuuk²¹¹.

Initiatives et discussions en matière de recherche arctique

La Chine a également recherché des opportunités de recherche scientifique par le biais d'initiatives de recherche impliquant des gouvernements étrangers et des universités de la région. Après avoir rejoint le Comité international des sciences de l'Arctique (IASC, International Arctic Scientific Committee) en 1996, ce qui a « marqué sa participation plus active à la recherche scientifique en Arctique », la Chine a continué à manifester un intérêt actif pour la recherche arctique par le biais d'initiatives et de discussions de recherche coopérative²¹². Cela permet à la Chine de coopérer avec d'autres pays et de les aider à en apprendre davantage sur la science et le climat de l'Arctique, mais cela lui donne également l'occasion de devenir un acteur plus intégré dans la région sans constituer une menace significative pour la sécurité.

L'intérêt de la Chine à coopérer avec d'autres pays de l'Arctique à la recherche scientifique s'est accru après la création de la Yellow River Station en 2004. Tandis qu'une certaine coopération a eu lieu à haut niveau lors des expéditions en Arctique, de nombreux échanges de moindre importance se sont déroulés par diplomatie parallèle. La Chine est devenue le premier pays asiatique à accueillir la semaine du Sommet des sciences de l'Arctique en 2005, une réussite souvent soulignée comme un jalon dans la recherche arctique de la Chine²¹³. Les scientifiques chinois et canadiens ont également collaboré par le biais d'expéditions en Arctique et de séminaires universitaires comme le Dialogue sur la coopération scientifique Canada-Arctique²¹⁴. En 2019, la Chine et la Russie ont convenu de créer le Centre de recherche sur l'Arctique sino-russe, le directeur de l'Institut d'océanologie de l'Académie des sciences russe, Alexei Sokov, ayant déclaré : « Le centre élèvera la coopération scientifique russo-chinoise à un autre niveau²¹⁵. »

La Chine participe aussi plus activement aux initiatives régionales de recherche dans l'Arctique depuis qu'elle est devenue membre du Conseil de l'Arctique. L'un des exemples les plus significatifs est la création du Centre de recherche Chine-Arctique nordique (CNARC) à Shanghai en octobre 2013. Financé par l'Institut de recherche polaire et soutenu par la SOA, le CNARC vise à promouvoir une meilleure connaissance et la recherche sur la région par le biais de réunions de diplomatie parallèle²¹⁶. À la suite de l'annonce initiale de l'Institut de recherche polaire sur le CNARC, le directeur de l'institut, Yang Huigen, a déclaré que « le partenariat de la Chine avec les pays arctiques dans ce secteur se fera naturellement, car il s'inscrit dans la coopération économique élargie entre les pays sous l'effet de la mondialisation²¹⁷ ». La Chine a également envoyé une délégation de haut niveau pour assister au Forum du cercle arctique de 2015 en Islande. Le vice-ministre des Affaires étrangères Zhang Ming était présent, bien que le ministre des Affaires étrangères Wang Yi ait présenté son exposé par vidéo. Le groupe a cherché à « présenter les pratiques de la Chine en matière de recherche scientifique, de transport maritime, d'exploitation pétrolière et gazière et de recherche sur le changement climatique dans l'Arctique lors de conférences nationales chinoises²¹⁸ ».

VIII. Activités économiques de la Chine

Beijing cherche de plus en plus à conclure des accords de coopération en matière d'investissement, d'immobilier et d'énergie avec les pays arctiques. Ces accords favorisent la prospérité économique de l'Arctique, mais aussi les objectifs économiques de la Chine, et lui permettent d'étendre son influence sur la région. Certains de ces efforts ont donné à la Chine l'occasion de devenir plus active dans les affaires régionales, et beaucoup l'ont aidée à renforcer ses relations avec les pays arctiques, sa légitimité en tant qu'État proche de l'Arctique et son accès aux ressources et aux sites arctiques. La Chine insiste fréquemment sur le fait que son expertise et ses expériences propres, en plus de son initiative « la Ceinture et la Route », favoriseraient davantage la connectivité et le développement économique dans la région²¹⁹.

La route polaire de la soie

Ces dernières années, la Chine a manifesté un intérêt actif pour l'exploration des routes maritimes de l'Arctique à des fins de transport maritime mondial qui a été intégré explicitement dans son initiative « la Ceinture et la Route ».

En 2013, la compagnie maritime d'État chinoise China Ocean Shipping Company Limited (COSCO) a effectué le premier transit vers l'Europe par le Passage du Nord-Est via la mer Arctique avec un navire marchand chinois, ce qui aurait servi les « besoins de la compagnie à développer la nouvelle route et à rechercher des points de croissance sur le marché²²⁰ ». Les experts du secteur estiment également que cette nouvelle route maritime « devrait modifier la configuration industrielle de la Chine... et remodeler les perspectives du transport maritime mondial », l'itinéraire nécessitant beaucoup moins de temps que ceux empruntant le canal de Suez²²¹. En 2015, COSCO a envoyé son navire *Yongsheng* depuis l'Europe en Chine par le Passage du Nord-Est et a rapidement annoncé qu'il prévoyait « des services réguliers vers l'Europe par l'océan Arctique », certaines sources chinoises qualifiant la route arctique de « voie navigable en or » pour le commerce sino-européen²²². Le directeur général adjoint de COSCO, Yu Zenggang, a déclaré que ce passage « élargit les options de la Chine et permet aux clients de bénéficier d'une livraison plus rapide », et le directeur adjoint de la SOA, Lin Shanqing, a réitéré que, « comme la glace de mer dans l'océan Arctique continue de reculer, la période de navigation dans le passage s'allonge. Et grâce à l'amélioration de la technologie, la route du Nord fera une grande différence pour l'organisation du commerce mondial²²³ ».

En juin 2017, la Chine a établi officiellement un lien entre l'ICR et l'Arctique en indiquant son intérêt pour la construction d'un « passage économique bleu » [蓝色经济通道] dans sa Vision de la coopération maritime dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route ». Ce livre blanc souligne que « des efforts seront également faits pour construire conjointement le passage économique bleu Chine-Océanie-Pacifique Sud... Un autre passage économique bleu est également envisagé vers l'Europe via l'océan Arctique²²⁴ ». Alors que c'était la première fois que la voie arctique était publiquement considérée comme « l'une des trois voies maritimes majeures » de l'ICR, certains pensent que cela a permis à la Chine d'ouvrir « la voie à d'éventuelles opérations de sécurité maritime, éventuellement militaires, en Arctique²²⁵ ». Le Livre blanc sur l'Arctique de 2018 a de nouveau relié l'Arctique à l'ICR, affirmant que l'ICR,

« une importante initiative de coopération de la Chine offrira aux parties concernées la possibilité de construire conjointement une “route polaire de la soie” [冰上丝绸之路], et de faciliter la connectivité et le développement économique et social durable de l’Arctique²²⁶ ».

Cette nouvelle stratégie est évidente dans les interactions bilatérales entre la Chine et la Russie. En juillet 2017, la Russie et la Chine ont convenu de construire conjointement une « Route de la soie des glaces » afin d’étendre la coopération bilatérale de la route maritime du Nord dans des domaines tels que le commerce, la construction de trains à grande vitesse et la fabrication²²⁷. La « Route de la soie des glaces », qui est utilisée de manière indifférenciée avec la « Route polaire de la soie », a été largement considérée comme le point culminant de la coopération sino-russe dans l’Arctique. Elle couvrirait l’Amérique du Nord, l’Asie et l’Europe occidentale, et comprendrait les passages du Nord-Ouest (le long de la côte arctique nord-américaine) et du Nord-Est, selon des sources chinoises, ainsi qu’une éventuelle route de l’Arctique central qui pourrait être ouverte encore plus tôt²²⁸. Les médias chinois ont également fait référence à l’ouverture du Passage du Nord-Est comme d’un facteur clé dans la construction de sa Route de la soie des glaces, et ont souligné que la Voie économique bleue entre l’Arctique et l’Europe était « le cœur de la “Route polaire de la soie”²²⁹ ».

Le projet sino-russe a été discuté à l’origine en 2015 et a été promu à la fois par la Chine et la Russie²³⁰. Alors que le projet, également connu sous le nom de « Route polaire de la soie », devrait « ouvrir de nouvelles perspectives » dans les relations sino-russes, un livre bleu publié par la Social Sciences Academic Press et l’Université océanique de Chine affirme que l’initiative représente un « nouveau pôle de croissance pour la Chine et sa participation aux affaires régionales [qui] stimulera l’intégration des économies eurasiennes²³¹ ». Le projet de gaz naturel liquéfié (GNL) de Yamal des deux pays, « premier projet d’envergure à l’étranger mis en œuvre après la proposition de l’initiative “la Ceinture et la Route” et projet central de la “Route polaire de la soie” », est l’une des activités bilatérales les plus importantes de cette route. Le Fonds chinois de la Route de la Soie détient 9,9 % des parts et « marque un retournement de situation en faveur de la Chine, qui a longtemps eu du mal à s’introduire dans les projets énergétiques russes et le développement des ressources naturelles de l’Arctique²³² ».

Bien que la Russie ait été le principal partenaire de la Chine dans la mise en œuvre de la stratégie de la Route polaire de la soie, des sources chinoises ont également souligné son désir de « travailler avec toutes les parties » le long des passages du Nord-Ouest et du Nord-Est²³³. Quelques mois après la visite de Xi Jinping en Finlande pour entamer « une nouvelle phase de relations bilatérales » en 2017, la Finlande est devenue le premier pays nordique à rejoindre l’ICR de la Chine²³⁴. La Chine a également promu l’ICR par le biais d’institutions de gouvernance régionales, comme en témoigne le thème d’une réunion du Cercle arctique en 2018 : « La Chine et l’avenir de la Ceinture et la Route de l’Arctique²³⁵. » En outre, des chercheurs chinois comme Jiang Yinan du CIIS estiment que la Route polaire de la soie « est limitée dans le cadre bilatéral actuel et il est nécessaire de développer davantage la coopération multilatérale²³⁶ ». Ainsi, Yang Jian, vice-président de l’Institut d’études internationales de Shanghai, relève les aspects coopératifs de la Route polaire de la soie, affirmant qu’elle témoigne de « diverses politiques de développement formulées par les pays arctiques, les organisations internationales concernées et les parties prenantes en tenant compte des changements

climatiques et environnementaux arctiques, ainsi que des besoins de développement économique et social²³⁷ ». La Route polaire de la soie est, de ce point de vue, une plateforme qui peut englober toute une gamme d'intérêts arctiques. La question de savoir si cet effort pourrait devenir un pôle alternatif pour la gouvernance arctique demeure importante.

Le développement de la Route polaire de la soie par la Chine est étayé par des motivations stratégiques. Comme l'écrit Lin Boqiang, doyen de l'Institut chinois d'études en politique énergétique de l'université de Xiamen, la Route polaire de la soie « pourrait être considérée comme faisant partie d'une stratégie ambitieuse visant à modifier les connexions terrestres et maritimes de la Chine avec l'Europe et le monde²³⁸ ». Il ajoute que, « en cas de succès, elle contribuera non seulement au développement économique et social de la région arctique, mais pourrait également modifier les modèles commerciaux et économiques mondiaux²³⁹ ». Des sources chinoises ont également souligné l'importance des voies navigables arctiques, l'une d'entre elles soulignant qu'au cours des deux années qui ont suivi l'annonce de la politique, la Route polaire de la soie, « dont la voie navigable arctique est le cœur, est devenue une nouvelle démonstration de l'interconnexion entre l'Europe et l'Asie²⁴⁰ ».

Infrastructures et craintes de double vocation

Que ce soit sous les auspices de la Route polaire de la soie ou à titre d'initiatives individuelles, la Chine a cherché à investir d'importantes sommes dans des projets importants à travers l'Arctique, en particulier dans les infrastructures et l'énergie.

Les investissements de la Chine dans les infrastructures sont particulièrement notables et ont parfois suscité des inquiétudes. Par exemple, en 2011, Huang Nubo a cherché à acheter 100 miles carrés de terres islandaises avec le soutien de la Banque nationale de développement de la Chine pour construire un terrain de golf et un futur aéroport sur des terres parmi les plus venteuses d'Islande où le golf serait impraticable. Beaucoup ont considéré que cette initiative était motivée par le désir d'accéder à des emplacements stratégiques, et l'investissement a été bloqué²⁴¹. En 2014, Huang Nubo a alors cherché à obtenir 200 kilomètres carrés au Svalbard, une opération qui a également échoué en raison de craintes concernant la quantité de terres et les motivations peu claires de l'investisseur²⁴².

En 2016, General Nice Group, une entreprise minière et commerciale chinoise contrôlée par une entité de Hong Kong, a cherché à acheter une base navale abandonnée au Groenland, construite par les États-Unis en 1942²⁴³. « Une base démantelée en proie à des problèmes environnementaux et administratifs n'a sûrement aucun sens en tant qu'actif pour un mineur de charbon et de fer aux abois », a noté Jichang Lulu. « La seule motivation plausible est que General Nice a essayé d'acheter la base en raison de l'intérêt supposé ou manifeste d'entités étatiques chinoises pour ce site²⁴⁴. » Le Danemark est intervenu pour faire échouer la vente. En 2018 et 2019, des entreprises étatiques chinoises comme China Communications Construction Company ont soumissionné pour construire deux ou trois aéroports au Groenland, largement financés par les banques nationales chinoises. L'entreprise chinoise était l'un des six candidats internationaux, mais la possibilité qu'elle remporte l'appel d'offres était suffisante pour susciter l'opposition de Washington et de Copenhague, qui ont mis fin aux candidatures²⁴⁵.

En 2017, un entrepreneur de Hong Kong a acheté une base sous-marine suédoise que les militaires avaient précédemment vendue à des civils en 2004. Il a toutefois promis de la louer gratuitement à la Marine suédoise, de ne pas facturer de droits d'entrée et de sortie et de la laisser intacte par ailleurs, une offre anormalement généreuse, mais clairement défavorable à la sécurité suédoise²⁴⁶. Le gouvernement suédois l'a finalement rachetée, selon certains rapports²⁴⁷. Ailleurs en Suède, la même année, un consortium chinois a fait une offre pour construire ce qui serait le plus grand port de Scandinavie, obtenant le soutien de la municipalité qui l'accueillerait avant de solliciter le gouvernement central. Des recherches menées par Jojje Olsson et Jichang Lulu ont suggéré que le projet avait des liens avec le gouvernement chinois. Le propriétaire et président du consortium chinois, Gao Jingde (高敬德), était membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC, Chinese People's Consultative Conference) depuis des décennies. Il a fondé la section de Hong Kong du Conseil chinois pour la Promotion de la Réunification pacifique de la Chine, qui est liée au Département du travail du Front uni (un organe du Parti communiste chinois impliqué dans la collecte de renseignements et les opérations d'influence dans le pays et à l'étranger)²⁴⁸. L'organisation a également des liens avec l'armée chinoise, gérant pendant un temps les 18 parcelles de terrain sur lesquelles l'armée chinoise opère à Hong Kong²⁴⁹. L'offre a été gardée secrète pour éviter toute investigation, mais une fois qu'elle a été divulguée, l'opposition du public a effectivement mis fin au projet.

La Chine a également cherché à relier l'Arctique à la Chine par le rail dans le cadre de la Route polaire de la soie. Comme l'a dit l'ambassadeur de Chine en Finlande, Chen Li : « Bien que la Finlande soit un pays nordique, c'est l'un des chemins les plus courts entre la Chine et l'Europe. Par conséquent, la coopération en matière de connectivité dans le cadre de l'Initiative "la Ceinture et la Route" pourrait être fructueuse. La Chine et la Finlande sont également face à de vastes perspectives de coopération dans le couloir de navigation arctique. À l'avenir, nous pouvons même entrevoir l'idée d'une "Route de la soie des glaces" et d'une "Route de la soie numérique"²⁵⁰. » En 2019, des entreprises chinoises ont participé à un projet ferroviaire de 17 milliards de dollars reliant la Finlande à l'Estonie, qui pourrait par la suite faciliter les connexions au sein de l'Eurasie et, bien que le projet ait été retardé, d'autres projets qui pourraient faire partie d'une Route polaire de la soie sont également à l'étude²⁵¹.

Investissements de la Chine dans le domaine des matières premières

La Chine a rapidement développé ses initiatives dans le domaine de l'énergie et de l'exploitation minière en Arctique afin de devenir un acteur économique plus engagé et plus influent dans la région. Certains de ces projets ont été couronnés de succès, mais un examen des principaux investissements de la Chine dans la région révèle que beaucoup d'entre eux ont un bilan plus mitigé.

Au cours de la dernière décennie, les investissements de la Chine dans le secteur de l'énergie et des matières premières ont augmenté de manière significative, aboutissant à la construction de gazoducs communs dans l'Arctique, à des accords commerciaux avec des entreprises énergétiques chinoises et à des investissements dans des projets énergétiques en cours dans l'Arctique. Ils confèrent également à la Chine des intérêts importants dans la région qu'elle pourrait souhaiter protéger à l'avenir.

Le boom a véritablement commencé quelques années après la crise financière mondiale, lorsque les prix des matières premières étaient plus élevés qu'aujourd'hui. En 2012, par exemple, Sinopec avait acheté 49 % des parts de l'entreprise canadienne Talisman Energy dans le secteur énergétique en mer du Nord²⁵². Puis, début 2013, la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) a acquis l'entreprise énergétique canadienne Nexen pour 15 milliards de dollars, ce qui, selon Marc Lanteigne, « a consolidé les intérêts chinois dans les sables bitumineux potentiellement lucratifs du nord de l'Alberta, mais a également entraîné un renforcement de la réglementation à Ottawa concernant les achats d'actifs dans les sables bitumineux par des entreprises étatiques, par crainte que des gouvernements étrangers ne prennent un contrôle trop important sur une ressource primaire canadienne²⁵³ ». La même année, China Offshore Oil Engineering Company (COOEC) et la société norvégienne d'ingénierie et de construction Kværner ont signé un accord de coopération stratégique de 10 ans en vue du développement commercial mondial et ont par la suite créé la coentreprise Kværner COOEC Engineering & Technology Ltd en 2014²⁵⁴. Lors de cette annonce, le président et PDG de COOEC, Zhou Xuezhong, a déclaré : « COOEC reconnaît Kværner comme le partenaire idéal pour les projets internationaux en eaux profondes et en environnement difficile, afin de soutenir l'ambition de COOEC au niveau national et international. Kværner apportera la gestion internationale, les outils et les méthodes de travail tandis que COOEC fournit une équipe d'ingénieurs hauturiers expérimentés²⁵⁵. » En 2017, la Chine a également exprimé son intérêt à investir dans des projets d'exportation de GNL d'Alaska. Après l'escale de Xi Jinping à Anchorage pour rencontrer le gouverneur de l'Alaska, Bill Walker, ce dernier s'est rendu en Chine plus tard cette année-là, ce qui a conduit des entreprises américaines et chinoises à signer un accord de 43 milliards de dollars pour explorer des ressources de GNL en Alaska, bien que ce projet soit maintenant en suspens²⁵⁶. Plus récemment, China National Petroleum Corp (CNPC) et CNOOC ont exprimé leur intérêt en soumissionnant pour des concessions pétrolières et gazières au Groenland en 2021²⁵⁷.

Certains des efforts les plus importants de la Chine se font en Russie, en particulier le projet de GNL de Yamal. Connu comme la « perle énergétique » du cercle arctique et « le pivot important de la dénommée “route de la soie des glaces” », le projet de 27 milliards de dollars a été initié en 2013 et inauguré fin 2017, devenant ainsi le plus grand projet de GNL au monde en Arctique²⁵⁸. Un article du Quotidien du peuple note que c'est « le plus grand projet de développement, de liquéfaction, de transport et de vente de gaz naturel au monde dans la région arctique, et aussi le premier grand projet énergétique ultramarin depuis que l'initiative “la Ceinture et la Route” a été proposée en 2013²⁵⁹ ». Le projet, financé par la société russe Novatek, la société française de pétrole et de gaz Total S. A. et la société chinoise CNPC, devrait également réduire considérablement le temps de transport du GNL entre l'Europe et l'Asie²⁶⁰. Fin 2019, les deux parties ont également établi le gazoduc de la route orientale Chine-Russie, qui devrait « fournir à la Chine 5 milliards de mètres cubes de gaz russe en 2020 » et que Xi Jinping a salué en tant que « projet phare de la coopération énergétique Chine-Russie, ainsi que paradigme de convergence profonde des intérêts des deux pays et de coopération gagnant-gagnant²⁶¹ ». En participant à de tels projets conjoints, la Chine a pu renforcer son partenariat stratégique avec la Russie et s'assurer qu'elle dispose de l'approvisionnement énergétique nécessaire pour promouvoir le développement durable sur le plan national²⁶².

La Chine est également devenue plus active dans le secteur minier, en particulier au Canada et au Groenland. Parmi les plus importants de ces projets figure celui de la société chinoise MMG Ltd, qui a réalisé d'énormes investissements dans le Corridor Izok du Nunavut²⁶³. D'autres sociétés et entreprises étatiques chinoises ont acquis des positions minoritaires ou majoritaires dans certains des géants miniers du Canada. Par exemple, la Chine a acquis une mine de zinc en 2008, une mine de nickel en 2010 et une mine de fer en 2012²⁶⁴. Récemment, le groupe chinois Shandong Gold Group a cherché à acheter une société minière canadienne. Son président, Chen Yumin, a déclaré que cette acquisition aiderait la société à « devenir l'un des cinq premiers producteurs d'or au monde d'ici 2025 ». Certains ont estimé que la Chine profitait du faible cours de l'action de la société, qui était plus élevé un an plus tôt, et la transaction se heurte maintenant à des difficultés²⁶⁵.

Au Groenland, la Chine a lancé le projet Kvanefjeld, qui permettra d'extraire de l'uranium et des terres rares en partenariat avec une entreprise australienne qui est le partenaire majoritaire, bien que la China National Nuclear Corporation soit impliquée dans une partie du traitement. Une autre coentreprise chinoise et australienne est en cours pour l'exploitation du zinc dans le fjord de Citronen au Groenland. Un troisième projet concerne les droits miniers pour un gisement de fer à Isua au Groenland, qui sont maintenant détenus par General Nice Group²⁶⁶.

Il est à noter que de nombreux investissements chinois sont au point mort ou, dans certains cas, n'ont pas été à la hauteur de leurs promesses (voir tableau 4). Dans certains cas, des investisseurs chinois déçus ont intenté des procès pour obtenir réparation ou se sont plaints auprès des gouvernements de l'Arctique des conditions de leurs accords. Dans d'autres cas, des entreprises chinoises ont rencontré des difficultés financières ou juridiques dans leur pays. Certaines entités ont cessé ou se sont retirées de leurs partenariats. Ce schéma est évident tant dans l'énergie que dans l'exploitation minière.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'énergie, de nombreux projets chinois se sont mal terminés. Par exemple, peu de temps après que la Chine est devenue membre du Conseil de l'Arctique et a signé un accord de libre-échange avec l'Islande, la CNOOC et la société islandaise d'énergie Eykon ont signé un accord et obtenu une licence d'exploration pétrolière et gazière dans la région de Dreki, « marquant la première fois que l'entreprise chinoise se lançait dans un projet aussi loin au nord²⁶⁷ ». La CNOOC s'est finalement retirée de l'accord début 2018, ayant trouvé des gisements modestes, bien qu'au moment de son investissement initial, cinq ans plus tôt, elle ait été saluée comme « la première entreprise chinoise autorisée à chercher du pétrole en Arctique, une étape décisive pour l'exploration énergétique outre-mer de la deuxième plus grande économie du monde²⁶⁸ ». L'investissement de Sinopec dans Talisman en 2012, parmi les premiers chinois dans la région, s'est finalement terminé par un arbitrage, Sinopec affirmant des années plus tard qu'elle avait surpayé son investissement de 1,5 milliard de dollars en 2012 et demandait 5,5 milliards de dollars de compensation²⁶⁹. L'investissement de près d'un milliard de dollars de la Chine dans l'énergie albertaine en 2010 a été réduit à un dixième de sa valeur, bien que les observateurs du secteur suggèrent que le mauvais calendrier du marché en est la cause²⁷⁰. Un accord de 2016 pour que le groupe chinois Sunshine Kaidi New Energy Group investisse dans une usine de biodiesel en Finlande a également été mis en suspens en raison des problèmes financiers de Sunshine Kaidi²⁷¹. Et les suggestions selon lesquelles la Chine doit investir 40 milliards de dollars dans le GNL de l'Alaska semblent également avoir peu de chances de se réaliser²⁷².

Deuxièmement, en ce qui concerne le secteur minier, la Chine a parfois connu des résultats mitigés. L'un des premiers investissements de la Chine dans les matières premières canadiennes, une mine de zinc dans le Yukon acquise par le groupe chinois Jinduicheng Molybdenum (JDC), s'est terminé de manière désastreuse. La mine a perdu 100 millions de dollars en un an et a demandé la protection des créanciers, qui n'ont reçu en gros que 11 cents pour chaque dollar qui leur était dû, malgré les ressources abondantes de JDC. En outre, JDC a fondamentalement refusé de nettoyer la mine fermée, laissant derrière elle une catastrophe environnementale dont le nettoyage coûtera plus de 35 millions de dollars. La société a été jugée « coupable de cinq chefs d'accusation liés à la violation des conditions » de sa licence d'exploitation minière et pour « non-respect des directives d'un inspecteur concernant la remise en état du site »²⁷³. Un chroniqueur du Yukon News a insisté pour attirer l'attention sur ce problème : « Il est difficile d'imaginer une grande multinationale minière américaine ou européenne risquer de nuire à sa réputation en laissant une de ses filiales laisser de gros dégâts environnementaux non résolus à la une des journaux²⁷⁴. » D'autres mines ont également rencontré des difficultés, les investissements de Wuhan Iron and Steel Co. (WISCO) dans le fer faisant défaut²⁷⁵. Des représentants chinois du China Mining Council se sont plaints auprès du Canada au sujet de leurs investissements miniers, arguant, pour reprendre les termes de l'ambassadeur canadien avec lequel ils se sont entretenus, que « les provinces [canadiennes] n'ont pas dévoilé le tableau complet de l'environnement minier, à savoir les risques et les défis, et que cela a conduit à des décisions mal informées... la partie canadienne [aurait dû] être plus exhaustive et plus transparente lorsqu'elle a présenté l'environnement minier de diverses régions du Canada. Les obstacles auraient dû être signalés plus clairement²⁷⁶ ». Les entreprises chinoises se sont plaintes de ne pas pouvoir faire venir des travailleurs chinois au Canada et de devoir faire appel à la main-d'œuvre canadienne. Les investissements de la Chine au Groenland sont plus récents et un peu moins problématiques. Malgré cela, l'un des principaux investissements de la Chine au Groenland, soit l'acquisition par General Nice Group du gisement de fer d'Isua, est bloqué depuis des années, General Nice Group rencontrant des difficultés juridiques et financières en Chine à cause de la chute des prix du fer.

Tableau 4 : Projets chinois énergétiques et infrastructurels en Arctique

Projet	Type	Période	Financier/ partenaire chinois	Valeur en USD	Destinataire	Statut
Acquisition de Yukon Zinc par Jinduicheng Molybdenum Group (JDC)	Acquisition	2008	Jinduicheng Molybdenum Group	Inconnue	Canada	Échec (catastrophe environnementale)
Jilin Jien Nickel Industry Company acquiert Canadian Royalties Inc. pour l'extraction du nickel	Acquisition	2010-2011	Jilin Jien Nickel Industry Company	800 millions de dollars	Canada	En cours
Projet de pétrole lourd dans le nord de l'Alberta (Peace River Oil Partnership, PROP)	Exploration énergétique	2010 - présent	China Investment Corp	817 millions de dollars	Canada	Échec
Wuhan Iron and Steel Co. (WISCO) a acquis la mine de fer du lac Otneluk	Acquisition	2012	WISCO	140 millions de dollars	Canada	Échec (en défaut)
Participation de Talisman en mer du Nord	Acquisition	2012	Sinopec	1,5 milliard de dollars	Canada	Échec (arbitrage)
Vente de Nexen	Acquisition	2013	CNOOC	15,1 milliards de dollars	Canada	En cours
Accord de coopération stratégique COOEC-Kværner	Développement commercial mondial	2013	COOEC	Inconnue	Norvège	En cours
Contrats entre CNPC et Rosneft pour l'exploration des mers arctiques	Exploration énergétique	2013	CNPC	S/O	Russie	En cours
L'Islande accorde à la Chine sa première licence d'exploration pétrolière en Arctique	Exploration énergétique	2013 - 2018	CNOOC	S/O	Islande	Échec (retrait)

Projet	Type	Période	Financier/ partenaire chinois	Valeur en USD	Destinataire	Statut
Sichuan Road and Bridge Group construit le pont Halogaland, le deuxième plus grand pont de Norvège et le plus long du cercle arctique	Infrastructure	2013 - 2018	Sichuan Road and Bridge Group	Inconnue	Norvège	Terminé
Projet GNL de Yamal	Exploration énergétique	2013 - présent	Export-Import Bank of China et China Development Bank	12 milliards de dollars	Russie	En cours
Gazprom signe un accord pour livrer du gaz russe à la Chine	Exploration énergétique	2014 - présent	CNPC	400 milliards de dollars	Russie	En cours
Investissements dans le projet de terres rares de Kvanefjeld	Exploration énergétique	2014	China Nonferrous Metal Industry (CNMI)	Inconnue	Groenland	En cours
Gisement de minerais de fer d'Isua	Acquisition	2015	General Nice Group	2 milliards de dollars	Groenland	Échec (bloqué)
Le Groenland entame des discussions avec Sinohydro, China State Construction Engineering, China Harbour Engineering quant à la construction d'aéroports, de ports et au développement d'infrastructures	Infrastructure	2015	Inconnue	À déterminer	Groenland	À déterminer
Offres d'achat d'une base navale abandonnée à Gronnedal	Infrastructure	2016	General Nice Group	S/O	Groenland	Échec
Achat d'un huitième du capital de Greenland Mineral and Energy	Acquisition	2016	Shenghe Resources	Inconnue	Groenland	En cours

Projet	Type	Période	Financier/ partenaire chinois	Valeur en USD	Destinataire	Statut
Usine de biodiesel en Finlande	Infrastructure	2016	Sunshine-Kaidi New Energy Group	1,1 milliard de dollars	Finlande	À déterminer
Projet de GNL en Alaska	Infrastructure	2017	Inconnue	Inconnue	États-Unis	Échec
Ironbark (Australie) exprime son intérêt pour une collaboration avec China Nonferrous Metal Mining Group en vue de construire et financer la mine de fer et de zinc de Citronen Fjord, au Groenland	Exploration énergétique	2017 - présent	China Nonferrous Metal Mining Group	À déterminer	Groenland	En cours
China Railway International Group, China Railway Engineering Company et China Communications Construction Company construisent un tunnel Helsinki-Tallinn	Infrastructure	2018 - présent	Inconnue	À déterminer	Finlande	Retardé
China Communications Construction Company (CCCC) soumet une offre pour la construction d'aéroports au Groenland	Infrastructure	2018	CCCC	Inconnue	Groenland	Échec
CGN acquiert 75 % du parc éolien suédois auprès de l'institution financière australienne Macquarie Group et de GE Energy Financial Services	Acquisition	2018	CGN	Inconnue	Suède	À déterminer

Projet	Type	Période	Financier/ partenaire chinois	Valeur en USD	Destinataire	Statut
Equinor signe un accord préliminaire avec CNPC	Exploration énergétique	2018	CNPC	S/O	Norvège	En cours
Equinor et China Power International Holding (CPIH) signent un protocole d'accord sur la coopération éolienne en mer en Europe et en Chine	Exploration énergétique	2019	China Power International Holding (CPIH)	S/O	Norvège	En cours
China National Chemical Engineering et NNK conviennent de coopérer au développement des infrastructures du site pétrolier de Payakha	Exploration énergétique	2019	CNCE	Inconnue	Russie	En cours
Gazoduc de la route orientale Chine-Russie	Exploration énergétique	2019 - présent	À déterminer	À déterminer	Russie	En cours

Sources : Anchorage Daily News, Anne-Marie Brady, CBC News, China Daily, China Dialogue Ocean, Clingendael, CNN, Jamestown Foundation, Kaidi, Kværner, NPR, Nunatsiaq News, Offshore Energy, Over the Circle, Reuters, Xinhua, Yicai Global et Yukon Zinc Corp²⁷⁷

IX. Conclusion

Les politiques arctiques mises en avant dans les déclarations officielles et les discours internes de la Chine traduisent clairement le souhait du PCC de voir la Chine devenir une « grande puissance polaire » qui aura plus d'influence sur les affaires régionales. Accentuant la position de la Chine en tant qu'« État proche de l'Arctique », ces documents destinés à l'extérieur ont constamment souligné l'intention de la Chine de promouvoir le « développement durable de l'Arctique » et de coopérer pour « relever les défis posés par les changements dans la région²⁷⁸ ». Ces sources soulignent également fréquemment les intentions pacifiques de la Chine en tant que « grand pays responsable », une source précisant que la Chine « ne veut pas de tensions... et ne veut pas construire une sphère d'influence dans l'Arctique²⁷⁹ ».

Le discours et les activités internes de la Chine confirment cependant que la Chine considère l'Arctique comme une zone de compétition entre les grandes puissances du système international. Les efforts de la Chine afin de poursuivre l'exploration scientifique, de devenir plus active dans la gouvernance de l'Arctique, de développer des capacités militaires adaptées aux conditions de l'Arctique et d'investir dans des projets d'infrastructures arctiques visent tous à renforcer la position stratégique de Beijing et son « droit de parole » dans la région. Malgré les critiques croissantes des principaux États arctiques, l'intensité grandissante des efforts et des actions coercitives de la Chine montre que Beijing continuera à exploiter ce qu'elle considère comme une opportunité de façonner cette « nouvelle frontière stratégique » à sa guise dans un proche avenir.

À propos des auteurs

Rush Doshi était directeur de la Brookings China Strategy Initiative et membre de la Brookings Foreign Policy. Il a également été boursier du centre Paul Tsai en Chine de la faculté de droit de Yale et membre de la classe inaugurale des boursiers Wilson China. Ses recherches ont porté sur la haute stratégie chinoise ainsi que sur les questions de sécurité dans la région indopacifique. Doshi est l'auteur de *The Long Game: China's Grand Strategy to Displace American Order*, à paraître chez Oxford University Press. Il est actuellement en poste dans l'administration Biden.

Alexis Dale-Huang prépare actuellement une maîtrise d'études asiatiques à la School of Foreign Service de l'université de Georgetown. Elle a travaillé comme assistante de recherche à la Commission d'examen de l'économie et de la sécurité entre les États-Unis et la Chine, comme stagiaire à la Brookings Institution et comme boursière James C. Gaither Junior Fellow pour ses études sur la Chine à la Fondation Carnegie pour la paix internationale.

Gaoqi Zhang est actuellement membre de l'Information Technology Industry Council (ITI) et spécialiste des données au département de l'Instruction publique de Caroline du Nord. Elle a été stagiaire de recherche chez Brookings de l'automne 2019 au printemps 2020, et a obtenu un master en politique publique à l'université de Georgetown.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier le groupe de travail sur l'Initiative stratégique de la Chine, en particulier le coprésident Jacob Helberg, pour son soutien à ce projet, ainsi que Bruce Jones pour avoir revu les versions précédentes du rapport et fourni de précieux commentaires. Ted Reinert a édité ce document, Chris Krupinski a assuré la mise en page et Rachel Slattery a assuré la conception web. Nikhita Salgame a contribué à la construction de la base de données sur le commerce à laquelle ce document se réfère, et Zijin Zhou et Isabella Lu ont également aidé à la recherche initiale. Brookings remercie le Département d'État des États-Unis et l'Institute for War and Peace Reporting d'avoir financé cette recherche.

Ce rapport a été réalisé avant que Rush Doshi et Alexis Dale-Huang n'entrent au service du gouvernement, ne fait appel qu'à des sources ouvertes et ne reflète pas forcément la politique ou la position officielle de quelque organe que ce soit du gouvernement des États-Unis.

La Brookings Institution est une organisation à but non lucratif consacrée à la recherche indépendante et aux solutions politiques. Sa mission est de mener des recherches indépendantes de haute qualité et, sur la base de ces recherches, de formuler des recommandations pratiques et novatrices à l'intention des décideurs politiques et du public. Les conclusions et recommandations de toute publication de Brookings sont uniquement celles de son ou ses auteurs, et ne reflètent pas les opinions de l'institution, de sa direction ou de ses autres chercheurs.

Notes

¹ Pour des exemples, voir « 陈连增副局长主持中国极地考察工作咨询委员会第 13 次会议并讲话 » [Le directeur adjoint Chen Lianzeng a présidé la 13e réunion du Comité consultatif des expéditions polaires chinoises et prononcé un discours], 华夏经纬网[Huaxia], 14 juin 2011, <http://www.huaxia.com/hxhy/hyxw/2011/06/2453010.html>; « 海洋局局长：从极地大国迈向极地强国 » [Directeur du Bureau océanique : d'une puissance polaire à une superpuissance polaire], 中央政府门户网站 [Portail web officiel du gouvernement central chinois], 19 novembre 2014, http://www.gov.cn/xinwen/2014-11/19/content_2780849.htm; et Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power* (Washington DC : Woodrow Wilson Centre Press, 2017), 3.

² Pour un exemple, voir « 合作才能避免失序 » [Coopération pour éviter les catastrophes], 中工网 [Zhonggongwang], 12 mai 2014, <http://world.worker.cn/63/201405/12/140512054028106.shtml>. Ce document a été écrit par Tang Yongsheng, directeur général adjoint de l'Institut de recherche stratégique de l'Université de la Défense nationale.

³ « 本报记者专访中国极地研究中心副主任杨惠根博士我国酝酿环球考察 » [Notre reporter a interviewé le Dr Yang Huigen, directeur adjoint du Centre de recherche polaire de la Chine, Mon pays se prépare à une expédition mondiale], 新闻中心 [Sina], 5 décembre 2005, <http://news.sina.com.cn/s/2005-12-05/00437617786s.shtml>.

⁴ 战略学 (2013 年版) [*La science de la stratégie militaire*] (Beijing : 军事科学出版社 [Military Science Press], 2013), 16, <https://fas.org/nuke/guide/china/sms-2013.pdf>, 74, 105-6.

⁵ 郭培清 [Guo Peiqing], « 郭培清：中国在北极没土地，但有利益 » [Guo Peiqing : La Chine n'a pas de territoire dans l'Arctique, mais elle y a sa part de profits], 环球网 [Huanqiu Wang], 29 avril 2016, <https://opinion.huanqiu.com/article/9CaKrnJV498>; 唐国强 [Tang Guoqiang], « 北极问题与中国的政策 » [Questions arctiques et politiques chinoises], 国际问题研究 [Études internationales] (2013), CNKI : D993.5.

⁶ Pour un exemple, voir 郭云青 [Guo Yunqing], « 探秘中国南极新站选址 » [Exploration du site de la nouvelle station antarctique chinoise], 人民日报 [*Le Quotidien du peuple*], 14 janvier 2013, <http://world.people.com.cn/n/2013/0114/c157278-20186013.html>.

⁷ « Texte intégral : La politique arctique de la Chine », (Beijing : Conseil d'État de la République populaire de Chine, 26 janvier 2018), http://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2018/01/26/content_281476026660336.htm; « 极地未来对中国影响重大 » — 专访中国海洋大学极地问题专家郭培清” [L'avenir des régions polaires aura un impact significatif sur la Chine –Entrevue de Guo Peiqing, expert sur les questions polaires à l'Université océanique de Chine], 上海市科学技术协会 [Shanghai Association for Science & Technology], 10 juillet 2008, <http://sast.gov.cn/view/8013.html>; et 程保志 [Cheng Baozhi], « 试析北极理事会的功能转型与中国的应对策略 » [Transformation fonctionnelle du Conseil de l'Arctique et contre-mesures de la Chine], 国际论坛 [Forum international] 15, no 3 (2013), CNKI : D815.3.

⁸ 孙凯 [Sun Kai] et 武珺欢 [Wu Junhuan], « 北极治理新态势与中国的深度参与战略 » [Nouvelle situation de la gouvernance arctique et stratégie de participation approfondie de la Chine] 国际展望 [Revue mondiale], no 6 (2015) : 75,

<http://www.siis.org.cn/shgjw201512107417/UploadFiles/file/20161223/201506007%E5%AD%99%E5%87%AF.pdf>.

⁹ « Texte intégral : La politique arctique de la Chine », Conseil d'État de la République populaire de Chine. Voir aussi 杨剑 [Yang Jian] et 郑英琴 [Zheng Yingqin], « ‘人类命运共同体’ 思想与新疆域的国际治理 » [L'idée de « communauté pour l'avenir commun de l'humanité » et de gouvernance internationale des nouvelles frontières], 上海国际问题研究院 [Instituts d'études internationales de Shanghai], 10 octobre 2017, <http://www.siis.org.cn/Research/Info/4256>.

¹⁰ Données 2019 de la base de données des Nations Unies sur le commerce commun, <https://comtrade.un.org/>.

¹¹ « 尹卓：美国海上霸权威胁中国安全 » [Yin Zhuo : L'hégémonie maritime américaine menace la sécurité de la Chine], 中国网 [China Internet information Center], 8 mars 2010, http://www.china.com.cn/fangtan/zhuanti/2010lianghui/2010-03/08/content_19556085.htm.

¹² 唐国强 [Tang Guoqiang], « 北极问题与中国的政策 » [Questions arctiques et politiques chinoises], 中国国际问题研究院 [Institut chinois d'études internationales].

¹³ Linda Jakobson et Jingchao Peng, « Les aspirations arctiques de la Chine » (Stockholm : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, novembre 2012), 1, <https://www.sipri.org/publications/2012/sipri-policy-papers/chinas-arctic-aspirations>.

¹⁴ Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*, 184.

¹⁵ 海洋局局长：从极地大国迈向极地强国 [Directeur du Bureau océanique : D'une puissance polaire à une superpuissance polaire], 中央政府门户网站 [Portail web officiel du gouvernement central chinois].

¹⁶ Ibid.

- ¹⁷ Voir le site web du 中国极地研究中心 [Institut de recherche polaire de Chine], <https://www.pric.org.cn/detail/sub.aspx?c=29>. Voir aussi Anne-Marie Brady, « L'essor de la Chine en Antarctique? », *Asian Survey* 50, no 4 (2010) : 759-785, <https://doi.org/10.1525/as.2010.50.4.759>. l'Institut de recherche polaire (PRIC) [中国基地研究所] est devenu le Centre de recherche polaire [中国基地研究中心]. Selon Anne-Marie Brady, « Le choix du nom était significatif, démontrant que la Chine n'était pas seulement intéressée par les recherches scientifiques sur l'Antarctique, mais qu'elle allait désormais élargir ses recherches à l'Arctique. »
- ¹⁸ Voir le site web du 中国极地研究中心 [Institut de recherche polaire de Chine], <https://www.pric.org.cn/detail/sub.aspx?c=29>. Anne-Marie Brady écrit également : « L'Institut de recherche polaire a trois tâches principales : (1) superviser les recherches polaires de la Chine; (2) organiser les expéditions polaires de la Chine et (3) organiser la logistique des expéditions, qui comprend la gestion des bases polaires de la Chine et la maintenance du brise-glace chinois, Xuelong (Dragon de glace). » Voir Anne-Marie Brady, « L'essor de la Chine en Antarctique? »
- ¹⁹ Anne-Marie Brady, « L'essor de la Chine en Antarctique? ».
- ²⁰ Voir l'Institut de recherche polaire de Chine, le Centre de recherche Chine-Arctique nordique, <https://www.cnarc.info/members/21-polar-research-institute-of-china>.
- ²¹ Anne-Marie Brady, « L'essor de la Chine en Antarctique? »
- ²² Ibid.
- ²³ Linda Jakobson et Jingchao Peng, « Les aspirations arctiques de la Chine », 5.
- ²⁴ « 《中国的北极政策》白皮书(全文) » [Livre blanc sur la politique arctique de la Chine (texte intégral)], (Beijing : 中华人民共和国国务院新闻办公室 [Bureau d'information du Conseil d'État de la République populaire de Chine], 26 janvier 2018, <http://www.scio.gov.cn/zfbps/ndhf/37884/Document/1618193/1618193.htm>).
- ²⁵ Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*, 3.
- ²⁶ « 陈连增副局长主持中国极地考察工作咨询委员会第 13 次会议并讲话 » [Le directeur adjoint Chen Lianzeng a présidé la 13e réunion du Comité consultatif des expéditions polaires chinoises et prononcé un discours].
- ²⁷ Hu Jintao, « Marcher résolument sur la voie du socialisme avec les caractéristiques chinoises et s'efforcer d'achever la construction d'une société modérément prospère à tous égards » (discours, Beijing, 27 novembre 2012), http://www.china-embassy.org/eng/zt/18th_CPC_National_Congress_Eng/t992917.htm.
- ²⁸ Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*, 3.
- ²⁹ « 海洋局局长：从极地大国迈向极地强国 » [Directeur du Bureau océanique : D'une puissance polaire à une superpuissance polaire], 中央政府门户网站 [Portail web officiel du gouvernement central chinois].
- ³⁰ Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*, 3.
- ³¹ « 二论深入学习贯彻习近平主席重要讲话精神 » [Deuxième discussion sur l'étude approfondie et la mise en œuvre de l'esprit du discours important du président Xi Jinping], 中国海洋报 [China Ocean News], 25 novembre 2014, <https://web.archive.org/web/20191213230323/http://www.oceanol.com/redian/shiping/2014-11-25/38013.html>.
- ³² Ibid.
- ³³ Ibid.
- ³⁴ Ibid.
- ³⁵ Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*, 3.
- ³⁶ « 海洋局局长：学习贯彻习近平主席重要指示精神 » [Directeur du Bureau de l'océanographie : Étudier et mettre en œuvre l'esprit des directives importantes du président Xi Jinping], 中华人民共和国中央人民政府 [Gouvernement de la Chine], 20 novembre 2014, http://www.gov.cn/xinwen/2014-11/20/content_2781032.htm.
- ³⁷ Ibid.
- ³⁸ « 海洋局局长：从极地大国迈向极地强国 » [Directeur du Bureau océanique : D'une puissance polaire à une superpuissance polaire], 中央政府门户网站 [Portail web officiel du gouvernement central chinois].
- ³⁹ Pour un exemple, voir « 合作才能避免失序 » [Coopération pour éviter les catastrophes], 中工网 [Zhonggongwang].
- ⁴⁰ « 习近平出席'共商共筑人类命运共同体'高级别会议并发表主旨演讲 » [Xi Jinping participe à la réunion de haut niveau « Consultation et construction d'une communauté pour l'avenir commun de l'humanité » et fait un discours clé], 新华网 [Xinhua], 19 janvier 2017, http://www.xinhuanet.com/world/2017-01/19/c_1120340049.htm.
- ⁴¹ 毛磊 [Mao Lei] et 张洋 [Zhang Yang], « 国家安全法草案进入三审 » [Le projet de loi sur la sécurité nationale fait l'objet d'un troisième tour de scrutin], 全国人民代表大会 [Congrès national du peuple de la République populaire de Chine], 25 juin 2015, http://www.npc.gov.cn/zgrdw/npc/xinwen/lfgz/2015-06/25/content_1939399.htm; Heljar Havnes et Johan Martin Seland, « L'importance croissante de la sécurité dans la politique arctique de la Chine », *The Arctic Institute*, 16 juillet 2019, <https://www.thearcticinstitute.org/increasing-security-focus-china-arctic-policy/>.
- ⁴² « La loi chinoise élargit la sécurité nationale pour inclure Internet, l'espace, les « menaces » intérieures », *Radio Free Asia*, 1er juillet 2015, <https://www.rfa.org/english/news/china/law-broadens-national-security-to-include-internet-space-domestic-threats-07012015103159.html/>.

- 43 « 《北极地区发展报告（2014）》在中国海洋大学发布 » [Rapport sur le développement de la région arctique (2014), publié à l'Université océanique de Chine], 北极与海洋门户 [Polar and Ocean Portal], 7 septembre 2015, <http://www.polaroceanportal.com/article/429>; 郭培清 [Guo Peiqing], « 北极是中国战略新疆域 外国对华恶意解读减少 » [Un regard plus attentif sur l'Arctique, la nouvelle frontière stratégique de la Chine], 环球网 [Huanqiu Wang], 18 septembre 2015, <https://mil.huanqiu.com/article/9CaKrnJPxPJ>.
- 44 « 13e plan quinquennal de développement économique et social de la République populaire de Chine (2016-2020) » (Beijing : Comité central du Parti communiste chinois, 2016), 150, https://en.ndrc.gov.cn/policyrelease_8233/201612/P020191101482242850325.pdf. Voir aussi Heljar Havnes et Johan Martin Seland, « L'importance croissante de la sécurité dans la politique arctique de la Chine ».
- 45 Laura Zhou, « Lentement mais sûrement, la Chine se fait une place en Arctique », *South China Morning Post*, 15 octobre 2017, <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy-defense/article/2115409/chinese-ships-arctic-voyage-marks-progress-ice-silk>.
- 46 M. Taylor Fravel, « Changement d'approche de la Chine en matière de stratégie militaire : La science de la stratégie militaire de 2001 à 2013 » (SSRN, 4 mai 2016), https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2774761.
- 47 Ibid.
- 48 战略学 (2013 年版) [La science de la stratégie militaire] (Beijing : 军事科学出版社 [Military Science Press], 2013), 16.
- 49 Ibid., 74.
- 50 Ibid., 105-6.
- 51 Ibid.
- 52 Ibid., 243.
- 53 唐国强 [Tang Guoqiang], « 北极问题与中国的政策 » [Questions arctiques et politiques chinoises], 中国国际问题研究院 [Institut chinois d'études internationales].
- 54 Ibid.
- 55 Ibid.
- 56 郭培清 [Guo Peiqing], « 郭培清：中国在北极没土地，但有利益 » [Guo Peiqing : La Chine n'a pas de territoire dans l'Arctique, mais elle y a sa part de profits].
- 57 李振福 [Li Zhenfu], « 地缘政治理论演变与北极航线地缘政治理论假设 » [Évolution de la géopolitique et hypothèses géopolitiques de la route arctique], 世界地理研究 [World Regional Studies] 19, no 1 (2010), CNKI : K901.4.
- 58 刘扬 [Liu Yang], « 专家给中国北极战略提建议：可利用我遥感技术优势 » [Des experts donnent leur avis sur la stratégie arctique de la Chine : Tirer profit de notre technologie de censure à distance], 环球网 [Huanqiu Wang], 25 septembre 2017, <https://mil.huanqiu.com/article/9CaKrnK5kOP>.
- 59 杨志荣 [Yang Zhirong], « 北极航道全年开通后世界地缘战略格局的变化研究 » [Recherche sur l'évolution des schémas géostratégiques mondiaux après l'ouverture de la voie navigable arctique], 国防科技 [Science et technologie de la Défense nationale] 15, no 2 (2015) : 7-11, CNKI : E255.
- 60 Michael R. Pompeo, « Regard sur le Nord : Aiguiser la vision sur l'Arctique de l'Amérique » (discours, Rovaniemi, Finlande, 6 mai 2019), <https://2017-2021.state.gov/looking-north-sharpening-americas-arctic-focus/index.html>; « 2019 年 5 月 7 日外交部发言人耿爽主持例行记者会 » [Conférence de presse régulière du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Geng Shuang, du 7 mai 2019], 中华人民共和国外交部 [Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine], 7 mai 2019, https://www.fmprc.gov.cn/web/fyrbt_673021/t1661382.shtml.
- 61 陈子楠 [Chen Zinan], « 蓬佩奥指责中国北极活动的三点谬误 » [Pompeo a accusé la Chine de trois tromperies dans les activités arctiques], China-US Focus, 20 mai 2019, <http://cn.chinausfocus.com/m/show.php?id=39685>.
- 62 胡欣 [Hu Xin], « 美国又在散布北极 ‘中国威胁论’ » [Les États-Unis propagent la « théorie de la menace chinoise » en Arctique], 世界知识 [Affaires mondiales], novembre 2019, CNKI : D822.371.2.
- 63 赵振宇 [Zhao Zhenyu], « 加速进军北极军事动作频频，美国调整北极战略有何企图 » [Accélérer la marche vers l'Arctique : Mouvements militaires fréquents, Comment les États-Unis vont-ils tenter d'ajuster leur stratégie arctique], 澎湃 [The Paper], 10 octobre 2019, https://www.thepaper.cn/newsDetail_forward_4633327.
- 64 « 本报记者专访中国极地研究中心副主任杨惠根博士我国酝酿环球考察 » [Notre reporter a interviewé le Dr Yang Huigen, directeur adjoint du Centre de recherche polaire de la Chine, Mon pays se prépare à une expédition mondiale], 新闻中心 [Sina].
- 65 Ibid.
- 66 Ibid.
- 67 郭云青 [Guo Yunqing], « 探秘中国南极新站选址 » [Exploration du site de la nouvelle station antarctique chinoise].
- 68 郭培清 [Guo Peiqing], « 郭培清：中国在北极没土地，但有利益 » [Guo Peiqing : La Chine n'a pas de territoire dans l'Arctique, mais elle y a sa part de profits].
- 69 « 不断提升南极科考综合能力 » [Améliorer en permanence l'exhaustivité des études scientifiques de l'Antarctique], 人民日报 [Le Quotidien du peuple], 21 janvier 2017, <http://qh.people.com.cn/n2/2017/0121/c346768-29627017.html>.
- 70 « 陈连增副局长主持中国极地考察工作咨询委员会第 13 次会议并讲话 » [Le directeur adjoint Chen Lianzeng a présidé la 13e réunion du Comité consultatif des expéditions polaires chinoises et prononcé un discours].

⁷¹ Laura Zhou, « Lentement mais sûrement, la Chine se fait une place en Arctique ».

⁷² « 国家海洋局副局长解读《北极考察活动行政许可管理规定》 » [Le directeur adjoint de l'Administration océanique d'État interprète les règlements relatifs à la gestion des licences administratives pour les expéditions en Arctique], 中华人民共和国中央人民政府 [Gouvernement de la Chine], 20 septembre 2017, http://www.gov.cn/zhengce/2017-09/20/content_5226465.htm.

⁷³ Nathan VanderKlippe, « Des scientifiques chinois envisagent un observatoire de recherche dans l'Arctique canadien », *The Globe and Mail*, 18 mars 2015, <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/chinese-scientists-dream-of-arctic-research-outpost-in-the-north/article23527009/>.

⁷⁴ Xi Jinping, « Nouveau concept de la sécurité asiatique pour une avancée de la coopération en matière de sécurité » (discours, Shanghai, 21 mai 2014), https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1159951.shtml.

⁷⁵ Liu Jin, « Le Livre blanc sur l'Arctique et l'évolution de la position de la Chine vis-à-vis de l'Arctique », Institut chinois d'études internationales, 9 juillet 2018, http://www.ciis.org.cn/english/ESEARCHPROJECTS/Articles/202007/t20200715_3590.html.

⁷⁶ « Texte intégral : Politique arctique de la Chine », Conseil d'État de la République populaire de Chine.

⁷⁷ [Transformation fonctionnelle du Conseil de l'Arctique et contre-mesures de la Chine]. Voir aussi Christopher Weidacher Hsiung, « L'émergence d'un partenariat économique sino-russe en Arctique? », *The Arctic Institute*, 19 mai 2020, <https://www.thearcticinstitute.org/emergence-sino-russian-economic-partnership-arctic/>; 钟卉 [Zhong hui], « 中国成北极俱乐部会员 向海权国迈出重要一步 » [La Chine devient membre du Club de l'Arctique], 环球网 [Huanqiu Wang] 16 mai 2013, <https://world.huanqiu.com/article/9CaKrnJAwvc>.

⁷⁸ « 极地未来对中国影响重大 » —专访中国海洋大学极地问题专家郭培清 » [L'avenir des régions polaires aura un impact significatif sur la Chine – Entrevue de Guo Peiqing, expert sur les questions polaires à l'Université océanique de Chine], 上海市科学技术协会 [Shanghai Association for Science & Technology].

⁷⁹ Ibid.

⁸⁰ Ibid.

⁸¹ 郭培清 [Guo Peiqing], « 郭培清：中国在北极没土地，但有利益 » [Guo Peiqing : La Chine n'a pas de territoire dans l'Arctique, mais elle y a sa part de profits].”

⁸² Ibid.

⁸³ Yang Sheng, « Le voyage du président Xi Jinping en Finlande ouvre des opportunités dans l'Arctique », *Global Times*, 30 mars 2017, <http://www.globaltimes.cn/content/1040482.shtml>.

⁸⁴ 杨剑 [Yang Jian] et 郑英琴 [Zheng Yingqin], « 人类命运共同体’思想与新疆域的国际治理 » [L'idée de « communauté pour l'avenir commun de l'humanité » et de gouvernance internationale des nouvelles frontières].

⁸⁵ « 习近平：顺应时代潮流 实现共同发展 » [Xi Jinping : Suivre la tendance de l'époque et parvenir à un progrès commun], 中国共产党新闻网 [Actualités du Parti communiste chinois], 26 juillet 2018, <http://cpc.people.com.cn/n1/2018/0726/c64094-30170246.html>.

⁸⁶ Zhang Yao, « La Route de la soie des glaces donne une nouvelle orientation à la coopération arctique », *Global Times*, 6 avril 2019, <http://www.globaltimes.cn/content/1144755.shtml>.

⁸⁷ « 2018年1月26日外交部发言人华春莹主持例行记者会 » [Conférence de presse régulière de la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Hua Chunying du 26 janvier 2018], 中华人民共和国外交部 [Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine], 26 janvier 2018, https://www.fmprc.gov.cn/web/wjdt_674879/fyrbt_674889/t1529342.shtml.

⁸⁸ Ekaterina Klimenko, « Géopolitique d'un Arctique en pleine mutation » (Stockholm : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, décembre 2019), <https://www.sipri.org/publications/2019/sipri-background-papers/geopolitics-changing-arctic>.

⁸⁹ « H.M. Konungens Tal Vid Innovation Forum Fredagen Den 21 Maj 2010 » [H.M. Discours du roi au Forum de l'innovation du vendredi 21 mai 2010], (discours, Beijing, 21 mai 2010), <https://www.kungahuset.se/kungafamiljen/hmkonungcarlxvigustaf/tal/hmktal2010/hmkonungenstalvidinnovationforumfredagenden21maj2010.5.1fdbficc128b9aa9f4f8000923.html>.

⁹⁰ Jerker Hellström, « Résoudre le casse-tête chinois de la Suède », *Echowall*, 30 juin 2020, <https://www.echo-wall.eu/knowledge-gaps/solving-swedens-china-puzzle>.

⁹¹ Jonathan Barrett et Johan Ahlander, « Exclusif : La société spatiale suédoise met fin à de nouvelles activités aidant la Chine à exploiter des satellites », *Reuters*, 21 septembre 2020, <https://www.reuters.com/article/us-china-space-australia-sweden-exclusiv/exclusive-swedish-space-company-halts-new-business-helping-china-operate-satellites-idUSKCN26C21L>.

⁹² Stephen Chen, « La Chine inaugure sa première station terrestre de satellites à l'étranger en pleine propriété près du pôle Nord », *South China Morning Post*, 16 décembre 2016, <https://www.scmp.com/news/china/policies-politics/article/2055224/china-launches-its-first-fully-owned-overseas-satellite>.

⁹³ Jerker Hellström, « Résoudre le casse-tête chinois de la Suède ».

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Tom Phillips, « Un scénario effrayant : Comment la Chine a enlevé Gui Minhai dans le train du 11.10 pour Pékin », *The Guardian*, 21 février 2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/feb/22/how-china-snatched-gui-minhai-train-beijing-bookseller-hong-kong>.

- ⁹⁶ Un enregistrement est disponible ici : « Kvinna Åtalad för Grovt Förtal – DN Spred Historien under MeToo, Kinas Ambassadör i Intervju, Public Service Debatterar Public Service » [Une femme accusée de diffamation grave – DN a diffusé l'histoire utilisant MeToo, Ambassadeur de Chine en entrevue, Débats de la fonction publique], Sveriges Radio, 30 novembre 2019 <https://sverigesradio.se/sida/avsnitt/1421039?programid=2795>.
- ⁹⁷ « L'ambassadeur Gui Congyou réfute les mensonges des médias suédois sur l'affaire Gui Minhai », Ambassade de la République populaire de Chine en Suède, 14 novembre 2019, <http://www.chinaembassy.se/eng/sgxw/t1715913.htm>.
- ⁹⁸ Ibid.
- ⁹⁹ Ibid.
- ¹⁰⁰ Tobias Andersson Åkerblom, « Kinas Ambassadör till GP: Handelsrestriktioner Ska Införas Mot Sverige » [Ambassadeur de Chine : Des restrictions commerciales seront instaurées contre la Suède], *Göteborgs-Posten*, 5 décembre 2019, <https://www.gp.se/ekonomi/kinas-ambassadör-till-gp-handelsrestriktioner-ska-införas-mot-sverige-1.21197960>.
- ¹⁰¹ Tobias Andersson Åkerblom, « Kinas Ambassadör till GP: Handelsrestriktioner Ska Införas Mot Sverige » [Ambassadeur de Chine : Des restrictions commerciales seront instaurées contre la Suède].
- ¹⁰² « La Suède doit assumer les conséquences des graves troubles actuels des relations Chine-Suède : Envoyé chinois », *Global Times*, 20 décembre 2019, <https://www.globaltimes.cn/content/1174205.shtml>.
- ¹⁰³ « L'ambassadeur Gui Congyou donne une entrevue à SVT sur le rôle des médias et la présentation de la Chine par la presse suédoise », Ambassade de la République populaire de Chine en Suède, 17 janvier 2020, <http://www.chinaembassy.se/eng/sgxw/t1733543.htm>.
- ¹⁰⁴ Iliana Magra et Chris Buckley, « La Suède accuse l'ex-ambassadeur de Chine de réunions secrètes », *The New York Times*, 9 décembre 2019, <https://www.nytimes.com/2019/12/09/world/europe/sweden-ambassador-china.html>.
- ¹⁰⁵ Keegan Elmer, « L'agence de défense suédoise met en garde contre une station satellite susceptible de servir l'armée chinoise », *South China Morning Post*, 14 janvier 2019, <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/2182026/swedish-defense-agency-warns-satellite-station-could-be-serving>.
- ¹⁰⁶ Jonathan Barrett et Johan Ahlander, « Exclusif : La société spatiale suédoise met fin à de nouvelles activités aidant la Chine à exploiter des satellites ».
- ¹⁰⁷ « L'action en justice de Huawei contre l'interdiction de la 5G en Suède est un geste vital pour contrer la manipulation politique en Europe : Analystes », *Global Times*, 7 novembre 2020, <https://www.globaltimes.cn/content/1206030.shtml>.
- ¹⁰⁸ Bloomberg, « La Chine avertit que les entreprises suédoises pourraient pâtir du bannissement de Huawei », *South China Morning Post*, 21 octobre 2020, <https://www.scmp.com/tech/big-tech/article/3106519/china-warns-swedish-companies-could-suffer-huawei-ban>.
- ¹⁰⁹ Ma Jihua, « La Suède devrait cesser de harceler les entreprises chinoises sous prétexte de sécurité », *Global Times*, 3 novembre 2020, <https://www.globaltimes.cn/content/1205611.shtml>.
- ¹¹⁰ Jojje Olsson, « La Chine tente de mettre la Suède sur la touche », *The Diplomat*, 30 décembre 2019, <https://thediplomat.com/2019/12/china-tries-to-put-sweden-on-ice/>.
- ¹¹¹ Kristin Huang et Liu Zhen, « Laissons la querelle du prix Nobel derrière nous : Retour sur les liens entre la Chine et la Norvège », *South China Morning Post*, 20 décembre 2016, <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy-defense/article/2055980/lets-put-nobel-spat-behind-us-look-back-china-and>.
- ¹¹² Agence France-Presse, « Le gouvernement norvégien a tenté de dissuader le comité d'attribuer le prix Nobel de la paix au dissident chinois Liu Xiaobo, selon un représentant officiel », *South China Morning Post*, 17 septembre 2015, <https://www.scmp.com/news/china/policies-politics/article/1859030/norways-government-tried-dissuade-committee-awarding>.
- ¹¹³ « La Norvège réalise le respect mutuel six ans plus tard », *Global Times*, 20 décembre 2016, <https://www.globaltimes.cn/content/1024603.shtml>.
- ¹¹⁴ Jamil Anderlini et Clare MacCarthy, « La Chine snobe la Norvège par sa réforme des visas », *Financial Times*, 6 décembre 2012, <https://www.ft.com/content/7aa84f82-3f6a-11e2-boce-00144feabdco>.
- ¹¹⁵ « Le Royaume-Uni et la Norvège paient le prix de l'arrogance », *Global Times*, 15 juin 2012, <https://www.globaltimes.cn/content/715085.shtml>.
- ¹¹⁶ Kristin Huang et Liu Zhen, « Laissons la querelle du prix Nobel derrière nous ».
- ¹¹⁷ Sarah Karacs, « La Norvège à court d'options pour tenter d'améliorer ses relations avec la Chine », *South China Morning Post*, 29 septembre 2014, <https://www.scmp.com/news/world/article/1604014/norway-running-short-options-it-tries-improve-ties-china>.
- ¹¹⁸ Benjamin Carlson, « La Chine fait la sourde oreille à la Norvège », *The World*, 24 juin 2012, <https://www.pri.org/stories/2012-06-24/china-gives-norway-cold-shoulder>.
- ¹¹⁹ « La Norvège réalise le respect mutuel six ans plus tard », *Global Times*.
- ¹²⁰ Jichang Lulu a couvert cet investissement en détail en 2013. Son compte est disponible ici : Jichang Lulu, « Huang Nubo : La saga d'un magnat de l'industrie », Tumblr, 2 mars 2013, <https://jichanglulu.tumblr.com/ Huang-nubotycoons-saga>.
- ¹²¹ Andrew Higgins, « Du golf aux confins de l'Arctique? Un projet chinois déconcerte l'Islande », *The New York Times*, 22 mars 2013, <https://www.nytimes.com/2013/03/23/world/europe/iceland-baffled-by-chinese-plan-for-golf-resort.html>.

- ¹²² Olivier Truc, « Kirkenes, Norvège. En attendant les cargos chinois » [Kirkenes, Norvège. En attendant les cargos chinois], *Le Monde*, 5 août 2013, https://www.lemonde.fr/planete/visuel/2013/08/05/en-islande-l-argent-chinois-transforme-le-grand-nord_3457506_3244.html.
- ¹²³ Ibid.; « Une échappatoire possible pour Huang Nubo », *The Reykjavik Grapevine*, 26 janvier 2012, <https://grapevine.is/news/2012/01/26/loophole-found-for-huang-nubo/>.
- ¹²⁴ Olivier Truc, « Kirkenes, Norvège. En attendant les cargos chinois » [Kirkenes, Norvège. En attendant les cargos chinois].
- ¹²⁵ « Un magnat de l'immobilier s'exprime sur la débâcle de l'Islande », *The Wall Street Journal*, 29 décembre 2011, <https://www.wsj.com/articles/BL-CJB-14901>.
- ¹²⁶ Ibid.
- ¹²⁷ Leslie Hook et Clare MacCarthy, « L'offre d'un magnat chinois en Islande compromise », *Financial Times*, 6 décembre 2012, <https://www.ft.com/content/1782d2f0-4015-11e2-9f71-00144feabdc0>.
- ¹²⁸ « Un magnat de l'immobilier s'exprime sur la débâcle de l'Islande », *The Wall Street Journal*.
- ¹²⁹ MEI Jia, « Zhongkun promet de se battre pour le projet en Islande », *China Daily*, 5 décembre 2012, https://www.chinadaily.com.cn/china/2012-12/05/content_15985913.htm.
- ¹³⁰ Ibid.; Olivier Truc, « Kirkenes, Norvège. En attendant les cargos chinois » [Kirkenes, Norvège. En attendant les cargos chinois].
- ¹³¹ Dorothee Thiesing et Jill Lawless, « Les ambitions arctiques de la Chine prennent forme dans une vallée reculée d'Islande », *Phys.Org*, 16 novembre 2016, <https://phys.org/news/2016-11-china-arctic-ambitions-remote-iceland.html>.
- ¹³² Olivier Truc, « Kirkenes, Norvège. En attendant les cargos chinois » [Kirkenes, Norvège. En attendant les cargos chinois].
- ¹³³ Melody Schreiber, « Un nouvel observatoire des sciences arctiques Chine-Islande élargit déjà son horizon », *Arctic Today*, 31 octobre 2018, <https://www.arctictoday.com/new-china-iceland-arctic-science-observatory-already-expanding-focus/>.
- ¹³⁴ Ibid.
- ¹³⁵ Ibid.
- ¹³⁶ Toutes les données proviennent de la base de données des Nations Unies sur le commerce commun, qui recueille et normalise les données de plus de 170 pays/zones déclarants sur les statistiques commerciales annuelles. Base de données des Nations Unies sur le commerce commun, <https://comtrade.un.org/>.
- ¹³⁷ Ibid.
- ¹³⁸ Ibid.
- ¹³⁹ Ibid.
- ¹⁴⁰ Ibid.
- ¹⁴¹ « 驻冰岛大使金智健在冰岛《晨报》发表署名文章《中国是促进北极发展的重要力量》 » [L'Ambassadeur Jin Zhijian en Islande a publié un article signé intitulé « La Chine est une force importante pour le développement de l'Arctique » dans le Morning Post d'Islande], 中华人民共和国驻冰岛共和国大使馆 [Ambassade de la République populaire de Chine en République d'Islande], 15 octobre 2019, <http://is.china-embassy.org/chn/zbjx/gjhz/t1708048.htm>.
- ¹⁴² Liu Jin, « Le Livre blanc sur l'Arctique et l'évolution de la position de la Chine vis-à-vis de l'Arctique »; « Texte intégral : La politique arctique de la Chine », Conseil d'État de la République populaire de Chine; Su Ping et Marc Lanteigne, « Le développement des politiques arctiques de la Chine : Mythes et idées fausses », *Journal of China and International relations* 3, no 1 (2015) : 17–18, <https://journals.aau.dk/index.php/jcir/article/view/1144>.
- ¹⁴³ 陈子楠 [Chen Zinan], « 蓬佩奥指责中国北极活动的三点谬误 » [Pompeo a accusé la Chine de trois tromperies dans ses activités arctiques].
- ¹⁴⁴ Liu Jin, « Le Livre blanc sur l'Arctique et l'évolution de la position de la Chine vis-à-vis de l'Arctique ».
- ¹⁴⁵ Liu Jin, « Le Livre blanc sur l'Arctique et l'évolution de la position de la Chine vis-à-vis de l'Arctique »; Kai Sun, « Au-delà du dragon et du panda : Comprendre la présence de la Chine en Arctique », *Asia Policy* 18 (2014) : 46–51, <https://www.nbr.org/publication/beyond-the-dragon-and-the-panda-understanding-chinas-engagement-in-the-arctic/>.
- ¹⁴⁶ Marc Lanteigne, « Les stratégies émergentes de la Chine en Arctique : Économie et institutions » (Reykjavik : Centre d'études sur les politiques arctiques, Institut des affaires internationales, Université d'Islande, 2014), 36, <https://ams.hi.is/en/publication/20/>.
- ¹⁴⁷ 程保志 [Cheng Baozhi], « 试析北极理事会的功能转型与中国的应对策略 » [Transformation fonctionnelle du Conseil de l'Arctique et contre-mesures de la Chine]; Matthew Willis et Duncan Degager, « Comment nous avons appris à ne plus nous soucier des ambitions de la Chine en Arctique : Comprendre l'admission de la Chine au Conseil de l'Arctique », *The Arctic Institute*, 22 septembre 2014, <https://www.thearcticinstitute.org/china-arctic-ambitions-arctic-council/>. Voir aussi Christopher Weidacher Hsiung, « L'émergence d'un partenariat économique sino-russe en Arctique? »; 钟卉 [Zhong hui], « 中国成北极俱乐部会员 向海权国迈出重要一步 » [La Chine devient membre du Club arctique]. Pour plus d'informations sur les relations sino-russes et l'Arctique, voir Christopher Woody, « Le premier brise-glace chinois fabriqué en Chine se dirige vers l'Arctique alors que Trump veut 10 brise-glaces de plus d'un

« certain endroit », Business Insider (Inde), 23 juillet 2020, <https://www.businessinsider.in/thelife/news/chinas-first-homemade-icebreaker-heads-to-the-arctic-as-trump-looks-for-10-more-of-them-from-a-certain-place/articleshow/77117856.cms>.

¹⁴⁸ Marc Lanteigne, « Les stratégies émergentes de la Chine en Arctique : Économie et institutions », 38.

¹⁴⁹ Voir « Visite de He Guoqiang en Islande », Ambassade de la République populaire de Chine en Islande, 11 juin 2010, <http://is.china-embassy.org/eng/zbqx/t708647.htm>.

¹⁵⁰ « Le président de l'Islande rencontre un haut responsable du PCC », *Global Times*, 16 septembre 2010, <http://www.globaltimes.cn/content/573640.shtml>.

¹⁵¹ Marc Lanteigne, « Êtes-vous entré dans les entrepôts de neige? » La Chine en tant qu'entrepreneur de normes en Arctique », *Polar Record* 53, no 2 (2017): 117–30, <https://doi.org/10.1017/S0032247416000759>.

¹⁵² David Jolly, « L'Islande et la Chine concluent un accord de libre-échange », *The New York Times*, 15 avril 2013, <https://www.nytimes.com/2013/04/16/business/global/16iht-iceland16.html>.

¹⁵³ « 外交部发言人洪磊就北极理事会接受中国为观察员事答记者问 » [Remarques du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hong Lei, sur l'acceptation de la Chine en tant qu'observateur par le Conseil de l'Arctique], 中华人民共和国外交部 [Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine], 15 mai 2013, https://www.fmprc.gov.cn/web/wjdt_674879/fyrbt_674889/t1040556.shtml.

¹⁵⁴ 刘仲华 [Liu Zhonghua] et 商璐 [Shang lu], « 中国成为北极理事会正式观察员 » [La Chine devient observateur officiel au Conseil de l'Arctique], 人民日报 [*Le Quotidien du peuple*], 16 mai 2013, <http://cpc.people.com.cn/n/2013/0516/c83083-21501270.html>.

¹⁵⁵ 孙凯 [Sun Kai] et 武珺欢 [Wu Junhuan], « 北极治理新常态与中国的深度参与战略 » [Nouvelle situation de la gouvernance arctique et stratégie de participation approfondie de la Chine].

¹⁵⁶ 郭培清 [Guo Peiqing], « 北极是中国战略新疆域 外国对华恶意解读减少 » [Un regard plus attentif sur l'Arctique, la nouvelle frontière stratégique de la Chine].

¹⁵⁷ « 第八届中俄北极论坛'在俄罗斯萨哈(雅库特)共和国举办 » [Le 8e forum sino-russe sur l'Arctique s'est tenu en République de Sakha (Yakoutie), Russie], 中国海洋发展研究中心 [Centre de recherche sur le développement océanique de la Chine], 13 octobre 2019, <https://aoc.ouc.edu.cn/2019/1013/c9829a271296/pagem.htm>.

¹⁵⁸ Voir « Contexte », Centre de recherche Chine-Arctique nordique, <https://www.cnarc.info/organization>.

¹⁵⁹ Marc Lanteigne, « Identité et relations dans la diplomatie arctique de la Chine », The Arctic Institute, 28 avril 2020, <https://www.thearcticinstitute.org/identity-relationship-building-china-arctic-diplomacy/>.

¹⁶⁰ Nous remercions un réviseur anonyme de nous avoir signalé ce développement.

¹⁶¹ « Texte intégral : Politique arctique de la Chine », Conseil d'État de la République populaire de Chine. Voir aussi « 韩媒：韩国外交部主办的第四轮中日韩北极事务高级别对话在韩举行 » [Médias coréens : Le quatrième cycle de discussion Chine-Japon-Corée sur les affaires arctiques, organisé par le ministère sud-coréen des Affaires étrangères, se tient en Corée du Sud], 北极与海洋门户 [Polar and Ocean Portal], 11 juillet 2019, <http://www.polaroceanportal.com/article/2758>.

¹⁶² Christopher Weidacher Hsiung, « L'émergence d'un partenariat économique sino-russe en Arctique? »

¹⁶³ Heather A. Conley, « Le rêve arctique de la Chine » (Washington DC : Centre d'études stratégiques et internationales, 2018), <https://www.csis.org/analysis/chinas-arctic-dream>.

¹⁶⁴ « La Norvège espère un accord de libre-échange avec la Chine en 2020, selon le ministre de l'Industrie », Reuters, 8 janvier 2020, <https://www.reuters.com/article/us-norway-china-trade/norway-hopes-for-china-free-trade-deal-in-2020-industry-minister-says-idUSKBN1Z71FP>; Marc Lanteigne, « Identité et relations dans la diplomatie arctique de la Chine ».

¹⁶⁵ Ken Moriyasu, « Les États-Unis prennent conscience du risque d'une alliance Chine-Russie en Arctique », *Nikkei Asian Review*, 24 mai 2020, <https://asia.nikkei.com/Politics/International-relations/US-awakens-to-risk-of-China-Russia-alliance-in-the-Arctic>; Alexandra Odynova, « Un pétrolier russe se fraie un chemin jusqu'alors impossible dans l'Arctique en réchauffement », CBS News, 23 février 2021, <https://www.cbsnews.com/news/russian-tanker-cuts-a-previously-impossible-path-through-the-warming-arctic/>.

¹⁶⁶ Mia Bennett, « La route maritime arctique dont personne ne parle », Cryopolitics, 23 avril 2019, <https://www.cryopolitics.com/2019/04/23/transpolar-passage/>.

¹⁶⁷ Pour des exemples, voir 倪海宁 [ni Haining], « 北极军事化趋势堪忧 » [La tendance à la militarisation de l'Arctique est inquiétante], 中华人民共和国国防部 [Ministère de la Défense nationale de la République populaire de Chine], 12 février 2016, http://www.mod.gov.cn/opinion/2016-02/12/content_4640521.htm.

¹⁶⁸ Sam LaGrone, « Des navires de guerre chinois ont fait un « passage innocent » à travers les eaux territoriales des États-Unis au large de l'Alaska », USNI News, 3 septembre 2015, <https://news.usni.org/2015/09/03/chinese-warships-made-innocent-passage-through-u-s-territorial-waters-off-alaska>; Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*.

¹⁶⁹ « Des navires de la marine chinoise effectuent leur première visite en Pologne », China Military Online, 8 octobre 2015, http://english.chinamil.com.cn/news-channels/china-military-news/2015-10/08/content_6713066.htm; Shannon Tiezzi, « La marine chinoise effectue sa toute première tournée des États arctiques d'Europe », *The Diplomat*, 2 octobre 2015, <https://thediplomat.com/2015/10/chinas-navy-makes-first-ever-tour-of-europes-arctic-states/>; Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*.

¹⁷⁰ « La Chine lance le premier brise-glace polaire fabriqué en Chine, le Xuelong 2 », *Straits Times*, 11 septembre 2018, <https://www.straitstimes.com/asia/east-asia/china-launches-first-homemade-polar-icebreaker-xuelong-2>.

¹⁷¹ Marc Lanteigne, « Êtes-vous entré dans les entrepôts de neige? »

¹⁷² Trym Aleksander Eiterjord, « Le point sur le brise-glace nucléaire chinois », *The Diplomat*, 5 septembre 2019, <https://thediplomat.com/2019/09/checking-in-on-chinas-nuclear-icebreaker/>.

¹⁷³ « 雪龙 2 号正式亮相! 你关心的问题都在这里 » [Le « Dragon des neiges 2 » a été officiellement dévoilé! Les questions qui vous préoccupent sont toutes ici], *新华网* [Xinhua], 14 octobre 2019, http://www.xinhuanet.com/2019-10/14/c_1125104129.htm; « Un nouveau brise-glace rejoint la marine de l'APL à Liaoning », *China Military*, 5 janvier 2016, http://english.chinamil.com.cn/news-channels/2016-01/05/content_6844781.htm; « 海冰 723 破冰船新闻链接: 自主设计建造承担调查搜救任务 » [Lien vers les infos sur le brise-glace Haibing 723 : Conçu et construit de manière indépendante pour effectuer des études et des opérations de recherche et de sauvetage], *CCTV*, 11 janvier 2017, <http://news.cctv.com/2017/01/11/ART1ahr3H5KQ96wXcqFqg8Xp170111.shtml>; Lyle J. Goldstein, « Pourquoi la Chine veut-elle soudainement des brise-glaces nucléaires? », *The National Interest*, 14 avril 2019, <https://nationalinterest.org/feature/why-does-china-suddenly-want-nuclear-icebreakers-52027>; et « Liste des brise-glaces », *Wikipedia*, https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_icebreakers.

¹⁷⁴ Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*, 70.

¹⁷⁵ *Ibid.*

¹⁷⁶ « Le satellite chinois d'observation polaire entame sa mission en Arctique », *Xinhua*, 16 juin 2020, http://www.xinhuanet.com/english/2020-06/16/c_139143622.htm; « Le premier satellite chinois d'observation polaire au service de la recherche polaire », *Xinhua*, 9 octobre 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-10/09/c_138458767.htm. Le satellite a été développé par l'Université normale de Beijing et Shenzhen Aerospace Dongfanghong Development Ltd. Voir aussi Anne-Marie Brady, « Faire face aux intérêts militaires de la Chine en Arctique », *China Brief* 19, no 21 (2019), <https://jamestown.org/program/facing-up-to-chinas-military-interests-in-the-arctic/>.

¹⁷⁷ « 水下机器人'再赴北极科考' » [Des robots sous-marins en expédition scientifique dans l'Arctique pour observer les processus sous la glace], *中国新闻网* [ChinaNews], 5 juillet 2010, <http://www.chinanews.com/gn/2010/07-05/2380267.shtml>.

¹⁷⁸ « 中国北极科考队布放首个极地大型海洋观测浮标 » [L'équipe chinoise de recherche scientifique arctique déploie la première grande balise d'observation de l'océan polaire], *中华人民共和国中央人民政府* [Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine], 5 août 2012, http://www.gov.cn/jrzq/2012-08/05/content_2198526.htm.

¹⁷⁹ Marc Lanteigne, « Êtes-vous entré dans les entrepôts de neige? »

¹⁸⁰ « 座北极深水半潜式钻井平台命名 » [La première plateforme de forage semi-submersible en eau profonde de l'Arctique est baptisée], *中国石油天然气集团有限公司* [China National Petroleum Corporation], 27 novembre 2015, <http://www.cnpc.com.cn/cnpc/sycj/201511/66c1488ee05a44799d93e2b844c38367.shtml>.

¹⁸¹ « 雪龙船 破冰归来 » [Le Xuelong revient de briser la glace], *新华网* [Xinhua], 27 septembre 2018, http://www.xinhuanet.com/tech/2018-09/27/c_1123487947.htm.

¹⁸² S Swee Lean Collin Koh, « L'intérêt stratégique de la Chine dans l'Arctique va au-delà de l'économie », *Defense News*, 12 mai 2020, <https://www.defensenews.com/opinion/commentary/2020/05/11/chinas-strategic-interest-in-the-arctic-goes-beyond-economics/>; « Un navire de recherche chinois rentre à Qingdao après son expédition dans l'Arctique », *China Daily*, 30 septembre 2019, <https://www.chinadaily.com.cn/a/201909/30/WS5d91c7b7a310cf3e3556e679.html>; « La 9e équipe d'expédition chinoise en Arctique lance un planeur sous-marin dans la mer de Béring », *Xinhua*, 29 juillet 2018, http://www.xinhuanet.com/english/2018-07/29/c_137354532.htm.

¹⁸³ Patrick Boehler, « La Chine obtient la possibilité de poser un pied en Arctique grâce à la vente d'un terrain norvégien », *South China Morning Post*, 30 avril 2014, <https://www.scmp.com/news/china-insider/article/1500823/china-gets-chance-buy-first-foothold-arctic>; Atle Staalesen, « Pas de centre de villégiature chinois à Svalbard, finalement », *The Barents observer*, 21 octobre 2016, <https://thebarentsobserver.com/en/arctic/2016/10/no-chinese-resort-svalbard-after-all>; et Andrew Higgins, « Une vente inhabituelle de terres arctiques suscite l'inquiétude en Norvège », *The New York Times*, 27 septembre 2014, <https://www.nytimes.com/2014/09/28/world/europe/a-rare-arctic-land-sale-stirs-concerns-in-norway.html>.

¹⁸⁴ « 北极遥感卫星数据接收站今年开工 » [La construction de la station arctique de réception des données par satellite de télédétection commence cette année], *人民日报* [*Le Quotidien du peuple*], 15 mars 2015, <http://politics.people.com.cn/n/2015/0315/c1001-26694077.html>; Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*.

¹⁸⁵ « Inauguration de l'Observatoire des sciences arctiques Chine-Islande dans le nord de l'Islande » *Xinhua*, 19 octobre 2018, http://www.xinhuanet.com/english/2018-10/19/c_137542493.htm.

¹⁸⁶ Erik Matzen, « Le Danemark a rejeté l'offre chinoise de création d'une base au Groenland pour des raisons de sécurité : Sources », *Reuters*, 6 avril 2017, <https://www.reuters.com/article/us-denmark-china-greenland-base/denmark-spurned-chinese-offer-for-greenland-base-over-security-sources-idUSKBN1782EE>.

- ¹⁸⁷ Jichang Lulu, « Groenland : La Chine lance discrètement un projet de station terrestre de satellites », Jichang Lulu, 14 décembre 2017, <https://jichanglulu.wordpress.com/2017/12/14/greenland-satellite/>.
- ¹⁸⁸ « Texte intégral : Politique arctique de la Chine », Conseil d'État de la République populaire de Chine.
- ¹⁸⁹ Yun Sun, « L'intrication de la politique arctique de la Chine », The Stimson Center, 27 août 2018, <https://www.stimson.org/2018/intricacy-chinas-arctic-policy/>.
- ¹⁹⁰ Ibid.
- ¹⁹¹ Ibid. Voir aussi Ping Su et Maximilian Mayer, « Diplomatie scientifique et construction de la confiance : La « Chine scientifique » en Arctique », *Global Policy* 9, no 3 (2018) : 23–28, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1758-5899.12576>.
- ¹⁹² 郭培清 [Guo Peiqing], « 郭培清：中国在北极没土地，但有利益 » [Guo Peiqing : La Chine n'a pas de territoire dans l'Arctique, mais elle y a sa part de profits].
- ¹⁹³ Yun Sun, « L'intrication de la politique arctique de la Chine ».
- ¹⁹⁴ Yun Sun, « L'intrication de la politique arctique de la Chine »; Marc Lanteigne, « Stratégies émergentes de la Chine en Arctique », High North News, 19 avril 2019, <https://www.highnorthnews.com/en/chinas-emerging-strategies-arctic>.
- ¹⁹⁵ Marc Lanteigne, « Stratégies émergentes de la Chine en Arctique »; « Fin de la réhabilitation du brise-glace chinois Xuelong, prêt pour une expédition dans l'Antarctique », Xinhua, 14 octobre 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-10/14/c_138471075.htm.
- ¹⁹⁶ Anne-Marie Brady, « L'essor de la Chine en Antarctique? »; « La première expédition arctique de la Chine », China Internet information Center, <http://www.china.org.cn/english/features/40958.htm>.
- ¹⁹⁷ « Retour de la deuxième expédition chinoise en Arctique », *China Daily*, 26 septembre 2003, http://www.chinadaily.com.cn/en/doc/2003-09/26/content_267889.htm; Anne-Marie Brady, « L'essor de la Chine en Antarctique? »; « 加拿大欢迎中国参与北极合作 » [Le Canada se réjouit de la participation de la Chine à la coopération arctique], 新华网 [Xinhua], 18 mars 2015, http://www.xinhuanet.com/world/2015-03/18/c_127595163.htm.
- ¹⁹⁸ Marc Lanteigne, « Êtes-vous entré dans les entrepôts de neige? »
- ¹⁹⁹ Swee Lean Collin Koh, « L'intérêt stratégique de la Chine dans l'Arctique va au-delà de l'économie ».
- ²⁰⁰ « Texte intégral : Politique arctique de la Chine » Conseil d'État de la République populaire de Chine.
- ²⁰¹ « La première expédition arctique de la Chine », China Internet information Center, <http://www.china.org.cn/english/features/40958.htm>; « Retour de la deuxième expédition chinoise en Arctique », *China Daily*, 27 septembre 2003, http://www.chinadaily.com.cn/en/home/2003-09/27/content_268059.htm; « 中国首次在北纬 84 度北冰洋海域开展冰上考察 » [La Chine effectue son premier relevé de glace dans l'océan Arctique à 84 degrés de latitude nord], 中国新闻网 [ChinaNews], 21 août 2008, <http://www.chinanews.com/gn/news/2008/08-21/1356382.shtml>; « 中国第 4 次北极(北冰洋)科学考察 » [4e expédition scientifique de la Chine en Arctique (océan Arctique)], Gate to the Poles [极地之门], http://www.polar.org.cn/expeditionDetail/?common_id=39273; « La Chine va entamer sa quatrième expédition scientifique au pôle Nord », *China Daily*, 26 juin 2010, http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-06/26/content_10024635.htm; Wang Qian, « La Chine entame son sixième voyage en Arctique pour explorer le pôle Nord », *China Daily*, 3 juillet 2014, https://www.chinadaily.com.cn/china/2014-07/03/content_17639357.htm; « 中国第 6 次北极(北冰洋)科学考察编辑词条 » [6e expédition scientifique de la Chine en Arctique (océan Arctique)], Gate to the Poles [极地之门], http://www.polar.org.cn/expeditionDetail/?common_id=94057; « Le navire de recherche chinois Xue Long entame sa 7e expédition dans l'Arctique », *South China Morning Post*, 12 juillet 2016, <https://www.scmp.com/news/china/society/article/1988588/chinese-research-ship-xue-long-begins-7th-arctic-expedition>; « La Chine entame sa neuvième expédition en Arctique en vue de la construction de la « route polaire de la soie » », *Global Times*, 20 juillet 2018, <https://www.globaltimes.cn/content/1111706.shtml>; « Un brise-glace prend la mer pour la 9e expédition de recherche arctique de la Chine » Xinhua, 20 juillet 2018, http://www.xinhuanet.com/english/2018-07/20/c_137337962.htm; « Un navire de recherche chinois part pour sa 10e expédition dans l'Arctique », Xinhua, 11 août 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-08/11/c_138299421.htm; « Le Xiangyanghong 01 revient à Qingdao après son expédition dans l'Arctique », China Internet information Centre, 1er octobre 2019, http://www.china.org.cn/china/2019-10/01/content_75264306.htm; « Le navire de recherche chinois revient à Qingdao après son expédition dans l'Arctique », Xinhua, 30 septembre 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-09/30/c_138436960.htm; « Les temps forts de l'actualité scientifique chinoise », Xinhua, 18 juillet 2020, http://www.xinhuanet.com/english/2020-07/18/c_139222407.htm et « Le brise-glace polaire chinois met le cap sur l'Arctique », China Internet information Center, 16 juillet 2020, http://www.china.org.cn/china/2020-07/16/content_76277317.htm.
- ²⁰² Ibid.
- ²⁰³ Voir la section « Activités militaires de la Chine » du présent rapport.

- ²⁰⁴ Nathan VanderKlippe, « Des scientifiques chinois envisagent un observatoire de recherche dans l'Arctique canadien ».
- ²⁰⁵ Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*.
- ²⁰⁶ Stephen Chen, « La Chine inaugure sa première station terrienne de satellites à l'étranger en pleine propriété près du pôle Nord ».
- ²⁰⁷ Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*.
- ²⁰⁸ Gunhild Hoogensen Gjørvi, Marc Lanteigne, and Horatio Sam-Aggrey, eds., *Routledge Handbook of Arctic Security* (Abingdon, U.K.: Routledge, 2020).
- ²⁰⁹ Nathan VanderKlippe, « Des scientifiques chinois envisagent un observatoire de recherche dans l'Arctique canadien ».
- ²¹⁰ Jichang Lulu, « La Chine veut une station au Groenland dès que possible; un site candidat à proximité d'un projet chinois d'investissement dans les métaux non ferreux », Jichang Lulu, 14 octobre 2017, <https://jichanglulu.wordpress.com/2017/10/14/china-wants-greenland-station-asap-one-candidate-site-near-planned-china-nonferrous-investment/>.
- ²¹¹ Jichang Lulu, « Groenland : La Chine lance discrètement un projet de station terrienne de satellites ».
- ²¹² « Texte intégral : Politique arctique de la Chine », Conseil d'État de la République populaire de Chine.
- ²¹³ Ibid.; Tang Guoqiang, « Questions arctiques et position de la Chine », *China International Studies* 38 (2013) : 29–48, <https://heinonline.org/HOL/LandingPage?handle=hein.journals/chintersd38&div=5&id=&page=>.
- ²¹⁴ « 加拿大欢迎中国参与北极合作 » [Le Canada se réjouit de la participation de la Chine à la coopération arctique], 新华网 [Xinhua].
- ²¹⁵ Pavel Devyatkin, « Des scientifiques russes et chinois vont créer un centre de recherche en Arctique », *High North News*, 15 avril 2019, <https://www.highnorthnews.com/en/russian-and-chinese-scientists-establish-arctic-research-center>.
- ²¹⁶ Voir « Contexte », Centre de recherche Chine-Arctique nordique, <https://www.cnarc.info/organization>.
- ²¹⁷ Wang Zhenghua, « La Chine va construire un centre de recherche pour la région arctique », *China Daily*, 6 juin 2013, http://www.chinadaily.com.cn/china/2013-06/06/content_16573293.htm.
- ²¹⁸ « 2015年10月14日外交部发言人华春莹主持例行记者会 » [Conférence de presse régulière de la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hua Chunying, du 14 octobre 2015], 中华人民共和国外交部 [Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine], 14 octobre 2015, https://www.fmprc.gov.cn/web/fyrbt_673021/t1305835.shtml.
- ²¹⁹ « Texte intégral : Politique arctique de la Chine » Conseil d'État de la République populaire de Chine.
- ²²⁰ Zhong Nan, « Ouverture de la route commerciale arctique », *China Daily*, 10 août 2013, http://www.chinadaily.com.cn/china/2013-08/10/content_16884390.htm.
- ²²¹ Zhong Nan, « Ouverture de la route commerciale arctique »; Lin Boqiang, « La Chine peut soutenir le développement arctique dans le cadre de l'ICR », *Global Times*, 9 août 2018, <http://www.globaltimes.cn/content/1114713.shtml>; 刘少华 [Liu Shaohua], 吕安琪 [Lu Anqi], et 蔡珍梦 [Cai Zhenmeng], « 向北打造'冰上丝绸之路' » [En route vers le nord pour construire la « Route de la soie des glaces »], 人民日报 [Le Quotidien du peuple], 14 février 2018, <http://world.people.com.cn/n1/2018/0214/c1002-29823374.html>; Costas Paris et Joanne Chiu, « Le groupe maritime chinois Cosco prévoit des traversées régulières de l'Arctique », *The Wall Street Journal*, 29 octobre 2015, <https://www.wsj.com/articles/chinese-shipper-cosco-to-schedule-regular-trans-arctic-sailings-1446133485>.
- ²²² Agence France-Presse, « La société chinoise de transport maritime COSCO prévoit de desservir l'Europe via le passage du Nord-Est de l'Arctique, économisant ainsi des jours de voyage », *South China Morning Post*, 27 octobre 2015, <https://www.scmp.com/news/china/economy/article/1872806/chinese-shipping-firm-plans-launch-services-through-arctic>; « L'Arctique, prochaine « voie navigable en or » pour le commerce Chine-Europe », *Le Quotidien du peuple*.
- ²²³ « Focus sur la Chine : La route maritime arctique renforce les liens commerciaux sino-européens », Xinhua, 31 août 2017, http://www.xinhuanet.com/english/2017-08/31/c_136571955.htm.
- ²²⁴ « Texte intégral : « Vision de la coopération maritime dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route » », Xinhua, 20 juin 2017, http://www.xinhuanet.com/english/2017-06/20/c_136380414.htm.
- ²²⁵ Swee Lean Collin Koh, « L'intérêt stratégique de la Chine dans l'Arctique va au-delà de l'économie »; 夏立平 [Xia Liping] et 马艳红 [Ma Yanhong], « '冰上丝绸之路' : '一带一路' 走向北极 » [La « Route de la soie des glaces » : « la Ceinture et la Route » vers le pôle Nord], 中国与世界 [World Affairs], no. 23 (2018), CNKI : F125; Marc Lanteigne, « Stratégies émergentes de la Chine en Arctique »; « Texte intégral : « Vision de la coopération maritime dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route » », Xinhua.
- ²²⁶ « Texte intégral : Politique arctique de la Chine » Conseil d'État de la République populaire de Chine.
- ²²⁷ « La Chine et la Russie conviennent de construire conjointement la « Route de la soie des glaces » », Xinhua, 4 juillet 2017, http://www.xinhuanet.com/english/2017-07/04/c_136417241.htm.

- ²²⁸ 刘少华 [Liu Shaohua], 吕安琪 [Lu Anqi] et 蔡珍梦 [Cai Zhenmeng], « 向北 打造’ 冰上丝绸之路 » [En route vers le nord pour construire la « Route de la soie des glaces »]. Voir Mia Bennett, « La route maritime arctique dont personne ne parle ».
- ²²⁹ 姜胤安 [Jiang Yinan], « 冰上丝绸之路’ 多边合作：机遇、挑战与发展路径 » [Coopération multilatérale pour la « Route de la soie des glaces » : Opportunités, défis et voies de développement], 中国国际问题研究院 [Institut chinois d'études internationales], 30 mars 2019, http://www.ciis.org.cn/yjcg/xslw/202007/t20200710_1036.html;
- « 【‘一带一路’倡议五周年】 北极东北航道’ 冰上丝绸之路’ » [Cinquième anniversaire de l'Initiative « la Ceinture et la Route » : La « Route de la soie des glaces » via le passage du Nord-Est arctique, CCTV, 10 août 2018, <http://news.cctv.com/2018/08/10/ARTIUrMDgSBSJox7tbjbbzvH18o810.shtml>].
- ²³⁰ 刘少华 [Liu Shaohua], 吕安琪 [Lu Anqi] et 蔡珍梦 [Cai Zhenmeng], « 向北 打造’ 冰上丝绸之路 » [En route vers le nord pour construire la « Route de la soie des glaces »].
- ²³¹ « La Chine et la Russie s'engagent à développer la Route de la soie des glaces », *Global Times*, 9 novembre 2017, <http://www.globaltimes.cn/content/1074440.shtml>; Liu Caiyu, « Le rôle de la Chine dans la gouvernance de l'Arctique ne peut être ignoré », *Global Times*, 22 novembre 2018, <http://www.globaltimes.cn/content/1128626.shtml>.
- ²³² Liu Jin, « Le Livre blanc sur l'Arctique et l'évolution de la position de la Chine vis-à-vis de l'Arctique »; 李振福 [Li Zhenfu], « 冰上丝绸之路’ 再思考 » [Repenser la « Route de la soie des glaces »], 中国船检 [Enquête sur les navires chinois], no. 1 (2019), CNKI : F552; F125; Paul Stronski et Nicole Ng, « Coopération et concurrence : La Russie et la Chine en Asie centrale, l'Extrême-Orient russe et l'Arctique » (Washington DC : Fondation Carnegie pour la paix internationale, 2018), 28–31, <https://carnegieendowment.org/2018/02/28/cooperation-and-competition-russia-and-china-in-central-asia-russian-far-east-and-arctic-pub-75673>.
- ²³³ Liu Jin, « Le Livre blanc sur l'Arctique et l'évolution de la position de la Chine vis-à-vis de l'Arctique ».
- ²³⁴ La Finlande était également l'un des membres fondateurs de la BAI. Voir : « 王毅谈习近平主席访问芬兰并赴美国举行中美元首会晤 » [Wang Yi parle de la visite du président Xi Jinping en Finlande et de son voyage aux États-Unis pour le sommet Chine-États-Unis], Ambassade de la République populaire de Chine en Nouvelle-Zélande (îles Cook, Niue), 9 avril 2017, <http://www.chinaembassy.org/nz/chn/zgxw/t1452310.htm>.
- ²³⁵ David Auerwald, « La stratégie arctique à multiples facettes de la Chine », War on the Rocks, 24 mai 2019, <https://warontherocks.com/2019/05/chinas-multifaceted-arctic-strategy/>.
- ²³⁶ 姜胤安 [Jiang Yinan], « 冰上丝绸之路’ 多边合作：机遇、挑战与发展路径 » [Coopération multilatérale pour la « Route de la soie des glaces » : Opportunités, défis et voies de développement].
- ²³⁷ 杨剑 [Yang Jian], « 共建’ 冰上丝绸之路’ 的国际环境及应对 » [L'environnement international et la réponse à la construction de la « Route de la soie des glaces »] 人民论坛 · 学术前沿 [Frontiers], no 11 (2018) : 14, <http://www.siis.org.cn/UploadFiles/file/20191230/%E5%85%B1%E5%BB%BA%E2%80%9C%E5%86%B0%E4%B8%8A%E4%B8%9D%E7%BB%B8%E4%B9%8B%E8%B7%AF%E2%80%9D%E7%9A%84%E5%9B%BD%E9%99%85%E7%8E%AF%E5%A2%83%E5%8F%8A%E5%BA%94%E5%AF%B9.pdf>. Yang Jian est vice-président des Instituts d'études internationales de Shanghai.
- ²³⁸ Lin Boqiang, « La Chine peut soutenir le développement arctique dans le cadre de l'ICR ».
- ²³⁹ Ibid.
- ²⁴⁰ 张婷婷 [Zhang Tingting], « 冰上丝绸之路’ 助力欧亚互联互通 » [La route de la soie des glaces favorise la connectivité sino-européenne], 中国军网 [Armée chinoise], 23 avril 2019, http://www.81.cn/jfjmap/content/2019-04/23/content_232308.htm.
- ²⁴¹ Jichang Lulu a couvert cet investissement en détail en 2013. Tumblr, « Huang Nubo : La saga d'un magnat de l'industrie », Jichang Lulu, 2 mars 2013, <https://jichanglulu.tumblr.com/huang-nubo-tycoons-saga>.
- ²⁴² Britt Kristin Ese, Anders Magnus, Rias Adimaqunju et Per Christian Magnus, « Kjøpet Får Ingenting å Seie for Forholdet Mellom Norge og Kina » [L'achat ne dit rien des relations entre la Norvège et la Chine], NRK News, 15 mai 2014, <https://www.nrk.no/vestland/nrk-motte-huang-nubo-i-bejing-1.11720372>.
- ²⁴³ Erik Matzen, « Le Danemark a rejeté l'offre chinoise de création d'une base au Groenland pour des raisons de sécurité ».
- ²⁴⁴ Jichang Lulu, « La Chine, le Groenland et la compétition pour l' Arctique », 關鍵評論 [The News Lens], 3 janvier 2017, <https://international.thenewslens.com/article/58284>.
- ²⁴⁵ « La Chine retire son offre de projets d'aéroport au Groenland : Sermitsiaq Newspaper, Reuters, 4 juin 2019, <https://www.reuters.com/article/us-china-silkroad-greenland/china-withdraws-bid-for-greenland-airport-projects-sermitsiaq-newspaper-idUSKCN1T5191>.
- ²⁴⁶ « Un investisseur chinois acquiert un port pour la marine suédoise », *The Maritime Executive*, 12 avril 2017, <https://maritime-executive.com/article/chinese-investor-acquires-port-for-swedish-navy>.
- ²⁴⁷ « La Suède rachète la base sous-marine Gotland précédemment vendue », *Naval Today*, 19 janvier 2018, <https://www.navaltoday.com/2018/01/19/sweden-buys-back-previously-sold-gotland-submarine-base/>.
- ²⁴⁸ Pour plus d'informations sur le Département du travail du Front uni, voir Alexander Bowe, « Front uni de la Chine à l'étranger : Contexte et implications pour les États-Unis » (Washington DC : Commission d'examen de l'économie et de la sécurité entre les États-Unis et la Chine, 2018), <https://www.uscc.gov/research/chinas-overseas-united-front-work-background-and-implications-united-states>.

²⁴⁹ Jojje Olsson, « La candidature de la Chine pour la construction du plus grand port de Scandinavie suscite des inquiétudes en matière de sécurité », *Taiwan Sentinel*, 22 décembre 2017, <https://sentinel.tw/china-port-scandinavia-security/>; Jichang Lulu, « Lysekina : Une entreprise étatique et le Front uni en lien avec l'APL veulent un port en eau profonde en Suède », Jichang Lulu, 24 janvier 2018, <https://jichanglulu.wordpress.com/2018/01/24/lysekina-soe-pla-linked-united-frontling-want-a-deep-sea-port-in-sweden/>.

²⁵⁰ Chen Li, « Le partenariat sino-finlandais entre dans une nouvelle ère », *China Daily*, 18 septembre 2019, http://www.chinadaily.com.cn/global/2019-09/18/content_37510735.htm.

²⁵¹ « Chine et Finlande : La route des glaces s'annonce? », *The Circle*, 17 mars 2019, <https://overthecircle.com/2019/03/17/china-and-finland-the-ice-road-cometh/>.

²⁵² Magnus Bennett, « La Chine plonge dans les eaux de la mer du Nord », *BBC News*, 25 juillet 2012, <https://www.bbc.com/news/uk-scotland-scotland-business-18971841>.

²⁵³ Marc Lanteigne, « Les stratégies émergentes de la Chine en Arctique », 18; et Euan Rocha, « CNOOC conclut l'acquisition de la société canadienne Nexen pour 15,1 milliards USD », *Reuters*, 25 février 2013, <https://www.reuters.com/article/us-nexen-cnooc/cnooc-closes-15-1-billion-acquisition-of-canadas-nexen-idUSBRE91O1A420130225> comme cité dans Lanteigne.

²⁵⁴ Marc Lanteigne, « Les stratégies émergentes de la Chine en Arctique »; « Kværner ASA : Kvaerner et COOEC créent une coentreprise d'ingénierie en Chine pour des projets dans le monde entier », *Kværner*, 2 juillet 2014, <https://www.akersolutions.com/news/news-archive/2014/kvarner-asa-kvaerner-and-cooec-establish-engineering-joint-venture-in-china-for-projects-globally/>.

²⁵⁵ « Kværner ASA : Kvaerner et COOEC créent une coentreprise d'ingénierie en Chine pour des projets dans le monde entier », *Kværner*.

²⁵⁶ Luo Linquan, « L'accord sur le gazoduc est le signe de liens plus étroits entre la Chine et l'Alaska », *Anchorage Daily News*, 12 novembre 2017, <https://www.adn.com/opinions/2017/11/12/gas-line-agreement-signals-closer-ties-between-china-and-alaska/>.

²⁵⁷ Marc Lanteigne et Mingming Shi, « La Chine consolide ses intérêts miniers au Groenland », *The Diplomat*, 12 février 2019, <https://thediplomat.com/2019/02/china-steps-up-its-mining-interests-in-greenland/>.

²⁵⁸ « Coopération Chine-Russie : La Russie lance une installation de GNL avec la Chine », *CGTN*, 9 décembre 2017, https://news.cgtn.com/news/3d596a4e7a594464776c6d636a4e6e62684a4856/share_p.html; « La Chine et la Russie lancent conjointement le projet de GNL de Yamal en Arctique », *Le Quotidien du peuple*, 11 décembre 2017, <http://en.people.cn/n3/2017/12/11/c90000-9302698.html>; et « 厉害了！中国与俄罗斯在北极合作了个大项目 » [Incroyable! La Chine et la Russie coopèrent sur un grand projet en Arctique], *CCTV*, 10 décembre 2017, <http://news.cctv.com/2017/12/10/ARTIqOA8svH6KYt1hFCJdljK171210.shtml>.

²⁵⁹ « La Chine et la Russie lancent conjointement le projet de GNL de Yamal en Arctique », *Le Quotidien du peuple*, 11 décembre 2017.

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ « Coup de projecteur : Un gazoduc historique pour renforcer la coopération énergétique Chine-Russie », *Xinhua*, 3 décembre 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-12/03/c_138603219.htm. Voir aussi Swee Lean Collin Koh, « L'intérêt stratégique de la Chine dans l'Arctique va au-delà de l'économie ».

²⁶² Voir 钱宗旗 [Qian Zongqi], « 俄罗斯北极能源发展前景和中俄北极能源合作展望 » [Perspectives de développement énergétique arctique de la Russie et de coopération énergétique arctique sino-russe], *Instituts d'études internationales de Shanghai* [上海国际问题研究院], 24 novembre 2015, <http://www.siis.org.cn/Research/Info/577>. Qian Zongqi est assistant de recherche au Centre de recherche russe d'Asie centrale de l'Institut d'études internationales de Shanghai.

²⁶³ Pav Jordan, « La ruée vers les mines du Nunavut attire le groupe MMG soutenu par la Chine », *The Globe and Mail*, 4 septembre 2012, <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/nunavut-mining-rush-attracts-china-backed-mmg/article4519069/>; *The Canadian Press*, « Une entreprise chinoise va doubler son investissement dans une mine de nickel au Québec », *The Globe and Mail*, 29 août 2011, <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/international-business/chinese-firm-to-double-investment-in-quebec-nickel-mine/article4259231/>; Jackie Hong, « Yukon Zinc Corp. vendue », *Yukon News*, 11 janvier 2019, <https://www.yukon-news.com/news/yukon-zinc-corp-sold/>.

²⁶⁴ « Le gisement de fer du lac Otelnuq, d'une capacité de plus de 20 milliards de tonnes, est disponible pour prise d'option », *IssueWire*, 2 décembre 2019, <https://www.issuewire.com/quebecs-advanced-lac-otelnuq-20-billion-ton-iron-deposit-is-available-for-option-1651643950943373>.

²⁶⁵ Shuji Nakayama et Shunsuke Tabeta, « Les ambitions arctiques d'un mineur d'or chinois refroidies par le Canada », *Nikkei Asian Review*, 17 septembre 2020, <https://asia.nikkei.com/Politics/International-relations/Chinese-gold-miner-s-Arctic-ambitions-face-chill-in-Canada>.

²⁶⁶ Marc Lanteigne et Mingming Shi, « La Chine consolide ses intérêts miniers au Groenland ».

²⁶⁷ Marc Lanteigne, « Les stratégies émergentes de la Chine en Arctique ».

²⁶⁸ Ragnhildur Sigurdardottir et Mikael Holter, « Le rêve pétrolier de l'Islande est en péril », *Bloomberg*, 23 janvier 2018, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-01-23/iceland-s-oil-dream-in-peril-as-china-norway-give-up-last-block>; du Juan, « CNOOC obtient une licence pour chercher du pétrole dans l'Arctique ».

China Daily, 4 mars 2014, http://www.chinadaily.com.cn/china/2014-03/04/content_17319366.htm cité dans « Obstacle majeur : L'exploration pétrolière Chine-Islande dans l'impasse », *Over the Circle*, 24 janvier 2018, <https://overthecircle.com/2018/01/24/stumbling-block-china-iceland-oil-exploration-reaches-an-impasse/>.

²⁶⁹ Clara Denina, « Exclusif : Repsol coopère avec BofA-Merrill Lynch pour vendre des gisements en mer du Nord britannique », Reuters, 28 février 2018, <https://www.reuters.com/article/us-repsol-m-a-northsea-exclusive/exclusive-repsol-working-with-bofa-merrill-lynch-to-sell-uk-north-sea-fields-sources-idUSKCN1GC2GW>.

²⁷⁰ Dan Healing, « Une vente montre une forte perte de la valeur d'investissement d'un projet pétrolier albertain soutenu par la Chine », CBC News, 2 juin 2019, <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/china-alberta-oil-1.5159407>.

²⁷¹ Heather A. Conley, « Le rêve arctique de la Chine »; « La société chinoise Hengan prend une participation importante dans un projet de pâte à papier finlandais », Reuters, 23 avril 2018, <https://www.reuters.com/article/us-finnpulp-m-a-hengan-intl-grp/chinas-hengan-takes-top-stake-in-finnish-pulp-project-idUSKBN1HU1KI>.

²⁷² Elwood Brehmer, « Le président de l'AGDC montre la voie à suivre; l'accord chinois est mort », *Anchorage Daily News*, 25 juillet 2019, <https://www.adn.com/business-economy/energy/2019/07/25/agdc-president-outlines-path-forward-china-deal-is-dead/>.

²⁷³ Jackie Hong, « Yukon Zinc Corp. vendue ».

²⁷⁴ Keith Halliday, « Yukonomist : Trois questions sur Yukon Zinc et la Chine », *Yukon News*, 20 février 2020, <https://www.yukon-news.com/opinion/yukonomist-three-questions-on-yukon-zinc-and-china/>.

²⁷⁵ « Le gisement de fer du lac Otelnuk, d'une capacité de plus de 20 milliards de tonnes, est disponible pour prise d'option », IssueWire.

²⁷⁶ Dean Beeby, « Les sociétés minières chinoises se sentent dupées par le Canada, selon un rapport », CBC News, 7 juin 2016, <https://www.cbc.ca/news/politics/china-mining-ambassador-investors-infrastructure-1.3619228>.

²⁷⁷ « À propos de Yukon Zinc », Yukon Zinc Corp, http://www.yukonzinc.com/en/company_index.cfm; « La mine Nunavik Nickel bute sur une autre pierre d'achoppement », *Nunatsiaq News*, 30 novembre 2011, <https://nunatsiaq.com/stories/article/65674nunavik-nickel-mine-hits-another-stumbling-block/>; Dan Healing, « Une vente montre une forte perte de la valeur d'investissement d'un projet pétrolier albertain soutenu par la Chine », CBC News, 2 juin 2019; Scott Haggett, « Sinopec débourse 1,5 milliard de dollars pour la participation aux activités de Talisman en mer du Nord », Reuters, 23 juillet 2012, <https://www.reuters.com/article/us-sinopec-talisman/sinopec-pays-1-5-billion-for-talisman-north-sea-stake-idUSBRE86MoIL20120723>; Lee Chyen Yee et Jeffrey Jones, « CNOOC achète Nexen 15,1 milliards de dollars dans la plus grande transaction de la Chine à l'étranger », Reuters, 23 juillet 2012, <https://www.reuters.com/article/us-cnooc-nexen/cnooc-to-buy-nexen-for-15-1-billion-in-chinas-largest-foreign-deal-idUSBRE86MoCF20120723>; « Kvaerner ASA : Kvaerner et COOEC créent une coentreprise d'ingénierie en Chine pour des projets dans le monde entier », Kvaerner; « Chine : Les dirigeants de Rosneft et de CNPC signent des accords pour l'exploration des mers arctiques », *Offshore Energy*, 30 mai 2013, <https://www.offshore-energy.biz/china-rosneft-cnpc-execs-sign-deals-on-arctic-seas-exploration/>; Du Juan, « CNOOC obtient une licence pour chercher du pétrole dans l'Arctique »; « Obstacle majeur : L'exploration pétrolière Chine-Islande dans l'impasse », *Over the Circle*; Anne-Marie Brady, *China as a Polar Great Power*; « Des créanciers chinois accordent un prêt de 12 milliards de dollars pour le projet de GNL de Yamal en Russie », Reuters, 28 avril 2016, <https://www.reuters.com/article/russia-china-yamal/china-lenders-provide-12-blm-loan-for-russias-yamal-lng-project-sources-idUSL2N17V2MI>; Ben Westcott, « La Russie met en service un mégagazoduc vers la Chine, tandis que Poutine vante le resserrement des liens », CNN, 3 décembre 2019, <https://www.cnn.com/2019/12/03/asia/china-russia-gas-pipeline-intl-hnk/index.html>; Alexei Anishchuk, « Alors que Poutine regarde vers l'Est, la Chine et la Russie signent un accord gazier de 400 milliards de dollars », Reuters, 21 mai 2014, <https://www.reuters.com/article/us-china-russia-gas/as-putin-looks-east-china-and-russia-sign-400-billion-gas-deal-idUSBREA4K07K20140521>; Bill Chappell, « La Russie commence à envoyer du gaz naturel en Chine : Poutine et Xi Jinping inaugurent un nouveau gazoduc », NPR, 2 décembre 2019, <https://www.npr.org/2019/12/02/784171826/russia-begins-sending-natural-gas-to-china-through-new-pipeline>; Jackie Northam, « Le Groenland n'est pas à vendre. Mais il a des minerais de terres rares que l'Amérique convoite », NPR, 24 novembre 2019, <https://www.npr.org/2019/11/24/781598549/greenland-is-not-for-sale-but-it-has-the-rare-earth-minerals-america-wants>; Gwladys Fouche, « Il est peu probable qu'une société chinoise exploite bientôt une mine de fer de 2 milliards de dollars au Groenland », Reuters, 26 janvier 2016, <https://www.reuters.com/article/us-greenland-mining-china/chinese-firm-unlikely-to-develop-2-billion-greenland-iron-ore-mine-soon-minister-idUSKCN0V425D>; Ties Dams, Louise van Schaik et Adája Stoetman, « La présence précède pouvoir : La stratégie arctique de la Chine en Islande et au Groenland » (La Haye : Clingendael, juin 2020), <https://www.clingendael.org/pub/2020/presence-before-power/>; Reuters, « Le Danemark décline l'offre d'une entreprise chinoise d'acheter une base navale abandonnée au Groenland, pour ne pas contrarier les États-Unis », *South China Morning Post*, 7 avril 2017, <https://www.scmp.com/news/world/europe/article/2085555/denmark-rejects-chinese-firms-offer-buy-abandoned-naval-base-and>;

Miguel Martin, « La Chine au Groenland : Mines, sciences et petits clins d'œil à l'indépendance » (Washington DC : Jamestown Foundation, 2018), <https://jamestown.org/program/china-greenland-mines-science-nods-independence/>; « Kaidi Finland », Kaidi, <http://www.kaidi.fi/english?locale=fi#kaidi-finland>; « La société chinoise Kaidi va construire une usine de biodiesel de 1,1 milliard de dollars en Finlande », Reuters, 10 février 2016, <https://www.reuters.com/article/kaidi-biodiesel-finland-idAFL8N15P1OK>; Elwood Brehmer, « Le président de

l'AGDC montre la voie à suivre; l'accord chinois est mort »; Angus McNeice, « La Finlande vante le tunnel « Corridor arctique » », *China Daily*, 3 mars 2018, <http://www.chinadaily.com.cn/a/201803/02/WS5a984a41a3106e7dcc13efe8.html>; « Trois entreprises chinoises prêtes à construire le tunnel Tallinn-Helsinki », Reuters, 12 juillet 2019, <https://www.reuters.com/article/us-finland-estonia-tunnel/three-chinese-companies-to-build-tallinn-helsinki-tunnel-idUSKCN1U70F3>; « La Chine retire son offre de projets d'aéroport au Groenland : journal Sermitsiaq », Reuters; « La société chinoise CGN acquiert 75 % d'un parc éolien suédois : Xinhua », Reuters, 18 juillet 2018, <https://www.reuters.com/article/us-cgn-sweden/chinas-cgn-acquires-75-percent-of-swedish-wind-farm-xinhua-idUSKBN1K81IC>; Nerijus Adomaitis, « Le dirigeant chinois numéro 3 se rend en Norvège pour discuter de l'énergie », Reuters, 15 mai 2019, <https://www.reuters.com/article/us-norway-china/with-energy-high-on-agenda-chinas-no-3-leader-visits-norway-idUSKCN1SLOZK>; « Le deuxième plus grand pont de Norvège construit par une entreprise chinoise ouvre à la circulation », Xinhua, 10 décembre 2018, http://www.xinhuanet.com/english/2018-12/10/c_137661084.htm; Nerijus Adomaitis, « Le norvégien Equinor va coopérer avec le chinois CPIH dans l'éolien en mer », Reuters, 25 septembre 2019, <https://www.reuters.com/article/us-equinor-renewables-china/norways-equinor-to-cooperate-with-chinas-cpih-in-offshore-wind-idUSKBN1WA1FA>; Zhang Chun, « Projets chinois de la « Route de la soie arctique » », *China Dialogue Ocean*, 9 janvier 2020, <https://chinadialogueocean.net/12569-chinas-arctic-silk-road-projects/>; Tang Shihua, « Une entreprise étatique chinoise participe à l'infrastructure du champ pétrolifère russe de Payakha », *Yicai Global*, 10 juin 2019, <https://www.yicai.com/news/chinese-soe-mucks-in-on-infrastructure-for-russia-payakha-oilfield>; « La Chine commence à construire la partie sud du gazoduc Chine-Russie Est », Reuters, 28 juillet 2020, <https://www.reuters.com/article/us-china-naturalgas-pipeline/china-starts-building-southern-part-of-china-russia-east-gas-pipeline-idUSKCN24ToVU>; et « Coup de projecteur : Un gazoduc historique pour renforcer la coopération énergétique Chine-Russie », *China Daily*, 3 décembre 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-12/03/c_138603219.htm.

²⁷⁸ « Texte intégral : La politique arctique de la Chine », Bureau d'information du Conseil d'État de la République populaire de Chine.

²⁷⁹ « 驻冰岛大使金智健在冰岛《晨报》发表署名文章《中国是促进北极发展的重要力量》 » [L'Ambassadeur Jin Zhijian d'Islande a publié un article intitulé « La Chine est une force importante pour le développement de l'Arctique » dans le *Morning Post* d'Islande], 中华人民共和国驻冰岛共和国大使馆 [Ambassade de la République populaire de Chine en République d'Islande], 15 octobre 2019, <http://is.china-embassy.org/chn/zbgs/gjhz/t1708048.htm>.